



**SUPPLÉMENT AU BULLETIN SUR LES VALEURS MOBILIERES  
DE L'AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS**

**2006-04-28 Vol. 3 n° 17**

Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat

et

Règlement modifiant le Règlement 62-103 sur le système d'alerte et  
questions connexes touchant les offres publiques  
et les déclarations d'intérêts

## AVIS DE CONSULTATION

### **Projets de *Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat* et d'annexes, et d'Instruction générale relative au *Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat,***

### **Projet de Règlement modifiant le *Règlement 62-103 sur le système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés***

et

### **Projet d'abrogation de l'*Avis 62-201 relatif aux offres publiques faites seulement dans certains territoires***

#### **Introduction**

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») sollicitent des commentaires sur le projet de *Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat* (le « règlement »), qui crée un régime d'offres publiques harmonisé pour l'ensemble du Canada. Le règlement :

- harmonise la plupart des obligations et restrictions régissant les offres publiques et le système d'alerte connexe et les regroupe dans un seul texte réglementaire d'application pancanadienne;
- met à jour certaines dispositions concernant les offres publiques d'achat et de rachat;
- inclut des dispenses des règles sur les offres publiques actuellement prévues dans la législation et la réglementation de diverses provinces.

Le règlement prescrit l'utilisation de modèles précis de note d'information, de circulaire et d'avis prévus dans les annexes suivantes :

- Annexe 62-104A1 *Note d'information relative à une offre publique d'achat*
- Annexe 62-104A2 *Note d'information relative à une offre publique de rachat*
- Annexe 62-104A3 *Circulaire des administrateurs*
- Annexe 62-104A4 *Circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur*
- Annexe 62-104A5 *Avis de changement ou de modification*

(collectivement, les « annexes »).

Le projet d'Instruction générale relative au *Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat* (l'« instruction générale ») donne des indications sur la manière dont nous interpréterons et appliquerons le règlement et les annexes.

Nous proposons également d'apporter des modifications corrélatives (les « modifications corrélatives ») au *Règlement 62-103 sur le système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés* (le « Règlement 62-103 ») afin de le mettre à jour. Nous publions pour consultation le règlement, les annexes et l'instruction générale, ainsi que les modifications corrélatives, pendant une période de 90 jours.

Le règlement et les modifications corrélatives seront pris sous forme de règlements en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario, au Québec, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à Terre-Neuve-et-Labrador, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et au Yukon.

Il sera possible de consulter ces documents sur les sites Web suivants des membres des ACVM :

[www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)  
[www.albertasecurities.com](http://www.albertasecurities.com)  
[www.bcsc.bc.ca](http://www.bcsc.bc.ca)  
[www.msc.gov.on.ca](http://www.msc.gov.on.ca)  
[www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca)  
[www.gov.ns.ca/nscc](http://www.gov.ns.ca/nscc)  
[www.nbsc-cvmb.ca](http://www.nbsc-cvmb.ca)  
[www.sfsc.gov.sk.ca](http://www.sfsc.gov.sk.ca)

### **Contexte**

Le règlement vise à harmoniser la plupart des obligations et restrictions régissant les offres publiques d'achat et de rachat et le système d'alerte connexe dans l'ensemble du Canada, y compris les quatre territoires qui ne réglementent pas les offres publiques à l'heure actuelle.

À cette fin, les territoires dont la législation en valeurs mobilières comporte des dispositions sur les offres publiques devront y apporter des modifications. Les membres des ACVM ont recommandé à leurs gouvernements respectifs des modifications à la législation et au pouvoir réglementaire qui les autoriseraient à retirer des lois les dispositions sur les offres publiques et de les remplacer par des « dispositions cadres » qui permettraient aux autorités en valeurs mobilières d'harmoniser, de simplifier et de mettre à jour les obligations sur les offres publiques sous la forme d'un règlement pancanadien. Les gouvernements provinciaux et territoriaux sont favorables, en principe, aux efforts soutenus d'harmonisation et de simplification des lois sur les valeurs mobilières déployés par les ACVM et, après examen, prévoient les mettre en œuvre d'ici la fin de 2006.

En outre, les règlements d'application locale régissant les offres publiques dans certains territoires seront abrogés. Un avis relatif à ces abrogations pourra être publié séparément dans chacun de ces territoires.

### **Objet et avantages**

Le règlement aura pour effet d'éliminer les chevauchements et les incohérences des différents régimes d'offres publiques et de codifier les dispenses discrétionnaires qui étaient accordées systématiquement.

À l'heure actuelle, neuf territoires prévoient des obligations en matière d'offres publiques qui sont semblables mais non identiques. Les initiateurs qui souhaitent faire une offre dans plusieurs territoires à la fois doivent connaître les divers régimes des territoires où se trouvent les porteurs de titres de l'émetteur visé, et donc consulter la multitude de lois et de règlements en vigueur. Lorsque le règlement sera en vigueur, les initiateurs et autres participants au marché n'auront en général qu'un seul ensemble d'obligations et de restrictions à respecter en matière d'offres publiques au Canada.

Dans la mesure du possible, nous avons ordonné chronologiquement les obligations, restrictions et dispenses existantes pour en simplifier l'application. La portée de certaines dispenses a été modifiée et, en réponse à des demandes de dispense relativement courantes, nous avons ajouté quelques dispenses. Ces changements devraient représenter autant de nouveaux avantages pour les participants au marché.

## Résumé des principales caractéristiques du règlement

### ***Partie 1 Définitions et interprétation***

La partie 1 du règlement présente les termes définis qui y sont utilisés. Pour l'application du règlement, une définition du terme « personne » qui inclut une personne physique, une personne morale, une société de personnes, une fiducie ou un fonds y est prévue. De plus, la définition de « offre publique de rachat » a été modifiée de façon à exclure les dons et les offres qui constituent l'une des étapes d'un regroupement ou d'une réorganisation. Plusieurs autres termes, tels que « offre d'acquisition » et « initiateur », ont aussi été définis pour l'application des différentes lois sur les valeurs mobilières et du règlement.

Pour déterminer si des personnes agissent de concert, une nouvelle disposition sur les personnes réputées agir de concert est désormais prévue à l'article 1.7 du règlement. Ainsi, les personnes avec qui l'initiateur a des liens seront seulement présumées agir de concert avec lui, ce qui ne constitue pas un changement pour la plupart des territoires. En vertu de la législation en valeurs mobilières en vigueur dans la plupart des territoires, lorsqu'il s'agit d'établir si les pourcentages de participation au-delà desquels les règles relatives aux offres publiques d'achat et au système d'alerte s'appliquent, et si la participation de certaines personnes doit être incluse dans le calcul, les personnes suivantes sont présumées agir de concert avec l'initiateur :

- a) la personne qui, par l'effet d'une convention avec l'initiateur ou toute personne agissant de concert avec lui, acquiert ou offre d'acquérir des titres de la catégorie visée par l'offre d'acquisition;
- b) la personne qui, par l'effet d'une convention avec l'initiateur ou toute personne agissant de concert avec lui, entend exercer de concert avec l'initiateur ou toute personne agissant de concert avec lui les droits de vote rattachés aux titres de l'émetteur visé, le cas échéant;
- c) le membre du même groupe que l'initiateur;
- d) la personne ayant des liens avec l'initiateur.

Cependant, en vertu de la législation en valeurs mobilières en vigueur dans au moins un territoire, tant les membres du même groupe que l'initiateur que les personnes ayant des liens avec lui sont réputés agir de concert avec l'initiateur. En vertu de la nouvelle disposition du règlement, les personnes visées aux sous-paragraphes *a*, *b* et *c* seraient réputées agir de concert. Dans la plupart des territoires, cette disposition remplacerait la présomption sur laquelle on se fonde actuellement pour établir le statut des personnes visées en *a*, *b* et *c*. Dans au moins un territoire, toutefois, les personnes ayant des liens avec l'initiateur seraient désormais présumées, et non réputées, agir de concert avec l'initiateur. À notre avis, ces relations revêtent une importance si grande que les acquisitions faites par les personnes concernées devraient être visées par le règlement. Les personnes visées au sous-paragraph *d* feraient l'objet d'une présomption réfutable en raison du large éventail d'entités pouvant être visées par la disposition sur les personnes réputées agir de concert, notamment des personnes qui ne sont pas associées aux activités d'acquisition de l'initiateur. En outre, bien que la nouvelle disposition puisse faire l'objet d'une dispense, elle ne peut, en raison de sa nature même et contrairement à la présomption, être réfutée par la preuve du contraire.

### ***Partie 2 Offres***

La partie 2 du règlement est divisée en cinq sections traitant du processus formel de présentation des offres.

*Section 1* – Cette section s'intéresse aux restrictions sur les acquisitions et les ventes effectuées avant, pendant et après l'offre. Ces restrictions sont analogues à celles des régimes d'offres publiques actuellement en vigueur.

*Section 2* – Cette section énonce la procédure à suivre pour lancer une offre, notamment en ce qui concerne la présentation de l'offre à tous les porteurs du Canada, le mode de livraison de la

note d'information et des avis de changement ou de modification et l'obtention du consentement des experts. Cette procédure est essentiellement la même que celle qui est en vigueur conformément aux régimes d'offres publiques actuels.

*Section 3* – Cette section traite des obligations de l'émetteur visé concernant l'établissement et la transmission à ses porteurs de la circulaire des administrateurs et des avis de changement ou de modification s'y rapportant. Ces obligations sont demeurées essentiellement les mêmes que celles auxquelles les émetteurs visés sont assujettis en vertu de la législation en valeurs mobilières actuellement en vigueur.

*Section 4* – Cette section énonce les obligations de l'initiateur, notamment celle d'offrir une contrepartie identique à tous les porteurs et de s'assurer de la disponibilité des fonds nécessaires dans le cas d'une offre en espèces. Ces obligations sont très semblables à celles de la législation actuellement en vigueur. Toutefois, certaines modifications ont été apportées aux dispositions actuelles traitant de modification des conditions de l'offre, d'avantage accessoire, de réduction proportionnelle, de prise de livraison et de règlement.

La restriction désormais imposée par le paragraphe 3 de l'article 2.21 du règlement, qui a pour effet de limiter les modifications que l'initiateur peut apporter aux conditions de l'offre après l'avoir lancée, constitue un changement majeur. Ainsi, l'initiateur ne serait pas autorisé à apporter les modifications suivantes :

- la réduction de la contrepartie offerte;
- la modification de la forme de la contrepartie offerte, sauf pour majorer celle-ci;
- la réduction de la proportion des titres en circulation visés par l'offre;
- l'ajout de conditions.

Ces modifications feraient en sorte que les porteurs de titres de l'émetteur visé bénéficieraient de conditions moins favorables que celles fixées à l'origine. Nous craignons qu'un avis de modification ne donne pas aux porteurs suffisamment de temps ou d'information pour leur permettre d'analyser ce genre de modifications. Nous sollicitons des commentaires sur la possibilité de faire en sorte que des modifications de cette nature, qui concernent les éléments fondamentaux de l'offre, donnent lieu à l'obligation de lancer une nouvelle offre.

Les obligations sur les offres publiques visent à garantir que les porteurs de titres de l'émetteur visé disposent de suffisamment de temps et d'information pour prendre une décision éclairée sur l'offre qui leur est faite. Les initiateurs sont tenus de lancer leur offre à des conditions acceptables. Ces restrictions ne limitent toutefois pas le genre de conditions dont l'initiateur peut assortir son offre.

Les obligations sur les offres publiques d'achat actuellement en vigueur interdisent en général à l'initiateur d'offrir aux porteurs de titres de l'émetteur visé des contreparties différentes pour leurs titres. Nous sommes souvent appelés à nous prononcer sur la question de savoir si les contrats de travail, souvent conçus pour encourager le personnel clé à demeurer au service de l'émetteur visé lorsqu'une offre est réalisée, représentent un avantage accessoire interdit. Les demandes de dispense discrétionnaire à cet égard sont courantes et accordées systématiquement.

Pour résoudre cette question, l'interdiction de conclure des conventions accessoires prévue à l'article 2.22 du règlement intègre une disposition venant préciser que, sous réserve de certaines conditions, cette interdiction ne vise pas la contrepartie offerte et versée en vertu d'arrangements relatifs à la rémunération, aux indemnités de départ ou à d'autres avantages sociaux conclus avec les salariés ou les administrateurs de l'émetteur visé. Cet ajout devrait avoir pour effet de réduire, voire éliminer, les demandes de dispense discrétionnaire. Cette question est également à l'étude aux États-Unis et nous suivrons de près ce dossier pendant la période de consultation.

La disposition relative à la réduction proportionnelle, la prise de livraison et au règlement de l'article 2.23 du règlement vise aussi à exclure le processus répandu d'adjudication à la hollandaise modifiée et les achats de lots irréguliers de l'application stricte des obligations de réduction proportionnelle applicables aux offres publiques de rachat. Ce changement a pour objet d'éliminer l'obligation d'obtenir une dispense qui est actuellement en vigueur.

*Section 5* – Cette section aborde le déroulement de l'offre, notamment le délai minimal pour le dépôt, l'interdiction concernant la prise de livraison, le droit de révocation, la prise de livraison et le règlement des titres, et le retour des titres. Les articles 2.30 et 2.31 prévoient de nouvelles dispositions exigeant de l'initiateur qu'il publie et dépose sans délai à l'expiration de l'offre, et dans le cas où il sait qu'il ne prendra pas livraison de titres déposés en réponse à l'offre, un communiqué en faisant état. En outre, il doit alors retourner sans délai les titres déposés à leurs porteurs.

### ***Partie 3 Généralités***

La partie 3 comporte des dispositions relatives à la langue des documents d'offre, au dépôt de certains documents, tels que les conventions de blocage et accords de soutien conclus par l'initiateur, l'attestation de la note d'information, de la circulaire et de l'avis par les administrateurs et dirigeants autorisés de l'initiateur ou de l'émetteur visé.

L'article 3.2 impose une nouvelle obligation de dépôt aux termes de laquelle l'initiateur serait tenu, à moins de l'avoir déjà fait, de déposer des exemplaires des documents ayant trait à l'offre publique d'achat, notamment des conventions conclues entre l'initiateur et un porteur de titres de l'émetteur visé, les dirigeants ou administrateurs de l'émetteur visé ou l'émetteur visé lui-même, ou toute autre convention importante à laquelle l'initiateur a accès et qui a une incidence sur le contrôle de l'émetteur visé. Cette obligation vise à améliorer la transparence à l'égard des conventions ayant une incidence sur le contrôle et de mettre fin à l'ambiguïté et à la confusion quant à savoir si les obligations actuelles concernant le système d'alerte imposent le dépôt de certaines de ces conventions. Finalement, cette obligation aurait pour effet de mettre tous les émetteurs sur un pied d'égalité étant donné que, dans les cas de fusions et acquisitions, qui sont assujetties au vote de l'ensemble des actionnaires, les émetteurs sont déjà tenus de déposer, s'ils y ont accès, un grand nombre de ces documents en vertu de la partie 12 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue.

L'article 3.4 du règlement oblige les entités non constituées en personne morale, comme les fiducies de revenu, qui sont visées par une offre publique d'achat à fournir la liste de leurs porteurs à l'initiateur, sur demande. Cette disposition vise à garantir à l'initiateur le droit d'obtenir la liste des porteurs de l'émetteur visé sans égard à la structure de celui-ci.

### ***Partie 4 Forme des documents***

La partie 4 du règlement énumère les cinq modèles de note d'information, de circulaire et d'avis que les initiateurs et émetteurs visés sont tenus d'utiliser en vertu du règlement, dont un modèle d'avis de changement ou d'avis de modification. L'avis d'intention de faire une offre publique de rachat serait remplacé par l'obligation de publier et de déposer sans délai un communiqué à cet égard.

### ***Partie 5 Dispenses***

La partie 5 énonce les dispenses des obligations relatives aux offres publiques de la partie 2 du règlement, qui sont fondées pour la plupart sur les dispenses prévues dans la législation en valeurs mobilières actuellement en vigueur. Des changements significatifs ont été apportés à la dispense relative aux contrats de gré à gré et deux dispenses relatives aux offres publiques d'achat et de rachat ont été ajoutées.

Résumé des principales caractéristiques des dispenses :

- La dispense relative aux contrats de gré à gré de l'article 5.3 du règlement stipule, comme dans la législation actuelle, qu'une offre d'achat qui est faite au plus à 5 personnes est dispensée des obligations de la partie 2. Une certaine ambiguïté a été

éliminée puisqu'il est maintenant précisé que l'initiateur ne peut se prévaloir de nouveau de cette dispense pour acheter d'autres titres.

Le règlement prévoit que l'initiateur qui se prévaut de la dispense relative aux contrats de gré à gré prévue à l'article 5.3 doit effectuer ses acquisitions dans les 6 mois suivant la première acquisition et ne peut se prévaloir de nouveau de cette dispense pour acquérir d'autres titres du même émetteur. Toutefois, cette restriction ne s'applique pas aux opérations entre membres du même groupe. La modification envisagée la plus significative est la restriction du nombre de fois que l'initiateur peut se prévaloir de la dispense. Nous estimons que cette restriction est nécessaire pour que la dispense soit bien utilisée, comme il était prévu à l'origine, soit de permettre les transferts limités entre groupes de porteurs détenant le contrôle plutôt que de se soustraire aux obligations relatives aux offres formelles en traitant l'offre comme une série de contrats de gré à gré. Permettre à l'initiateur de faire l'acquisition de petites quantités de titres sous le régime d'une dispense permanente a pour effet de retirer peu à peu les primes de prise de contrôle aux porteurs minoritaires et est contraire aux principes d'égalité de traitement des règles relatives aux offres publiques.

- Les articles 5.5 et 5.12 du règlement prévoient de nouvelles dispenses relatives aux offres dans le cas où la quasi-totalité des titres visés (plus de 90 %) sont détenus à l'extérieur du Canada et que l'initiateur est un émetteur étranger. Ces dispositions permettent à l'initiateur de faire l'offre aux résidents du Canada conformément aux obligations de son territoire d'origine, pourvu que la contrepartie qui leur est offerte soit essentiellement la même que celle offerte aux porteurs du territoire d'origine.
- Les articles 5.6 et 5.13 du règlement prévoient des dispenses de minimis dans le cadre d'une offre lorsque le nombre de propriétaires véritables de titres de l'émetteur visé dans le territoire intéressé est inférieur à 50 et que les titres visés détenus dans le territoire représentent, au total, moins de 2 % des titres en circulation.
- L'article 5.8 du règlement prévoit une dispense pour les offres publiques de rachat lorsque les titres sont acquis d'un salarié, d'un membre de la haute direction, d'un administrateur ou d'un consultant, actuel ou ancien, de l'émetteur. Cette dispense a été étendue aux membres de la haute direction, aux administrateurs et aux consultants et reprend le libellé de la dispense de prospectus et d'inscription de l'article 2.24 du *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription*.

### ***Partie 6 Système d'alerte***

Les dispositions relatives au système d'alerte de la législation en valeurs mobilières actuellement en vigueur ont été harmonisées et déplacées à la partie 6 du règlement.

### ***Partie 7 Dispenses***

Conformément à la partie 7, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable peut accorder une dispense de l'application du règlement.

### ***Partie 8 Dispositions transitoires***

La partie 8 prévoit une disposition transitoire qui permettra aux initiateurs qui ont lancé une offre avant l'entrée en vigueur du règlement, en vertu des obligations sur les offres actuellement en vigueur, de la réaliser conformément aux obligations actuelles.

### ***Évaluation***

Le règlement n'aborde pas la question des évaluations ni des autres obligations relatives aux offres faites par un initié et aux opérations avec une personne liée (qui peuvent avoir lieu dans le cadre d'une offre publique d'achat) qui se trouvent actuellement dans le *Rule 61-501 Insider Bids, Issuer Bids, Business Combinations and Related Party Transactions* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, le *Règlement Q-27 sur les mesures de protection des porteurs minoritaires à l'occasion de certaines opérations* en vigueur au Québec et la Politique 5.9 de la Bourse de croissance TSX, *Offres par un initié, offres publiques de rachat,*

*regroupements d'entreprises et opérations avec une personne reliée*. Ces règlements et cette politique ne font pas partie du projet d'harmonisation que constitue le règlement.

### **Annexes**

Les annexes visent à modifier et à moderniser les obligations d'application locale des annexes actuellement en vigueur dans les territoires qui réglementent les offres.

Les changements apportés aux annexes comprennent l'ajout, au début de chaque annexe, d'instructions d'ordre général traitant entre autres des termes définis, du langage simple, de la numérotation et des titres de rubriques, et de l'information intégrée par renvoi, selon le cas. La mention obligatoire des droits indiquée dans chaque annexe a aussi été modifiée pour y inclure le droit de demander la révision du prix qui est prévu par la législation en valeurs mobilières du Québec.

*Annexe 62-104A1* – Cette annexe énonce l'information que doit fournir l'initiateur dans sa note d'information relative à une offre publique d'achat. Dans certains cas, l'ordre des rubriques et l'information qui y est demandée ont été modifiés. L'annexe autorise explicitement les émetteurs qui sont admissibles au régime du prospectus simplifié en vertu du Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié à intégrer par renvoi l'information déjà déposée (des états financiers, par exemple) qui est exigée lorsque la contrepartie est constituée de titres.

*Annexe 62-104A2* – Cette annexe précise l'information que doit fournir l'émetteur qui fait une offre publique de rachat. Dans certains cas, l'ordre des rubriques et l'information qui y est demandée ont été modifiés. L'annexe autorise explicitement les émetteurs qui sont admissibles au régime du prospectus simplifié en vertu du Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié à intégrer par renvoi l'information déjà déposée (des états financiers, par exemple) qui est exigée lorsque la contrepartie est constituée de titres.

*Annexe 62-104A3* – Cette annexe indique l'information que doit fournir le conseil d'administration de l'émetteur visé dans la circulaire qu'il établit et transmet.

*Annexe 62-104A4* – Cette annexe énonce l'information qui doit être fournie dans la circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur.

*Annexe 62-104A5* – Cette annexe précise l'information qui doit être fournie dans l'avis de changement ou de modification.

### **Instruction générale**

L'instruction générale donne des indications sur la manière dont les ACVM interpréteront et appliqueront le règlement et les annexes. Les dispositions de plusieurs instructions canadiennes et avis des ACVM ont été modernisées et intégrées dans l'instruction générale. Par conséquent, l'instruction canadienne (un avis, au Québec) et l'avis des ACVM suivants seront abrogés ou retirés :

- *Avis 62-201 relatif aux offres publiques faites seulement dans certains territoires* (l' « Avis 62-201 »);
- *Avis 62-301 des ACVM, Implementation of Zimmerman Amendments Governing the Conduct of Take-Over Bids and Issuer Bids;*
- *Avis 62-303 du personnel des ACVM, Désignation de l'initiateur dans le cadre d'une offre publique d'achat;*
- *Avis 62-304 du personnel des ACVM, Conditions dans le financement des offres publiques d'achat et de rachat.*

## **Modifications connexes**

### **Modification du Règlement 62-103**

Les modifications corrélatives qui seraient apportées au Règlement 62-103 visent à mettre à jour les définitions, les procédures d'alerte et les différentes annexes. Au Québec, les modifications corrélatives sont énoncées dans un document distinct, et à l'**annexe 1** du présent avis dans le reste du Canada.

### **Abrogation de textes réglementaires locaux**

Les projets d'abrogation de textes réglementaires locaux sur les offres publiques sont énoncés à l'**annexe 2** du présent avis qui est publiée dans les territoires concernés ou peuvent être publiés de façon distincte dans chaque territoire. Il est possible que certains territoires ne puissent mettre en œuvre le règlement qu'au moyen d'un texte local de mise en œuvre. Le cas échéant, ce texte sera publié séparément.

### **Autres solutions envisagées**

Aucune autre solution n'a été envisagée.

### **Coûts et avantages prévus**

Le règlement et les annexes auront pour effet d'harmoniser et de modifier la plupart des obligations et restrictions régissant les offres publiques et règles d'alerte connexes dans l'ensemble des territoires du Canada. Ce travail d'harmonisation réduira le nombre d'obligations auxquelles les émetteurs sont actuellement assujettis, allégeant d'autant le fardeau de la réglementation qui leur incombe. Les modifications apportées aux obligations et restrictions actuelles visent notamment la portée de certaines dispenses et l'ajout d'autres en réponse aux demandes de dispenses courantes. Le coût de l'application des dispositions du règlement et des annexes devrait être peu élevé, voire inexistant, pour les participants au marché.

### **Documents non publiés**

Pour rédiger les projets de règlement, d'annexes, d'instruction générale, de modifications corrélatives et d'abrogation de l'Avis 62-201, nous n'avons utilisé aucune étude ni aucun document ou rapport non publié.

### **Consultation**

Les personnes intéressées sont invitées à présenter des commentaires sur le règlement et les modifications connexes au Règlement 62-103 et à répondre aux questions ci-après.

1. *Agir de concert* – Lorsqu'il s'agit de déterminer si certaines personnes agissent de concert avec l'initiateur, la distinction proposée entre la présomption réfutable et la disposition sur les personnes réputées agir de concert pour les personnes visées est-elle pertinente? Dans l'affirmative comme dans la négative, expliquer pourquoi.

2. *Restriction de la modification des conditions de l'offre* – Les restrictions proposées sur les modifications qu'il est possible d'apporter aux conditions de l'offre sont-elles appropriées?

3. *Interdiction d'avantage accessoire* – La nouvelle dispense relative aux conventions accessoires prévue à l'article 2.22 du règlement atteint-elle son but? Dans l'affirmative comme dans la négative, expliquer pourquoi.

4. *Dépôt des conventions* – La nouvelle obligation prévue à l'article 3.2 du règlement, selon laquelle les conventions ayant trait à une offre publique d'achat doivent être déposées, permet-elle d'atteindre les objectifs déclarés du règlement?

5. *Dispense relative aux contrats de gré à gré* – La modification proposée de la dispense relative aux contrats de gré à gré permet-elle d'atteindre les objectifs visés par le règlement avec cette dispense? Étant donné la diminution relative des niveaux de commissions et de frais de courtage et l'augmentation générale de la liquidité depuis l'établissement de la dispense relative aux contrats de gré à gré, la prime maximale de 15 % (frais de courtage ou commissions inclus) par rapport au cours des titres acquis qui est autorisée actuellement en

vertu de la dispense est-elle excessive? Une prime maximale de 10 % serait-elle préférable? Devrait-on plutôt supprimer totalement la dispense? Dans l'affirmative comme dans la négative, expliquer pourquoi.

6. *Système d'alerte* – Les règles du système d'alerte devraient-elles être incluses dans le Règlement 62-103 avec les autres questions s'y rapportant plutôt qu'à la partie 6 du règlement? Dans l'affirmative, expliquer pourquoi.

#### **Transmission des commentaires**

Veillez présenter vos commentaires au plus tard le 28 juillet 2006.

Veillez transmettre vos commentaires par courriel selon les indications suivantes et les adresser à toutes les autorités membres des ACVM, comme suit :

Autorité des marchés financiers  
Alberta Securities Commission  
British Columbia Securities Commission  
Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick  
Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
Registraire des valeurs mobilières, ministère de la Justice, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest  
Nova Scotia Securities Commission  
Bureau d'enregistrement, Ministère de la justice, Gouvernement du Nunavut  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
Prince Edward Island Securities Office  
Saskatchewan Financial Services Commission  
Registraire des valeurs mobilières, Gouvernement du Yukon

Il est inutile de transmettre vos commentaires à toutes les autorités membres des ACVM. Veuillez les transmettre aux deux adresses indiquées ci-dessous et ils leur seront acheminés :

Anne-Marie Beaudoin  
Directrice du secrétariat  
Autorité des marchés financiers  
Tour de la Bourse  
800, square Victoria  
C.P. 246, 22<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec)  
H4Z 1G3  
Télec. : (514) 864-6381  
Courriel : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

Marsha Manolescu  
Alberta Securities Commission  
400 - 300 - 5<sup>th</sup> Avenue S.W.  
Calgary (Alberta)  
T2P 3C4  
Télec. : (403) 297-2091  
Courriel : [marsha.manolescu@seccom.ab.ca](mailto:marsha.manolescu@seccom.ab.ca)

Si vous n'envoyez pas vos commentaires par courriel, veuillez les transmettre sur disquette, en format Word.

Nous ne pouvons assurer la confidentialité de vos commentaires, car la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus au cours de la période de consultation.

## Questions

Pour toute question sur le présent avis, veuillez vous adresser aux personnes suivantes :

Rosetta Gagliardi  
Conseillère en réglementation  
Autorité des marchés financiers  
(514) 395-0558, poste 4462  
[rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca](mailto:rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca)

Rosann Youck  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
British Columbia Securities Commission  
(604) 899- 6656 ou (800) 373-6393 (en Colombie-Britannique et en Alberta)  
[ryouck@bcsc.bc.ca](mailto:ryouck@bcsc.bc.ca)

Marsha Manolescu  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
Alberta Securities Commission  
(403) 297-2091  
[marsha.manolescu@seccom.ab.ca](mailto:marsha.manolescu@seccom.ab.ca)

Dean Murrison  
Deputy Director, Legal/Registration  
Securities Division  
Saskatchewan Financial Services Commission  
(306) 787-5879  
[dmurrison@sfsc.gov.sk.ca](mailto:dmurrison@sfsc.gov.sk.ca)

Chris Besko  
Legal Counsel -Deputy Director  
Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
(204) 945-2561  
[cbesko@gov.mb.ca](mailto:cbesko@gov.mb.ca)

Naizam Kanji  
Manager, Mergers & Acquisitions  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
(416) 593-8060  
[nkanji@osc.gov.on.ca](mailto:nkanji@osc.gov.on.ca)

Shirley Lee  
Staff Solicitor  
Nova Scotia Securities Commission  
(902) 424-5441  
[leesp@gov.ns.ca](mailto:leesp@gov.ns.ca)

Susan Powell  
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick  
(506) 658-3117  
[susan.powell@nbsc-cvmnb.ca](mailto:susan.powell@nbsc-cvmnb.ca)

**Le 28 avril 2006**

# RÈGLEMENT 62-104 SUR LES OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT ET DE RACHAT

Loi sur les valeurs mobilières  
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 8°, 11°, 21° et 34°, et a. 331.2)

## PARTIE 1 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

### 1.1 Définitions

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

« bourse reconnue » : la Bourse de Toronto Inc. ou la Bourse de croissance TSX;

« catégorie de titres » : en plus d'une catégorie, une série faisant partie d'une catégorie;

« émetteur visé » : l'émetteur dont les titres sont visés par une offre;

« filiale » : un émetteur qui est contrôlé directement ou indirectement par un autre émetteur, y compris une filiale de celui-ci;

« initiateur » : une personne qui fait une offre publique d'achat, une offre publique de rachat ou toute autre offre d'acquisition;

« jour ouvrable » : jour autre que le samedi, le dimanche ou un jour férié dans le territoire intéressé;

« liens » : les relations entre une personne et les personnes suivantes :

a) un émetteur dans lequel elle a la propriété véritable de titres, directement ou indirectement, ou exerce une emprise sur de tels titres, lui assurant plus de 10 % des droits de vote rattachés à l'ensemble des titres de l'émetteur qui sont en circulation;

b) son associé;

c) une fiducie ou une succession dans laquelle elle a un droit de bénéficiaire appréciable ou à l'égard de laquelle elle remplit les fonctions de fiduciaire ou des fonctions analogues;

d) un parent de celle-ci pour autant qu'il partage sa résidence, y compris :

i) son conjoint ou, en Alberta, son partenaire adulte interdépendant;

ii) un parent de son conjoint ou, en Alberta, de son partenaire adulte interdépendant;

« marché » : un marché au sens de la Norme canadienne 21-101, *Le fonctionnement du marché*;

« marché organisé » : à l'égard d'une catégorie de titres, un marché sur lequel les titres de la catégorie se négocient, s'il en diffuse régulièrement le cours :

a) soit électroniquement;

b) soit dans un journal ou un périodique professionnel ou financier payant et à grand tirage;

« offre » : une offre publique d'achat ou une offre publique de rachat;

« offre d'acquisition » :

a) une offre d'acquisition de titres ou la sollicitation en vue de recevoir une offre de vente de titres;

b) l'acceptation d'une offre de vente de titres, que celle-ci ait été formulée après une sollicitation ou non;

c) une combinaison des éléments visés en a et b;

« offre publique d'achat » : une offre d'acquisition de titres avec droit de vote ou de titres de participation en circulation d'une catégorie donnée faite à une ou plusieurs personnes du territoire intéressé pour autant que les titres visés par l'offre ajoutés aux titres de l'initiateur représentent au total au moins 20 % des titres de la catégorie visée qui sont en circulation à la date de l'offre d'acquisition.

« offre publique de rachat » : une offre d'acquisition ou de rachat de ses propres titres faite par l'émetteur à une ou plusieurs personnes du territoire intéressé, y compris l'acquisition ou le rachat de titres détenus par de telles personnes, mais à l'exclusion d'une offre d'acquisition, de l'acquisition ou du rachat qui présente l'une ou l'autre des caractéristiques suivantes :

a) les titres visés sont des titres de créance non convertibles en titres autres que des titres de créance seulement;

b) aucune contrepartie n'est offerte ou versée par l'émetteur à titre onéreux;

c) l'opération constitue l'une des étapes d'une fusion, d'une réorganisation ou d'un arrangement qui doit être approuvé par le vote des porteurs des titres visés;

« personne » : notamment les personnes et entités suivantes :

a) une personne physique;

b) une personne morale;

c) une société de personnes, une fiducie, un fonds, une association, un syndicat, un organisme ou tout autre regroupement de personnes constitué en personne morale ou non;

d) une personne physique ou une autre personne agissant en sa qualité de fiduciaire, de liquidateur, d'exécuteur ou de représentant légal;

« titres de l'initiateur » : les titres d'un émetteur visé dont l'initiateur ou une personne agissant de concert avec lui détient la propriété véritable, ou sur lesquels il exerce une emprise, à la date d'une offre d'acquisition;

« titre de participation » : tout titre d'un émetteur qui comporte le droit résiduel de participer au bénéfice de celui-ci et au partage de ses actifs en cas de liquidation;

## **1.2 Définitions pour l'application de la Loi**

1) Pour l'application de la Loi :

a) le terme « offre d'acquisition » a le sens qui lui est attribué dans le présent règlement;

- b) le terme « initiateur » a le sens qui lui est attribué dans le présent règlement.
- 2) Pour l'application de la définition du terme « offre de rachat » donnée dans la Loi, l'« offre de rachat » au sens du présent règlement est d'une catégorie prévue par la Loi.
- 3) Pour l'application de la définition du terme « offre d'achat » donnée dans la Loi, l'« offre d'achat » au sens du présent règlement est d'une catégorie prévue par la Loi.

### **1.3 Entités contrôlées**

L'émetteur est contrôlé par une personne dans les cas suivants :

- a) les titres avec droit de vote de l'émetteur sont détenus, autrement qu'à titre de garantie seulement, par l'autre personne ou pour son compte;
- b) les droits de vote rattachés à ces titres confèrent le pouvoir d'élire la majorité des administrateurs de l'émetteur.

### **1.4 Calcul des délais et clôture de l'offre**

Dans le présent règlement :

- a) un délai s'entend de la période écoulée entre les jours suivants :
  - i) le jour suivant l'événement ayant donné naissance au délai;
  - ii) à 17 h 00 le jour où le délai prend fin s'il s'agit d'un jour ouvrable ou, sinon, 17 h 00 le jour ouvrable suivant;
- b) l'offre expire à la plus éloignée des dates suivantes :
  - i) la fin du délai, incluant toute prolongation, au cours duquel les titres peuvent être déposés en réponse à l'offre;
  - ii) la date à laquelle l'initiateur est tenu, conformément à l'offre, de prendre livraison des titres déposés ou de les rejeter.

### **1.5 Titres convertibles**

Dans le présent règlement :

- a) un titre est réputé convertible en un titre d'une autre catégorie dès lors que, sous réserve de certaines conditions ou non, il donne accès par voie d'échange ou de conversion à un titre de l'autre catégorie ou comporte le droit ou l'obligation d'acquérir un tel titre, sans égard au fait que ce titre soit émis par le même émetteur ou un autre émetteur;
- b) un titre convertible en un titre d'une autre catégorie est réputé convertible en titres de chaque catégorie qu'on peut obtenir par conversion de ce titre d'une autre catégorie, que ce soit directement ou par l'entremise de titres d'une ou de plusieurs catégories qui sont eux-mêmes convertibles.

### **1.6 Propriété véritable réputée**

- 1) Pour déterminer la propriété véritable des titres de l'initiateur ou de toute personne agissant de concert avec lui, à une date donnée, les titres, droits ou obligations lui permettant ou l'obligeant, sous réserve de certaines conditions ou non, à acquérir des titres, y compris des titres n'ayant pas encore été émis, d'une catégorie donnée dans un délai de 60 jours au moyen d'une seule opération ou d'une série d'opérations, sont réputés être d'une catégorie donnée.

2) Les titres, droits ou obligations prévus au paragraphe 1 sont réputés en circulation aux fins du calcul du nombre de titres en circulation de cette catégorie pour les besoins de l'acquisition ou d'une offre d'acquisition de titres faite par l'initiateur.

3) Si deux initiateurs ou plus agissant de concert font une ou plusieurs offres d'acquisition portant sur les titres d'une catégorie donnée, ces titres sont réputés visés par l'offre d'acquisition de chaque initiateur lorsqu'il s'agit de déterminer si l'offre est une offre publique d'achat.

### **1.7 Agir de concert**

1) Pour l'application du présent règlement, la question de savoir si une personne agit de concert avec l'initiateur est une question de fait.

2) Est réputé agir de concert avec l'initiateur :

*a)* la personne qui, par l'effet d'une convention avec l'initiateur ou toute personne agissant de concert avec lui, acquiert ou offre d'acquérir des titres de la catégorie visée par l'offre d'acquisition;

*b)* la personne qui, par l'effet d'une convention avec l'initiateur ou toute personne agissant de concert avec lui, entend exercer de concert avec l'initiateur ou toute personne agissant de concert avec lui les droits de vote rattachés aux titres de l'émetteur visé, le cas échéant;

*c)* le membre du même groupe que l'initiateur.

3) La personne ayant des liens avec l'initiateur est présumée agir de concert avec lui.

4) Malgré les paragraphes 2 ou 3, le courtier inscrit agissant exclusivement à titre de mandataire de l'initiateur dans le cadre d'une offre et qui n'exécute pas d'opérations pour son propre compte sur des titres de la catégorie visée par l'offre d'acquisition, ou n'offre pas de services allant au-delà des fonctions ordinaires du courtier, n'est pas réputé ou présumé du seul fait de cette relation agir de concert avec l'initiateur dans le cadre de l'offre.

### **1.8 Application aux offres directes et indirectes d'acquisition**

Dans le présent règlement, une offre d'acquisition, l'acquisition ou la propriété de titres, ainsi que l'emprise exercée sur des titres, peut prendre une forme directe ou indirecte.

## **PARTIE 2 OFFRES**

### **Section 1 Restrictions sur les acquisitions et les ventes**

#### **2.1 Définition du terme « initiateur »**

Dans cette section, il faut entendre par :

« initiateur » : l'une des personnes suivantes :

*a)* un initiateur qui fait une offre sans se prévaloir d'une dispense prévue à la partie 5;

*b)* une personne agissant de concert avec l'initiateur visé au paragraphe *a*;

*c)* une personne participant au contrôle de l'initiateur visé au paragraphe *a* ou un membre du même groupe qu'elle;

*d)* une personne ayant une relation du type décrit au sous-paragraphe *a* ou *b* du paragraphe 2 de l'article 1.7 avec une personne participant au contrôle de l'initiateur visé au paragraphe *a*.

## **2.2 Restrictions sur les acquisitions pendant la durée d'une offre publique d'achat**

1) À compter de l'annonce de son intention de faire une offre publique d'achat jusqu'à sa clôture, l'initiateur ne fait d'offre d'acquisition ou ne conclut de convention visant l'acquisition de la propriété véritable de titres de la catégorie visée par l'offre que conformément à l'offre.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas à une convention entre un porteur et l'initiateur aux termes de laquelle le porteur, conformément aux conditions d'une offre publique d'achat qui n'est pas effectuée sous le régime d'une dispense prévue à la partie 5, déposera ses titres en réponse à l'offre.

3) Malgré le paragraphe 1, l'initiateur peut acquérir des titres de la catégorie visée par l'offre publique d'achat et des titres convertibles en titres de cette catégorie à compter du troisième jour ouvrable suivant la date de l'offre jusqu'à la clôture de celle-ci dans les cas suivants :

*a)* l'intention d'acquérir ces titres est énoncée dans la note d'information relative à une offre publique d'achat;

*b)* le nombre total de titres dont la propriété véritable est acquise en vertu du présent sous-paragraphe ne représente pas plus de 5 % des titres en circulation de cette catégorie à la date de l'offre;

*c)* les acquisitions sont effectuées dans le cours normal des activités par l'entremise d'une bourse reconnue;

*d)* chaque jour où des titres sont acquis en vertu du présent sous-paragraphe, l'initiateur publie et dépose immédiatement après la fermeture des bureaux de la bourse reconnue un communiqué qui présente les renseignements suivants :

*i)* le nom de l'acquéreur;

*ii)* si l'acquéreur est une personne visée au paragraphe *b*, *c* ou *d* de l'article 2.1, sa relation avec l'initiateur;

*iii)* le nombre de titres acquis le jour visé par le communiqué;

*iv)* le prix le plus élevé payé pour les titres le jour visé par le communiqué;

*v)* le nombre total de titres acquis par l'entremise de la bourse reconnue;

*vi)* le prix moyen payé pour les titres acquis par l'entremise de la bourse;

*vii)* le nombre total de titres que possède l'acquéreur compte tenu des acquisitions faisant l'objet du communiqué;

*e)* le courtier agissant pour le compte de l'initiateur n'offre pas, dans le cadre de ces acquisitions, de services allant au-delà des fonctions ordinaires de courtier et ne perçoit pas de frais ni de commissions supérieurs à ceux habituellement exigés pour des services comparables rendus par le courtier dans le cours normal des activités;

*f)* à l'exception de la sollicitation faite par l'initiateur ou les membres du groupe de sollicitation aux termes de l'offre publique d'achat, ni l'initiateur ni aucune

personne agissant pour son compte ne fait de sollicitation en vue de la vente de titres de la catégorie visée par l'offre ni ne prend de dispositions à cet égard;

*g)* à la connaissance de l'initiateur, ni le vendeur ni aucune personne agissant pour son compte ne fait de sollicitation en vue de l'acquisition de titres de la catégorie visée par l'offre ni ne prend de dispositions à cet égard.

### **2.3 Restrictions sur les acquisitions pendant une offre publique de rachat**

1) À compter de l'annonce de son intention de faire une offre publique de rachat jusqu'à sa clôture, l'initiateur ne fait d'offre d'acquisition ou ne conclut de convention visant l'acquisition de la propriété véritable de titres de la catégorie visée par l'offre, ou de titres convertibles en des titres de la même catégorie, que conformément à l'offre.

2) Le paragraphe 1 n'empêche pas l'initiateur d'acheter, de racheter ou d'acquérir de toute autre manière des titres de la catégorie visée par l'offre sous le régime de la dispense prévue au paragraphe *a*, *b* ou *c* de l'article 5.7 au cours de cette période.

### **2.4 Restrictions sur les acquisitions antérieures ou postérieures à l'offre pendant une offre publique d'achat**

1) Si, dans les 90 jours précédant le lancement d'une offre publique d'achat, l'initiateur a acquis la propriété véritable de titres de la catégorie visée par l'offre à des conditions qui n'étaient pas offertes à l'ensemble des porteurs de cette catégorie de titres,

*a)* il offre, selon le cas :

*i)* pour les titres déposés en réponse à l'offre, une contrepartie au moins égale et de forme identique à la contrepartie la plus élevée versée par titre conformément à l'opération;

*ii)* au moins l'équivalent en espèces de la contrepartie versée;

*b)* il offre d'acquérir, aux termes de l'offre, un pourcentage des titres de la catégorie visée au moins égal au pourcentage le plus élevé des titres acquis antérieurement par rapport au nombre total de titres de cette catégorie dont le vendeur avait alors la propriété véritable.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas si l'acquisition effectuée dans les 90 jours précédant le lancement de l'offre, selon le cas :

*a)* visait des titres de l'émetteur qui n'avaient pas encore été émis;

*b)* a été effectuée par l'émetteur ou pour son compte sur des titres déjà émis de cet émetteur mais que ce dernier avait rachetés, acquis ou remis à titre gratuit.

3) Dans les 20 jours ouvrables suivant la clôture de l'offre publique d'achat, que des titres aient fait ou non l'objet d'une prise de livraison conformément à l'offre, l'initiateur n'acquiert pas la propriété véritable de titres de la catégorie visée par l'offre, sauf au moyen d'une opération dont l'ensemble des porteurs de titres de cette catégorie peut profiter à des conditions identiques à celles de l'offre.

4) Malgré les paragraphes 1 et 3, l'initiateur peut faire des achats dans le cours normal des activités par l'entremise d'une bourse reconnue dans les cas suivants :

*a)* un courtier agissant pour le compte de l'initiateur n'offre pas, dans le cadre de ces achats, de services allant au-delà des fonctions ordinaires de courtier et ne perçoit pas de frais ni de commissions supérieurs à ceux habituellement exigés pour des services comparables rendus par le courtier dans le cours normal des activités;

*b)* à l'exception de la sollicitation faite par l'initiateur ou les membres du groupe de sollicitation aux termes de l'offre publique d'achat, ni l'initiateur ni aucune personne agissant pour son compte ne fait de sollicitation en vue de la vente de titres de la catégorie visée par l'offre ni ne prend de dispositions à cet égard;

*c)* à la connaissance de l'initiateur, ni le vendeur ni aucune personne agissant pour son compte ne fait de sollicitation en vue de l'acquisition de titres de la catégorie visée par l'offre ni ne prend de dispositions à cet égard.

## **2.5 Ventes interdites pendant la durée de l'offre**

1) À compter de l'annonce de son intention de faire une offre jusqu'à sa clôture, l'initiateur ne vend ou ne conclut de convention visant la vente de titres de la catégorie visée par l'offre, ou de titres convertibles en titres de cette catégorie, que conformément à l'offre.

2) Malgré le paragraphe 1, l'initiateur peut, avant la clôture de l'offre, conclure une convention visant la vente des titres dont il peut prendre livraison conformément à l'offre, après la clôture de celle-ci, s'il fait part de son intention de les vendre dans la note d'information.

3) Le paragraphe 1 ne s'applique pas à l'initiateur d'une offre publique de rachat visant des titres émis aux termes d'un plan de dividendes, d'un plan de réinvestissement des dividendes, d'un régime d'actionnariat des employés ou d'un plan similaire.

## **Section 2 Présentation de l'offre**

### **2.6 Offre ouverte à tous les porteurs**

1) L'initiateur fait l'offre à tous les porteurs de titres de la catégorie visée par l'offre qui résident dans le territoire intéressé en la transmettant :

*a)* aux porteurs de titres de cette catégorie qui, selon l'adresse inscrite dans les registres de l'émetteur visé, résident dans le territoire intéressé;

*b)* aux porteurs dont les titres sont convertibles en titres de la même catégorie avant l'expiration du délai prévu pour le dépôt stipulé à l'article 2.25 et qui, selon l'adresse inscrite dans les registres de l'émetteur visé, résident dans le territoire intéressé.

### **2.7 Lancement de l'offre**

1) L'initiateur lance une offre publique d'achat de l'une ou l'autre des façons suivantes :

*a)* par la publication d'une annonce contenant un résumé de l'offre dans au moins un grand quotidien payant et à grand tirage du territoire intéressé et, au Québec, dans un quotidien de langue française;

*b)* par sa transmission aux porteurs, conformément à l'article 2.6.

2) Une offre publique de rachat est lancée par sa transmission aux porteurs, conformément à l'article 2.6.

### **2.8 Note d'information**

1) L'initiateur transmet avec l'offre une note d'information en faisant partie intégrante ou non, en la forme prévue.

2) Dans le cas où l'offre publique d'achat est lancée par la publication d'une annonce conformément au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 2.7, l'initiateur fait ce qui suit :

*a)* au plus tard à la date à laquelle l'annonce est publiée pour la première fois, il transmet l'offre à l'établissement principal de l'émetteur visé et dépose l'offre et l'annonce;

*b)* au plus tard à la date à laquelle l'annonce est publiée pour la première fois, il demande à l'émetteur visé la liste des porteurs prévue à l'article 2.6;

*c)* au plus tard 2 jours ouvrables après réception de la liste des porteurs prévue au sous-paragraphe *b*, il transmet l'offre, y compris la note d'information, à ces porteurs.

3) Dans le cas où l'offre publique d'achat est lancée en vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 2.7, l'initiateur la dépose et la transmet à l'établissement principal de l'émetteur visé le jour de sa transmission aux porteurs, ou dès que possible par la suite.

4) L'initiateur qui présente une offre publique de rachat la dépose le jour de sa transmission aux porteurs, ou dès que possible par la suite.

## **2.9 Changement dans l'information**

1) Si, avant la clôture de l'offre ou après sa clôture, mais avant l'extinction de tous les droits de révocation relatifs aux titres visés, il se produit un changement dans l'information contenue dans la note d'information, ou dans un avis de changement ou de modification, qui est susceptible d'avoir une incidence sur la décision des porteurs de l'émetteur visé d'accepter ou de refuser l'offre, l'initiateur, dans les plus brefs délais :

*a)* publie et dépose un communiqué;

*b)* envoie un avis de changement à chacune des personnes à qui la note d'information devait être transmise et dont les titres n'avaient pas fait l'objet d'une prise de livraison à la date du changement.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas lorsque le changement est indépendant de la volonté de l'initiateur ou d'un membre du même groupe que lui à moins qu'il ne s'agisse d'un fait important relatif aux titres offerts en échange de titres de l'émetteur visé.

3) Pour l'application du présent paragraphe, une modification des conditions de l'offre ne constitue pas un changement à l'information présentée.

4) L'avis de changement est établi en la forme prévue.

## **2.10 Modification des conditions**

1) Lorsque les conditions de l'offre sont modifiées, y compris pour prolonger le délai au cours duquel les titres peuvent être déposés, que cette modification découle ou non de l'exercice d'un droit prévu dans l'offre, l'initiateur, dans les plus brefs délais, publie et dépose un communiqué et envoie un avis de modification à chacune des personnes à qui la note d'information devait être transmise en vertu de l'article 2.6 et dont les titres n'avaient pas fait l'objet d'une prise de livraison à la date de la modification.

2) L'avis de modification est établi en la forme prévue.

3) En cas de modification de ses conditions, le délai au cours duquel les titres peuvent être déposés expire au plus tôt le 10<sup>e</sup> jour suivant l'envoi de l'avis de modification.

4) Le paragraphe 3 ne s'applique pas lorsque la modification consiste uniquement en la renonciation à une condition de l'offre et en la prolongation de celle-ci par suite de la renonciation dans le cas où la contrepartie offerte est en espèces seulement.

5) Après la clôture de l'offre, aucune modification ne peut être apportée à ses conditions, même une prolongation du délai au cours duquel les titres peuvent être déposés en réponse à l'offre, sinon la renonciation par l'initiateur à une condition pour laquelle il est stipulé expressément dans l'offre que l'initiateur peut y renoncer à son gré.

6) Lorsque la modification aux conditions de l'offre consiste en la renonciation par l'initiateur à une condition pour laquelle il est stipulé expressément dans l'offre que l'initiateur peut y renoncer à son gré, le paragraphe 1 ne s'applique pas à l'offre si les conditions suivantes sont réunies :

*a)* l'initiateur renonce à une des conditions de l'offre et publie et dépose sans délai un communiqué qui en fait l'annonce;

*b)* la contrepartie offerte est en espèces seulement.

## **2.11 Obligations de dépôt et d'envoi relatives aux avis de changement ou de modification**

L'avis de changement ou de modification relatif à l'offre est déposé et, dans le cas d'une offre publique d'achat, envoyé à l'établissement principal de l'émetteur visé le jour où il est transmis aux porteurs de l'émetteur visé, ou dès que possible par la suite.

## **2.12 Changement ou modification à l'offre publique d'achat annoncée**

1) Lorsqu'une offre publique d'achat annoncée conformément au paragraphe 2 de l'article 2.8 fait l'objet d'un changement ou d'une modification, et que l'initiateur s'est conformé aux sous-paragraphes *a* et *b* de ce paragraphe, mais n'a pas encore transmis l'offre en vertu du sous-paragraphe *c* du même paragraphe, l'initiateur fait ce qui suit :

*a)* il publie une annonce contenant un bref résumé du changement ou de la modification dans au moins un grand quotidien payant et à grand tirage du territoire intéressé et, au Québec, dans un quotidien de langue française;

*b)* à la date à laquelle l'annonce est publiée pour la première fois :

*i)* il dépose l'annonce;

*ii)* il dépose et transmet à l'établissement principal de l'émetteur visé un avis de changement ou de modification;

*c)* il transmet ensuite l'offre et l'avis de changement ou de modification aux porteurs de titres de l'émetteur visé avant l'expiration du délai prévu au sous-paragraphe *c* du paragraphe 2 de l'article 2.8.

2) L'initiateur qui respecte les conditions prévues au paragraphe 1 n'est pas tenu de déposer ni de transmettre l'avis de changement ou de modification conformément à l'article 2.11.

## **2.13 Consentement de l'expert à l'utilisation de son nom**

1) Dans le présent article et dans l'article 2.19, le terme « expert » s'entend notamment d'un avocat, et d'un notaire au Québec, d'un vérificateur, d'un comptable, d'un ingénieur, d'un géologue, d'un évaluateur ou de toute autre personne dont la profession ou l'activité confère autorité à la déclaration, à l'évaluation ou au rapport produit par une telle personne.

2) Lorsque l'évaluation, la déclaration ou le rapport d'un expert est inclus dans une note d'information ou tout avis de changement ou de modification s'y rapportant, ou y est joint, le consentement écrit de l'expert à son utilisation est déposé en même temps que la note d'information ou l'avis.

#### **2.14 Mode de livraison des documents d'offre**

1) L'offre, la note d'information et l'avis de changement ou de modification s'y rapportant sont :

*a)* soit envoyés par courrier affranchi au destinataire visé;

*b)* soit remis en mains propres ou par messenger au destinataire visé ou par tout autre moyen que l'autorité en valeurs mobilières juge acceptable.

2) L'offre, la note d'information ou l'avis transmis conformément au présent article est réputé porter la date à laquelle il a été transmis à la totalité ou à la quasi-totalité des personnes habilitées à le recevoir, sauf si l'offre est une offre publique d'achat lancée conformément au sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 2.7, auquel cas il est réputée porter la date à laquelle l'annonce a été publiée pour la première fois.

### **Section 3 Obligations de l'émetteur visé**

#### **2.15 Circulaire des administrateurs**

1) Dans les 15 jours suivant le lancement d'une offre publique d'achat, le conseil d'administration de l'émetteur visé envoie une circulaire des administrateurs à chacune des personnes à qui l'offre devait être transmise conformément à l'article 2.6.

2) Le conseil d'administration inclut dans sa circulaire :

*a)* soit la recommandation d'accepter ou de rejeter l'offre publique d'achat, ainsi que les motifs de sa décision;

*b)* soit une déclaration portant qu'il n'est pas en mesure de formuler une recommandation ou s'abstient de le faire, ainsi que les motifs de sa décision.

3) Si le conseil d'administration compte recommander d'accepter ou de rejeter l'offre publique d'achat après l'envoi de la circulaire des administrateurs :

*a)* il en avise les porteurs au moment de l'envoi de la circulaire;

*b)* il peut leur recommander d'attendre, avant de répondre à l'offre, qu'il leur ait fait parvenir une communication.

4) Si le paragraphe 3 s'applique, le conseil d'administration remet sa recommandation ou la décision de son abstention au moins 7 jours avant l'expiration du délai au cours duquel les titres peuvent être déposés en réponse à l'offre.

5) La circulaire des administrateurs est établie en la forme prévue.

#### **2.16 Avis de changement**

1) Si, avant la clôture de l'offre publique d'achat ou après sa clôture, mais avant l'extinction de tous les droits de révocation relatifs aux titres déposés en réponse à l'offre, il se produit un changement dans l'information donnée dans la circulaire des administrateurs, ou l'avis de changement s'y rapportant, qui est susceptible d'avoir une incidence sur la décision des porteurs d'accepter ou de refuser l'offre, le conseil d'administration de l'émetteur visé, dans les plus brefs délais, publie et dépose un communiqué et envoie à

chacune des personnes à qui la circulaire devait être transmise un avis de changement exposant la nature et la substance du changement.

2) L'avis de changement est établi en la forme prévue.

### **2.17 Dépôt de l'avis de changement relatif à la circulaire des administrateurs**

Le conseil d'administration de l'émetteur visé dépose la circulaire des administrateurs ou l'avis de changement s'y rapportant et l'envoie simultanément à l'établissement principal de l'initiateur au plus tard à la date de sa transmission aux porteurs de l'émetteur visé, ou dès que possible par la suite.

### **2.18 Circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur**

1) Un dirigeant ou un administrateur peut recommander, à titre personnel, d'accepter ou de rejeter l'offre publique d'achat s'il fait sa recommandation dans une circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur distincte qu'il envoie à chacune des personnes à qui l'offre devait être transmise en vertu de l'article 2.6.

2) Si, avant la clôture de l'offre publique d'achat ou après sa clôture, mais avant l'extinction de tous les droits de révocation relatifs aux titres déposés en réponse à l'offre, il se produit un changement dans l'information contenue dans la circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur, ou dans un avis de changement s'y rapportant, qui est susceptible d'avoir une incidence sur la décision des porteurs d'accepter ou de refuser l'offre, à l'exception d'un changement qui est indépendant de la volonté du dirigeant ou de l'administrateur, selon le cas, ce dirigeant ou cet administrateur envoie sans délai un avis de changement à chacune des personnes à qui la note d'information devait être transmise en vertu de l'article 2.6.

3) Lorsqu'un dirigeant ou un administrateur présente au conseil d'administration, à titre personnel, la circulaire visée au paragraphe 1 ou l'avis de changement visé au paragraphe 2, le conseil envoie, aux frais de l'émetteur visé, un exemplaire de la circulaire ou de l'avis à chaque personne à qui l'offre devait être transmise en vertu de l'article 2.6.

4) Le conseil d'administration de l'émetteur visé ou le dirigeant ou l'administrateur, selon le cas, dépose et envoie la circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur ou l'avis de changement s'y rapportant à l'établissement principal de l'initiateur au plus tard à la date de sa transmission aux porteurs de l'émetteur visé, ou dès que possible par la suite.

5) La circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur ou l'avis de changement s'y rapportant est établi en la forme prévue.

### **2.19 Consentement de l'expert à l'utilisation de son nom**

Lorsque l'évaluation, la déclaration ou le rapport d'un expert est inclus dans une circulaire des administrateurs, une circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur ou tout avis de changement ou de modification s'y rapportant, ou y est joint, le consentement écrit de l'expert à son utilisation est déposé en même temps que la circulaire ou l'avis.

### **2.20 Mode de livraison des documents de l'émetteur visé**

1) La circulaire des administrateurs, la circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur et chaque avis de changement s'y rapportant sont :

*a)* soit envoyés par courrier affranchi au destinataire visé;

*b)* soit remis en mains propres ou par messenger au destinataire visé ou par tout autre moyen que l'autorité en valeurs mobilières juge acceptable.

2) Toute circulaire ou tout avis transmis conformément au présent article est réputé porter la date à laquelle il a été transmis à la totalité ou à la quasi-totalité des personnes habilitées à le recevoir.

## **Section 4 Obligations de l'initiateur**

### **2.21 Contrepartie**

1) Lorsqu'une offre est lancée, la contrepartie offerte ou le choix de la contrepartie est identique pour tous les porteurs de titres de la même catégorie.

2) En cas de surenchère, l'initiateur paie le prix majoré même pour les titres dont il a déjà pris livraison.

3) Après le lancement de l'offre, l'initiateur n'apporte pas les modifications suivantes :

- a)* la réduction de la contrepartie offerte;
- b)* la modification de la forme de la contrepartie offerte, sauf pour majorer celle-ci;
- c)* la réduction de la proportion des titres en circulation visés par l'offre;
- d)* l'ajout de conditions.

### **2.22 Conventions accessoires**

1) Pour l'application du présent article, pour déterminer la propriété véritable des titres d'un porteur à une date donnée, les titres, droits ou obligations permettant au porteur ou à toute personne agissant de concert avec lui, ou les obligeant, à certaines conditions ou non, à acquérir des titres, y compris des titres n'ayant pas encore été émis, d'une catégorie donnée dans un délai de 60 jours au moyen d'une seule opération ou d'une série d'opérations, sont réputés être des titres de cette catégorie.

2) Ni l'initiateur qui fait ou compte faire une offre ni une personne agissant de concert avec lui ne conclut de convention accessoire ayant directement ou indirectement pour effet de fournir à un porteur de titres de l'émetteur visé une contrepartie plus importante que celle qui est offerte aux autres porteurs de titres de la même catégorie.

3) Le paragraphe 2 ne s'applique pas si la convention concerne, selon le cas :

*a)* un paiement ou une distribution par titre de participation qui est identique, quant au montant et à la forme, à celui auquel a droit l'ensemble des porteurs de titres de la même catégorie au Canada;

*b)* l'amélioration des avantages sociaux découlant de la participation de ce porteur de titres de l'émetteur visé à un plan collectif, autre qu'un plan incitatif, à l'intention des salariés d'un successeur de l'entreprise de l'émetteur visé, dans la mesure où les avantages prévus par le plan collectif sont offerts à l'ensemble des salariés du successeur de l'entreprise de l'émetteur visé qui occupent des fonctions analogues à celles du porteur;

*c)* un avantage, non visé par le paragraphe *b*, reçu uniquement au titre des services rendus par le porteur en sa qualité de salarié, d'administrateur ou de consultant de l'émetteur visé, d'un membre du même groupe que lui ou d'un successeur de son entreprise dans les cas suivants :

*i)* l'avantage n'est pas accordé dans le but, en tout ou en partie, d'accroître la valeur de la contrepartie versée au porteur pour les titres déposés en réponse à l'offre ou d'inciter les porteurs à accepter l'offre;

*ii)* l'octroi de l'avantage n'est pas, selon ses conditions, subordonné à la condition que le porteur appuie l'offre;

*iii)* les détails complets de l'avantage sont indiqués dans la note d'information relative à l'offre publique de rachat ou, dans le cas d'une offre publique d'achat, dans la circulaire des administrateurs;

*iv)* l'une ou l'autre des deux conditions suivantes est réalisée :

A) au moment de l'annonce publique de l'offre, le porteur et les personnes avec qui il a des liens ont la propriété véritable de moins de 1 % des titres en circulation de chaque catégorie de titres de participation de l'émetteur visé, ou exercent une emprise sur ceux-ci;

B) dans le cas où l'émetteur visé a un comité indépendant d'administrateurs, les trois conditions suivantes sont réunies :

I) le porteur communique au comité indépendant le montant de la contrepartie qu'il s'attend à recevoir aux termes de l'offre en échange des titres de participation dont il a la propriété véritable;

II) le comité indépendant, agissant de bonne foi, établit que la valeur de l'avantage, déduction faite de tous les coûts correspondants pour le porteur, représente moins de 5 % de la valeur visée à la disposition A;

III) la valeur établie par le comité indépendant est indiquée dans la note d'information relative à une offre publique de rachat ou, dans le cas d'une offre publique d'achat, dans la circulaire des administrateurs.

## **2.23 Réduction proportionnelle, prise de livraison et règlement**

1) Si l'offre est faite pour une partie des titres de la catégorie visée et que le nombre de titres déposés en réponse à l'offre excède la quantité demandée ou acceptée, l'initiateur procède à une réduction proportionnelle, fractions arrondies, du nombre de titres déposés par chaque porteur, avant la prise de livraison et le règlement.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas à l'émetteur qui, aux termes d'une offre publique de rachat, acquiert des titres constituant un lot irrégulier pour le porteur.

3) Le paragraphe 1 ne s'applique pas à l'émetteur qui, aux termes d'une offre publique de rachat, acquiert des titres lorsque les porteurs qui déposent leurs titres en réponse à l'offre sont habilités à fixer, en fonction d'une fourchette de prix déterminée, le prix minimal par titre auquel ils sont prêts à les vendre et qu'un porteur fixe un prix qui est supérieur au prix que l'initiateur paie pour les titres aux termes de l'offre.

4) Pour l'application du paragraphe 1, les titres acquis dans le cadre d'une opération antérieure à l'offre visée par le paragraphe 1 de l'article 2.4 sont réputés avoir été déposés en réponse à l'offre par la personne qui les a vendus.

## **2.24 Financement**

1) L'initiateur d'une offre est tenu de prendre, avant le lancement de l'offre, les dispositions voulues pour assurer la disponibilité des fonds nécessaires au règlement de tous les titres qui font l'objet de l'offre.

2) Pour l'application du paragraphe 1, les arrangements financiers que l'initiateur prend avant le lancement de l'offre peuvent être soumis à certaines conditions lorsque, au lancement de l'offre, l'initiateur est fondé à croire que, si les conditions de l'offre ont été

satisfaites ou levées, le risque de ne pas pouvoir régler les titres déposés par suite d'un manquement à l'une des conditions de financement est minime.

## **Section 5 Déroulement de l'offre**

### **2.25 Délai minimal pour le dépôt**

L'initiateur octroie aux porteurs un délai d'au moins 35 jours à compter de la date de l'offre pour déposer leurs titres.

### **2.26 Interdiction concernant la prise de livraison**

L'initiateur ne prend livraison d'aucun titre déposé en réponse à l'offre avant l'expiration d'un délai de 35 jours à compter de la date de l'offre.

### **2.27 Révocation**

1) Un porteur peut révoquer le dépôt de ses titres en réponse à l'offre dans les délais suivants :

- a)* avant la prise de livraison des titres par l'initiateur;
- b)* avant l'expiration d'un délai de 10 jours à compter de la date de l'avis de changement visé à l'article 2.9 ou de l'avis de modification visé à l'article 2.10;
- c)* si l'initiateur n'a pas réglé les titres, dans les 3 jours ouvrables suivant la prise de livraison.

2) Le droit de révocation prévu au sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 ne s'applique pas dans les cas suivants :

- a)* l'initiateur a pris livraison des titres avant la date du changement ou de la modification;
- b)* la modification des conditions de l'offre se limite à une surenchère et une prorogation d'au plus 10 jours après l'envoi de l'avis de modification;
- c)* la modification se limite à la renonciation à l'une des conditions de l'offre lorsque la contrepartie est en espèces seulement.

3) Le retrait des titres en vertu du paragraphe 1 se fait par l'envoi d'un avis écrit au dépositaire désigné et prend effet dès sa réception par ce dernier.

4) Si avis est donné conformément au paragraphe 3, l'initiateur retourne immédiatement les titres déposés à leur porteur.

### **2.28 Incidence des achats effectués sur le marché**

Lorsque l'initiateur effectue des achats de titres autorisés par le paragraphe 3 de l'article 2.2, ces achats sont inclus dans le calcul servant à déterminer si la condition relative au nombre minimal de titres déposés en réponse à l'offre a été respectée, mais ne réduisent pas le nombre de titres dont l'initiateur doit prendre livraison conformément à l'offre.

### **2.29 Prise de livraison et règlement des titres déposés**

1) Lorsque toutes les conditions de l'offre ont été respectées ou ont fait l'objet d'une renonciation, l'initiateur prend livraison des titres déposés en réponse à l'offre et les règle au plus tard 10 jours après la clôture de l'offre, ou plus tôt si le paragraphe 2 ou 3 l'exige.

- 2) L'initiateur règle les titres dont il a pris livraison dès que possible, au plus tard le 3<sup>e</sup> jour ouvrable qui suit.
- 3) L'initiateur prend livraison des titres déposés après la date de la première prise de livraison et les règle au plus tard 10 jours après leur dépôt.
- 4) L'initiateur ne peut prolonger son offre si toutes les conditions de l'offre ont été respectées ou ont fait l'objet d'une renonciation, à moins de prendre d'abord livraison de tous les titres déposés et dont le dépôt n'a pas été révoqué.
- 5) Malgré les paragraphes 3 et 4, si l'offre ne porte pas sur l'ensemble des titres de la catégorie visée, l'initiateur est tenu, dans les délais qui y sont stipulés, de ne prendre livraison que du nombre maximal de titres autorisé en vertu de l'article 2.21 ou 2.23.
- 6) Malgré le paragraphe 4, l'initiateur qui renonce à une condition de l'offre et prolonge celle-ci alors que les droits de révocation conférés par le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 de l'article 2.27 s'appliquent ne prend pas livraison des titres visés par le droit de révocation.

### **2.30 Retour des titres déposés**

Lorsque l'initiateur sait qu'il ne prendra pas livraison de titres déposés en réponse à l'offre, il publie et dépose sans délai un communiqué à cet égard et retourne les titres à leurs porteurs.

### **2.31 Communiqué à la clôture de l'offre**

Lorsque toutes les conditions de l'offre ont été respectées ou ont fait l'objet d'une renonciation, l'initiateur publie et dépose, immédiatement après la clôture de l'offre, un communiqué indiquant :

- a)* le nombre approximatif de titres déposés;
- b)* le nombre approximatif de titres dont il prendra livraison.

## **PARTIE 3 GÉNÉRALITÉS**

### **3.1 Langue des documents d'offre**

- 1) La personne qui dépose un document conformément au présent règlement peut le déposer en français ou en anglais.
- 2) Au Québec, la note d'information relative à une offre publique d'achat ou de rachat, la circulaire des administrateurs, la circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur ou l'avis de changement ou de modification exigé par le présent règlement sont établis en français ou en français et en anglais.
- 3) Le paragraphe 1 ne s'applique pas à une offre publique d'achat avec dispense effectuée conformément à l'article 5.5 ni à une offre publique de rachat avec dispense effectuée conformément à l'article 5.12.
- 4) Malgré le paragraphe 1, la personne qui dépose un document en français ou en anglais, mais transmet aux porteurs la version dans l'autre langue, dépose cette autre version au plus tard au moment où elle est transmise aux porteurs.

### **3.2 Dépôt des conventions**

- 1) À moins de ne l'avoir déjà fait, l'initiateur qui présente une offre publique d'achat en vertu de la partie 2 dépose des exemplaires des documents suivants et de toute modification à ceux-ci :

a) la convention conclue entre l'initiateur et un porteur relativement à l'offre publique d'achat, notamment celle où il est indiqué que le porteur déposera ses titres en réponse à l'offre;

b) la convention conclue entre l'initiateur et les dirigeants ou administrateurs de l'émetteur visé dans le cadre de l'offre publique d'achat;

c) la convention conclue entre l'initiateur et l'émetteur visé dans le cadre de l'offre publique d'achat;

d) toute autre convention dont l'initiateur sait qu'elle pourrait avoir une incidence sur le contrôle de l'émetteur visé, y compris une convention comportant des dispositions en matière de changement de contrôle, une convention de porteurs ou une convention de vote, à laquelle il a accès et qui pourrait être considérée comme importante pour un porteur déposant ses titres en réponse à l'offre.

2) Les documents dont le dépôt est prévu au paragraphe 1 sont déposés le jour du dépôt de la note d'information relative à une offre publique d'achat en vertu de l'article 2.8 ou dès que possible par la suite.

### **3.3 Attestation**

1) La personne qui est tenue de déposer et de transmettre une note d'information relative à une offre publique d'achat ou de rachat, ou un avis de changement ou de modification s'y rapportant en vertu du présent règlement s'assure que ce document contient une attestation établie en la forme prévue, signée par chacune des personnes physiques suivantes :

a) le chef de la direction ou, s'il n'y a pas de chef de la direction, la personne physique qui remplit des fonctions analogues;

b) le chef des finances ou, s'il n'y a pas de chef des finances, la personne physique qui remplit des fonctions analogues;

c) deux administrateurs, à l'exception du chef de la direction et du chef des finances, qui sont dûment autorisés par les administrateurs de cette personne à signer en leur nom.

2) La personne qui est tenue de déposer et de transmettre une circulaire des administrateurs ou un avis de changement s'y rapportant en vertu du règlement s'assure que ce document contient une attestation établie en la forme prévue, signée par deux administrateurs dûment autorisés par les administrateurs de cette personne à signer en leur nom.

3) La personne qui dépose et transmet une circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur ou un avis de changement s'y rapportant en vertu du règlement s'assure que ce document contient une attestation établie en la forme prévue, signée par le dirigeant ou l'administrateur qui en est l'auteur, ou en son nom.

4) Lorsque l'autorité en valeurs mobilières est convaincue en se fondant sur les preuves et documents qui lui ont été soumis que, pour un motif valable, le chef de la direction ou le chef des finances ne peut pas signer l'attestation prévue par le présent règlement, celle-ci peut, avec l'autorisation de l'autorité en valeurs mobilières, être signée par un autre dirigeant ou administrateur responsable.

### **3.4 Obligation de fournir la liste des porteurs**

1) L'émetteur fournit à la personne qui fait ou compte faire une offre publique d'achat conformément à la partie 2 la liste des porteurs de titres de la catégorie visée par l'offre

même s'il n'y est pas tenu en vertu de la loi, ainsi que le nom des personnes qui, à sa connaissance, détiennent des options ou des droits visant l'acquisition de titres de cette catégorie, pour lui permettre de réaliser l'offre conformément aux dispositions du présent règlement.

2) Pour l'application du paragraphe 1, les dispositions de l'article 21 de la Loi canadienne sur les sociétés par actions s'appliquent avec les modifications nécessaires, sauf que l'affidavit joint à la demande d'obtention de la liste des porteurs doit indiquer que la liste ne sera utilisée que dans le cadre d'une offre portant sur des titres de l'émetteur et faite conformément à la partie 2.

## **PARTIE 4 FORME DES DOCUMENTS**

### **4.1 Note d'information relative à une offre publique d'achat**

La note d'information relative à une offre publique d'achat prévue à l'article 2.8 est établie en la forme prévue à l'Annexe 62-104A1.

### **4.2 Note d'information relative à une offre publique de rachat**

La note d'information relative à une offre publique de rachat prévue à l'article 2.8 est établie en la forme prévue à l'Annexe 62-104A2.

### **4.3 Circulaire des administrateurs**

La circulaire des administrateurs prévue à l'article 2.15 est établie en la forme prévue à l'Annexe 62-104A3.

### **4.4 Circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur**

La circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur prévue à l'article 2.18 est établie en la forme prévue à l'Annexe 62-104A4.

### **4.5 Avis de changement ou avis de modification**

L'avis de changement prévu aux articles 2.9 et 2.16, et au paragraphe 5 de l'article 2.18, ainsi que l'avis de modification prévu à l'article 2.10 sont établis en la forme prévue à l'Annexe 62-104A5.

## **PARTIE 5 DISPENSES**

### **Section 1 Interprétation**

#### **5.1 Cours**

1) Le cours des titres d'une catégorie pour laquelle il existe un marché organisé est égal, à une date donnée, à la moyenne simple des cours de clôture de chacun des jours ouvrables où il y a un cours de clôture pour la période de 20 jours ouvrables précédant cette date.

2) Si un marché organisé ne donne pas de cours de clôture, mais uniquement le cours le plus haut et le cours le plus bas des titres négociés un jour donné, le cours des titres est égal, à une date donnée, à la moyenne des moyennes simples des cours les plus hauts et les plus bas de chacun des 20 jours ouvrables précédant cette date.

3) Si les titres ont été négociés sur un marché organisé pendant moins de 10 des 20 jours ouvrables précédant la date pour laquelle le cours est fixé, le cours correspond à la moyenne des cours obtenus par l'un ou l'autre des calculs suivants pour chacun des 20 jours ouvrables précédant cette date :

a) la moyenne entre le cours acheteur de clôture et le cours vendeur de clôture de chaque jour où il n'y a pas eu de négociation;

b) selon le cas :

i) si le marché organisé donne un cours de clôture, le cours de clôture des titres de la catégorie pour chaque jour où il y a eu négociation;

ii) si le marché organisé donne uniquement le cours le plus haut et le cours le plus bas négocié un jour donné, la moyenne de ces cours pour les titres de la catégorie pour chaque jour où il y a eu négociation.

4) Pour l'application des paragraphes 1, 2 et 3, s'il existe plus d'un marché organisé pour un titre, le cours est fixé comme suit :

a) si un seul des marchés organisés est au Canada, le cours est fixé uniquement en se fondant sur ce marché;

b) s'il existe plus d'un marché organisé au Canada, le cours est fixé uniquement en se fondant sur celui qui a enregistré le plus gros volume d'opérations en dollars sur les titres de la catégorie visée dans les 20 jours ouvrables précédant la date à laquelle le cours est fixé;

c) s'il n'existe aucun marché organisé au Canada, le cours est fixé uniquement en se fondant sur le marché organisé qui a enregistré le plus gros volume d'opérations en dollars sur les titres de la catégorie visée dans les 20 jours ouvrables précédant la date à laquelle le cours est fixé.

5) Malgré les paragraphes 1, 2, 3 et 4, et pour l'application de l'article 5.2, dans le cas où l'initiateur acquiert des titres sur un marché organisé, le cours de ces titres correspond au dernier prix payé pour l'achat d'un lot régulier de titres de la même catégorie, avant l'acquisition par l'initiateur, par une personne n'agissant pas de concert avec lui.

6) Dans le cas de titres de participation d'une catégorie qui n'est pas négociée sur un marché organisé, mais qui peut être convertie en une catégorie qui est négociée sur un tel marché, le cours des titres convertibles est fondé sur le cours de cette catégorie qui a été fixé conformément au présent article.

## **Section 2 Offres publiques d'achat avec dispense**

### **5.2 Dispense relative aux acquisitions réalisées dans le cours normal des activités**

Une offre publique d'achat est dispensée de l'application de la partie 2 lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

a) l'offre ne vise pas plus de 5 % des titres en circulation de la catégorie visée de l'émetteur visé;

b) le nombre total de titres acquis par l'initiateur et toute personne agissant de concert avec lui sous le régime de cette dispense au cours d'une période de 12 mois, combiné au nombre de titres acquis par ceux-ci pendant la même période de 12 mois autrement qu'aux termes d'une offre assujettie aux dispositions de la partie 2, ne représente pas au total plus de 5 % des titres de la catégorie qui étaient en circulation au début de la période;

c) il existe un marché organisé pour la catégorie de titres visée par l'offre;

d) la contrepartie versée n'excède pas le cours en vigueur à la date d'acquisition qui a été fixé conformément à l'article 5.1, majoré des frais de courtage ou des commissions raisonnables payés.

### **5.3 Dispense relative aux contrats de gré à gré**

1) Une offre publique d'achat est dispensée de l'application de la partie 2 lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

*a)* les acquisitions ne sont pas effectuées auprès de plus de 5 personnes au total, y compris celles qui se trouvent à l'extérieur du territoire intéressé;

*b)* toutes les acquisitions prévues au sous-paragraphe *a* sont négociées à peu près au même moment et sont effectuées dans les 6 mois suivant la première acquisition réalisée sous le régime de cette dispense;

*c)* l'offre n'est pas faite à l'ensemble des porteurs de titres de la catégorie visée, pourvu qu'il y ait plus de 5 porteurs de titres de cette catégorie;

*d)* s'il existe un marché organisé pour les titres acquis, la valeur de la contrepartie versée, y compris les frais de courtage ou les commissions, ne représente pas plus de 115 % du cours des titres de cette catégorie à la date d'acceptation de l'offre qui a été fixé conformément à l'article 5.1;

*e)* s'il n'existe aucun marché organisé pour les titres acquis, il est possible d'établir que la valeur de la contrepartie versée n'est pas supérieure à 115 % de la valeur des titres.

2) L'initiateur, ainsi que la personne agissant de concert avec lui, qui se prévaut de la dispense prévue au paragraphe 1 ne peut se prévaloir de nouveau de cette dispense pour acquérir d'autres titres du même émetteur ou d'un successeur de l'entreprise de cet émetteur. Toutefois, cette restriction ne s'applique pas aux opérations entre membres du même groupe ou entre une personne et une personne ayant des liens avec elle.

3) Pour l'application du paragraphe 1, dans le cas où l'initiateur fait une offre d'acquisition visant les titres d'une personne donnée et sait ou devrait savoir après enquête diligente que, selon le cas :

*a)* la personne de qui les titres sont acquis agit en sa qualité de prête-nom, de mandataire, de fiduciaire, de liquidateur, d'exécuteur ou de représentant légal pour le compte d'une ou de plusieurs personnes détenant un droit de bénéficiaire direct sur ces titres, chacune de ces autres personnes est donc comptée dans le calcul du nombre de personnes à qui l'offre d'acquisition a été faite;

*b)* la personne a acquis les titres pour que l'initiateur puisse se prévaloir de la dispense prévue au paragraphe 1, chaque personne de qui les titres ont été acquis est donc comptée dans le calcul du nombre de personnes à qui l'offre d'acquisition a été faite.

4) Malgré le sous-paragraphe *a* du paragraphe 3, la fiducie ou la succession est considérée comme un seul porteur dans le calcul du nombre de personnes à qui l'offre d'acquisition a été faite si, selon le cas :

*a)* une fiducie entre vifs a été mise sur pied par un constituant unique;

*b)* la succession n'est pas dévolue à toutes les personnes ayant un droit de bénéficiaire sur elle.

### **5.4 Dispense relative à l'émetteur non assujéti**

Une offre publique d'achat est dispensée de l'application de la partie 2 lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

*a)* l'émetteur visé n'est pas émetteur assujéti;

- b) il n'existe aucun marché organisé pour les titres visés;
- c) au lancement de l'offre, le nombre de porteurs de titres de la catégorie visée s'élève au plus à 50, compte non tenu des porteurs qui, selon le cas :
  - i) sont au service de l'émetteur visé ou d'un membre du même groupe que lui;
  - ii) étaient au service de l'émetteur visé, ou d'une entité qui était alors membre du même groupe que lui, et qui, pendant cette période, étaient porteurs de titres de l'émetteur visé et le sont demeurés après la fin de leur emploi.

### **5.5 Dispense relative aux offres publiques d'achat d'émetteurs étrangers**

Une offre publique d'achat est dispensée de l'application de la partie 2 lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- a) au lancement de l'offre, les personnes qui, selon l'adresse inscrite dans les registres de l'émetteur visé, résident au Canada détiennent moins de 10 % des titres en circulation de la catégorie visée;
- b) au lancement de l'offre, l'initiateur est fondé à croire que les porteurs du Canada ont la propriété véritable de moins de 10 % des titres en circulation de la catégorie visée;
- c) le marché organisé sur lequel le plus gros volume d'opérations en dollars sur les titres de la catégorie visée a été enregistré dans les 12 mois précédant la date de l'offre ne se trouve pas au Canada;
- d) les porteurs du Canada ont le droit de participer à l'offre à des conditions au moins aussi favorables que celles s'appliquant à l'ensemble des porteurs;
- e) tous les documents relatifs à l'offre transmis par l'initiateur ou en son nom sont transmis simultanément aux porteurs qui, selon l'adresse inscrite dans les registres de l'émetteur visé, résident au Canada et sont déposés;
- f) si les documents visés au sous-paragraphe e sont publiés dans son territoire d'origine, l'initiateur publie l'information au Canada de manière à ce que les porteurs du Canada soient informés du lancement de l'offre.

### **5.6 Dispense de minimis**

Une offre publique d'achat est dispensée de l'application de la partie 2 dans un territoire intéressé lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- a) le nombre de propriétaires véritables de titres de la catégorie visée dans le territoire intéressé est inférieur à 50;
- b) les titres détenus par les propriétaires véritables visés au sous-paragraphe a représentent, au total, moins de 2 % des titres en circulation de cette catégorie;
- c) les porteurs du territoire intéressé ont le droit de participer à l'offre à des conditions au moins aussi favorables que celles s'appliquant à l'ensemble des porteurs;
- d) tous les documents relatifs à l'offre qui sont transmis par l'initiateur ou en son nom aux porteurs de titres de la catégorie visée sont simultanément transmis aux porteurs du territoire intéressé et déposés.

### **Section 3 Offres publiques de rachat avec dispense**

#### **5.7 Dispense relative aux rachats ou aux acquisitions**

Une offre publique de rachat est dispensée de l'application de la partie 2 dans les cas suivants :

*a)* l'émetteur achète, rachète ou acquiert de quelque autre façon les titres de la catégorie visée, conformément aux conditions qui s'y rattachent, sans le consentement préalable de leurs propriétaires ou pour les besoins d'un fonds d'amortissement ou d'un fonds d'achat;

*b)* l'achat, le rachat ou l'acquisition de quelque autre façon des titres de la catégorie visée est prévu dans les conditions qui s'y rattachent ou par la loi en vertu de laquelle l'émetteur est constitué ou prorogé;

*c)* les titres de la catégorie visée sont acquis par l'émetteur à la suite de l'exercice par leur propriétaire du droit d'en exiger l'achat, le rachat ou l'acquisition de quelque autre façon conformément aux conditions qui s'y rattachent.

#### **5.8 Dispense relative aux salariés, membres de la haute direction, administrateurs et consultants**

1) Une offre publique de rachat est dispensée de l'application de la partie 2 lorsque les titres sont acquis d'un salarié, d'un membre de la haute direction, d'un administrateur ou d'un consultant, actuel ou ancien, de l'émetteur ou d'un membre du même groupe que lui et que, s'il existe un marché organisé pour les titres :

*a)* la valeur de la contrepartie versée n'est pas supérieure au cours des titres à la date d'acquisition qui a été fixé conformément à l'article 5.1;

*b)* le nombre total ou, s'il s'agit de titres de créance convertibles, le capital total des titres acquis par l'émetteur au cours d'une période de 12 mois sous le régime de la dispense prévue par le présent paragraphe ne représente pas plus de 5 % des titres de la catégorie visée qui étaient émis et en circulation au début de la période.

2) Pour l'application de cet article, le terme « consultant » a le sens qui lui est attribué dans le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription.

#### **5.9 Dispense relative aux offres publiques de rachat dans le cours normal des activités**

1) Une offre publique de rachat est dispensée de l'application de la partie 2 lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

*a)* l'émetteur acquiert des titres sur un marché organisé dans le cours normal des activités;

*b)* l'offre ne vise pas plus de 5 % des titres en circulation de la catégorie visée;

*c)* le nombre total ou, s'il s'agit de titres de créance convertibles, le capital total des titres acquis par l'initiateur et toute personne agissant de concert avec lui sous le régime de cette dispense au cours d'une période de 12 mois, combiné au nombre de titres acquis par ceux-ci pendant la même période de 12 mois autrement qu'aux termes d'une offre assujettie aux dispositions de la partie 2, ne représente pas plus de 5 % des titres de la catégorie qui étaient en circulation au début de la période;

*d)* la valeur de la contrepartie versée n'est pas supérieure au cours des titres à la date d'acquisition qui a été fixé conformément à l'article 5.1, majoré des frais de courtage ou des commissions raisonnables payés.

2) L'émetteur qui effectue une offre en vertu du présent article publie et dépose, au moins 5 jours avant le lancement de l'offre, un communiqué indiquant ce qui suit :

*a)* la catégorie et le nombre de titres ou, dans le cas de titres de créance, la valeur nominale des titres à acquérir;

*b)* les dates du début et de la fin de l'offre publique de rachat, lorsqu'elles sont connues;

*c)* la valeur, en dollars canadiens, de la contrepartie offerte par titre;

*d)* le mode d'acquisition;

*e)* l'objectif poursuivi.

3) L'émetteur qui fait une offre publique de rachat par l'intermédiaire d'une bourse en invoquant le présent article se conforme aux règles de cette bourse.

#### **5.10 Dispense relative aux offres publiques de rachat en bourse**

1) Est dispensée de l'application de la partie 2 l'offre publique de rachat faite par l'intermédiaire d'une bourse reconnue et conformément aux règles de cette bourse.

2) L'émetteur qui fait une offre en vertu du présent article dépose sans délai le communiqué exigé par la bourse visée au paragraphe 1, le cas échéant.

#### **5.11 Dispense relative à l'émetteur non assujetti**

Une offre publique de rachat est dispensée de l'application de la partie 2 lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

*a)* l'émetteur n'est pas émetteur assujetti;

*b)* il n'existe aucun marché organisé pour les titres de la catégorie visée;

*c)* au lancement de l'offre, le nombre de porteurs de titres de la catégorie visée s'élève au plus à 50, compte non tenu des porteurs qui, selon le cas :

*i)* sont au service de l'émetteur ou d'un membre du même groupe que lui;

*ii)* étaient au service de l'émetteur, ou d'une entité qui était alors membre du même groupe que lui, et qui, pendant cette période, étaient porteurs de titres de l'émetteur et le sont demeurés après la fin de leur emploi.

#### **5.12 Dispense relative aux offres publiques de rachat d'émetteurs étrangers**

Une offre publique de rachat est dispensée de l'application de la partie 2 lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

*a)* au lancement de l'offre, les personnes qui, selon l'adresse inscrite dans les registres de l'émetteur visé, résident au Canada détiennent moins de 10 % des titres en circulation de la catégorie visée;

*b)* au lancement de l'offre, l'initiateur est fondé à croire que les porteurs du Canada ont la propriété véritable de moins de 10 % des titres en circulation de la catégorie visée;

*c)* le marché organisé sur lequel le plus gros volume d'opérations en dollars sur les titres de la catégorie visée a été enregistré dans les 12 mois précédant la date de l'offre ne se trouve pas au Canada;

*d)* les porteurs du Canada ont le droit de participer à l'offre à des conditions au moins aussi favorables que celles s'appliquant à l'ensemble des porteurs;

*e)* tous les documents relatifs à l'offre qui sont transmis par l'initiateur, ou en son nom, sont transmis simultanément aux porteurs qui, selon l'adresse inscrite dans les registres de l'émetteur visé, résident au Canada et sont déposés;

*f)* si les documents prévus au paragraphe *e* sont publiés dans son territoire d'origine, l'initiateur publie l'information au Canada de manière à ce que les porteurs du Canada soient informés du lancement de l'offre.

### **5.13 Dispense de minimis**

Une offre publique de rachat est dispensée de l'application de la partie 2 dans un territoire intéressé lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

*a)* le nombre de propriétaires véritables de titres de la catégorie visée dans le territoire intéressé est inférieur à 50;

*b)* les titres détenus par les propriétaires véritables visés au sous-paragraphe *a* représentent, au total, moins de 2 % des titres en circulation de cette catégorie;

*c)* les porteurs du territoire intéressé ont le droit de participer à l'offre à des conditions au moins aussi favorables que celles s'appliquant à l'ensemble des porteurs;

*d)* tous les documents relatifs à l'offre qui sont transmis par l'initiateur ou en son nom aux porteurs de titres de la catégorie visée sont simultanément transmis aux porteurs du territoire intéressé et déposés.

## **PARTIE 6 SYSTÈME D'ALERTE**

### **6.1 Définition du terme « initiateur »**

Pour l'application de la présente partie, le terme « initiateur » s'entend d'une personne qui acquiert des titres au moyen d'une offre publique d'achat, d'une offre publique de rachat ou d'une autre offre d'acquisition.

### **6.2 Déclarations d'acquisition**

1) L'initiateur autre que l'auteur d'une offre faite conformément à la partie 2 du présent règlement qui acquiert directement ou indirectement la propriété véritable des titres suivants, ou le pouvoir d'exercer une emprise sur ceux-ci :

*a)* soit des titres avec droit de vote ou des titres de participation d'une catégorie quelconque d'un émetteur assujetti;

*b)* soit des titres convertibles en titres avec droit de vote ou en titres de participation d'une catégorie quelconque d'un émetteur assujetti;

qui, avec les titres de l'initiateur de cette catégorie, représenteraient au moins 10 % des titres en circulation de cette catégorie;

c) publie et dépose sans délai un communiqué présentant l'information énoncée à l'annexe E du Règlement 62-103 sur le système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés;

d) dépose, dans les 2 jours ouvrables à compter de l'acquisition, une déclaration contenant la même information que celle donnée dans le communiqué publié en vertu du sous-paragraphe c.

2) L'initiateur tenu de déposer une déclaration en vertu du paragraphe 1 ou une nouvelle déclaration conformément au présent paragraphe, ou toute personne agissant de concert avec lui, qui acquiert la propriété véritable de titres de la catégorie visée, ou l'emprise sur de tels titres, représentant une tranche additionnelle d'au moins 2 % dans les titres en circulation de la catégorie ayant fait l'objet d'une déclaration dont le dépôt est exigé par le paragraphe 1, est tenu de publier un communiqué et de déposer la déclaration prévus au paragraphe 1.

3) Tout changement important dans l'information contenue dans la déclaration visée au paragraphe 1 ou 2 fait l'objet d'un communiqué et d'une déclaration conformément aux dispositions du paragraphe 1.

4) À compter de l'événement donnant lieu à une déclaration ou à une nouvelle déclaration devant être déposée en vertu du présent paragraphe et jusqu'à la fin du jour ouvrable suivant la date du dépôt, l'initiateur qui est tenu de faire le dépôt ou la personne agissant de concert avec lui ne peut acquérir ni offrir d'acquérir la propriété véritable de titres de la catégorie faisant l'objet de la déclaration ou de la nouvelle déclaration, ou de titres convertibles en titres de cette catégorie.

5) Le paragraphe 4 ne s'applique pas à l'initiateur qui a la propriété véritable de titres, ou qui exerce une emprise sur de tels titres, représentant, avec les titres de cette catégorie qu'il possède, au moins 20 % des titres en circulation de la catégorie visée.

### **6.3 Acquisitions pendant la durée de l'offre par une personne autre que l'initiateur**

1) Pendant la durée d'une offre sur les titres avec droit de vote ou les titres de participation d'un émetteur assujéti faite conformément à la partie 2, l'initiateur autre que l'auteur de l'offre qui acquiert la propriété véritable de titres de la catégorie visée, ou l'emprise sur de tels titres, qui, avec ceux qu'il possède déjà, représentent au moins 5 % des titres en circulation de la catégorie visée par l'offre publique et dépose, avant l'ouverture de la bourse le jour ouvrable suivant, un communiqué qui présente l'information exigée au paragraphe 3.

2) L'initiateur tenu de déposer un communiqué en vertu du paragraphe 1 ou un nouveau communiqué conformément au présent paragraphe, ou toute personne agissant de concert avec lui, qui acquiert la propriété véritable de titres de la catégorie visée, ou l'emprise sur de tels titres, qui, avec ceux ayant été acquis après le dépôt du communiqué, représentent une tranche additionnelle d'au moins 2 % des titres en circulation de cette catégorie, publie et dépose, avant l'ouverture de la bourse le jour ouvrable suivant, un nouveau communiqué qui présente l'information exigée au paragraphe 3.

3) Le communiqué ou le nouveau communiqué exigé au paragraphe 1 ou 2 indique :

a) le nom de l'initiateur qui acquiert les titres;

b) le nombre de titres de l'émetteur visé dont la propriété véritable a été acquise, ou sur lesquels le pouvoir d'exercer une emprise a été acquis, par suite de l'opération ayant donné naissance à l'obligation de publier le communiqué prévu au paragraphe 1 ou 2;

c) la proportion de titres de l'émetteur visé dont l'initiateur et toutes les personnes agissant de concert avec lui ont la propriété véritable, ou sur lesquels ils exercent une emprise, immédiatement après l'acquisition décrite au sous-paragraphe *b*;

d) le nombre de titres de l'émetteur visé dont l'initiateur et toutes les personnes agissant de concert avec lui ont acquis la propriété véritable, ou sur lesquels ils ont acquis le pouvoir d'exercer une emprise, depuis le lancement de l'offre;

e) le nom du marché sur lequel a eu lieu l'acquisition décrite au sous-paragraphe *b*;

f) le but poursuivi par l'initiateur et toutes les personnes agissant de concert avec lui en faisant l'acquisition décrite au sous-paragraphe *b*, notamment leur intention, le cas échéant, d'augmenter la proportion de titres de l'émetteur visé qu'ils détiennent en propriété véritable ou sur lesquels ils exercent une emprise.

#### **6.4 Déclaration unique**

Si les faits qui doivent faire l'objet d'une déclaration ou à l'égard desquels le dépôt d'un communiqué est prévu aux articles 6.2 et 6.3 sont identiques, seul le document qui est requis en premier est déposé.

#### **6.5 Exemplaires du communiqué et de la déclaration**

L'initiateur qui dépose un communiqué et une déclaration conformément aux articles 6.2 et 6.3 transmet immédiatement à l'émetteur assujéti un exemplaire de l'un ou l'autre de ces documents.

### **PARTIE 7 DISPENSES**

#### **7.1 Dispense**

1) L'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions auxquelles la dispense peut être subordonnée.

2) En Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.

3) Sauf en Ontario, cette dispense est accordée conformément à la loi visée à l'annexe B de la Norme canadienne 14-101, *Définitions*, vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

### **PARTIE 8 DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ENTRÉE EN VIGUEUR**

#### **8.1 Dispositions transitoires**

Une offre lancée avant l'entrée en vigueur du présent règlement en vertu des dispositions applicables de la législation en valeurs mobilières régissant les offres publiques d'achat ou de rachat alors en vigueur peut être réalisée conformément à ces dispositions.

#### **8.2 Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur le [\*].

**ANNEXE 62-104A1**  
**NOTE D'INFORMATION RELATIVE À UNE**  
**OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT**

**PARTIE 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**a) Expressions définies**

Pour les expressions utilisées mais non définies dans la présente annexe, consulter la partie 1 du présent règlement et la Norme canadienne 14-101, *Définitions*.

**b) Information intégrée par renvoi**

En cas d'admissibilité au régime du prospectus simplifié en vertu du Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié, il est possible d'intégrer l'information indiquée à la rubrique 19 dans la note d'information en faisant un renvoi à un autre document. Indiquer clairement le document ou les extraits de document intégrés de la sorte dans la note d'information et les déposer avec celle-ci, s'ils ne l'ont pas encore été. Indiquer également que le document est disponible sur SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)) et qu'une copie du document en question sera fournie rapidement et sans frais aux porteurs de l'émetteur visé qui en feront la demande

**c) Langage simple**

Rédiger la note d'information de sorte que les lecteurs puissent la comprendre. Appliquer les principes de rédaction en langage simple exposés à l'article 2.6 de l'Instruction générale relative au règlement. Expliquer de façon claire et concise les termes techniques utilisés.

**d) Numérotation et titres de rubriques**

La numérotation, les titres et l'ordre des rubriques de la présente annexe sont facultatifs et il n'y a pas d'obligation de les respecter. Il n'est pas nécessaire de répondre aux rubriques qui ne s'appliquent pas ni de donner de réponses négatives. Il n'est pas non plus nécessaire de répéter l'information fournie sous une rubrique.

**PARTIE 2 CONTENU DE LA NOTE D'INFORMATION**

**Rubrique 1 Nom et description de l'initiateur**

Indiquer le nom de l'initiateur ou, s'il n'est pas constitué en personne morale, le nom complet sous lequel il existe et exerce ses activités, ainsi qu'une brève description de ses activités.

**Rubrique 2 Nom de l'émetteur visé**

Indiquer le nom de l'émetteur visé ou, s'il n'est pas constitué en personne morale, le nom complet sous lequel il existe et exerce ses activités.

**Rubrique 3 Titres visés**

Indiquer la catégorie et le nombre de titres visés par l'offre ainsi que les droits des porteurs de titres d'autres catégories ayant le droit de répondre à l'offre.

**Rubrique 4 Durée de l'offre**

Indiquer la date du début et de la fin de l'offre.

## **Rubrique 5 Contrepartie offerte**

Décrire la contrepartie offerte. Si la contrepartie comprend des titres, énoncer toutes les conditions rattachées à ces titres.

## **Rubrique 6 Propriété des titres de l'émetteur visé**

Indiquer le nombre, le pourcentage et la désignation des titres en circulation de toutes les catégories de titres de l'émetteur visé qui sont la propriété véritable des personnes suivantes, ou sur lesquels ces personnes exercent une emprise :

- a) l'initiateur;
- b) chacun des dirigeants et administrateurs de l'initiateur ou des autres initiés à son égard;
- c) lorsque cette information est connue après enquête diligente :
  - i) les personnes du même groupe que les initiés de l'initiateur ou avec qui ils ont des liens;
  - ii) les personnes qui agissent de concert avec l'initiateur.

Si aucun titre n'est détenu ou ne fait l'objet d'une emprise dans un cas donné, le déclarer.

## **Rubrique 7 Opérations sur les titres de l'émetteur visé**

Lorsqu'elle est connue après enquête diligente, donner l'information suivante concernant les titres de l'émetteur visé qui ont été achetés ou vendus par une personne visée à la rubrique 6 au cours des six mois précédant la date de l'offre :

- a) la désignation des titres;
- b) le nombre de titres acquis ou vendus;
- c) le prix d'acquisition ou de vente;
- d) la date de l'opération.

Si aucun titre n'a été acquis ou vendu, le déclarer.

## **Rubrique 8 Conventions concernant l'acquisition de titres de l'émetteur visé**

Déclarer toute convention conclue par l'initiateur et, lorsqu'elles sont connues après enquête diligente, par les personnes visées à la rubrique 6 concernant l'acquisition de titres de l'émetteur visé. Préciser les conditions de la convention.

## **Rubrique 9 Conditions de l'offre**

Énoncer les conditions de l'offre. Le cas échéant, donner le détail de chaque condition selon laquelle l'initiateur est tenu de prendre livraison des titres et de les régler dans le cadre de l'offre.

## **Rubrique 10 Règlement des titres déposés**

Indiquer le mode et le délai fixés pour le règlement, en espèces ou autrement, des titres déposés.

### **Rubrique 11 Droit de révocation**

Décrire le droit de révocation des porteurs de l'émetteur visé qui déposent leurs titres en réponse à l'offre. Préciser que la révocation se fait en envoyant un avis écrit au dépositaire désigné pour les fins de l'offre et prend effet lors de la réception de l'avis par celui-ci.

### **Rubrique 12 Disponibilité des fonds**

Indiquer la provenance des fonds nécessaires au règlement des titres déposés. Dans le cas de fonds empruntés, indiquer :

- a) le nom du prêteur;
- b) l'échéance du prêt et les conditions de financement;
- c) si l'initiateur est fondé à croire que, lorsque les conditions ont été satisfaites ou levées, le risque de ne pas pouvoir régler les titres déposés par suite d'un manquement à l'une des conditions de financement est minime;
- d) les conditions d'exigibilité;
- e) le mode de remboursement prévu.

### **Rubrique 13 Négociation des titres visés**

Indiquer les marchés principaux sur lesquels les titres visés sont négociés ainsi que toute intention de l'initiateur de changer de marché principal après l'offre, notamment l'intention d'inscrire les titres à la cote d'une bourse ou de les en retirer. Fournir, lorsqu'il peut être établi, un résumé du volume des titres négociés et le cours le plus haut et le cours le plus bas pour la période de six mois précédant la date de l'offre. Indiquer la date de l'annonce publique de l'offre ainsi que le cours des titres avant l'annonce.

### **Rubrique 14 Conventions entre l'initiateur et les dirigeants et administrateurs de l'émetteur visé**

Donner le détail de toute convention conclue ou projetée entre l'initiateur et les dirigeants ou administrateurs de l'émetteur visé, notamment à propos de tout paiement ou autre avantage consenti à titre d'indemnité pour la perte de leur poste ou à propos de leur maintien en fonction ou de la cessation de leurs fonctions si l'offre reçoit une suite favorable.

### **Rubrique 15 Conventions entre l'initiateur et les porteurs de titres de l'émetteur visé**

Donner le détail de toute convention relative à l'offre conclue entre l'initiateur et un porteur de titres de l'émetteur visé, notamment toute convention en vertu de laquelle le porteur déposera ses titres en réponse à une offre de l'initiateur. Fournir notamment l'information suivante sur chaque convention :

- a) un résumé de l'objet;
- b) la valeur attribuée;
- c) la nature et le montant de la contrepartie offerte;
- d) les motifs sur lesquels l'initiateur juge que la convention n'est pas visée par l'article 2.22 du règlement.

## **Rubrique 16 Conventions entre l'initiateur et l'émetteur visé**

Donner le détail de toute convention relative à l'offre conclue entre l'initiateur et l'émetteur visé ainsi que toute autre convention dont l'initiateur sait qu'elle pourrait avoir une incidence sur le contrôle de l'émetteur visé, y compris une convention comportant des dispositions en matière de changement de contrôle, une convention de porteurs ou une convention de vote à laquelle l'initiateur a accès et qui pourrait être considérée comme importante pour un porteur déposant ses titres en réponse à l'offre.

## **Rubrique 17 Objet de l'offre**

Indiquer l'objet de l'offre. Faire état des projets suivants :

a) tout projet d'opération relative à l'émetteur visé devant faire suite à l'offre, comme une opération de fermeture;

b) tout projet entraînant un changement important dans les activités de l'émetteur visé, sa direction, son personnel ou la structure de son capital, notamment un projet de liquidation, de vente, de location ou d'échange de la totalité ou d'une partie substantielle de l'actif ou un projet de fusion.

## **Rubrique 18 Évaluations**

S'il s'agit d'une offre publique d'achat faite par un initié au sens de la législation en valeurs mobilières, présenter, s'il y a lieu, l'information relative aux évaluations prévues par cette législation.

Si une autre évaluation est présentée, la résumer de façon assez détaillée pour permettre de comprendre les principaux jugements et le fondement de l'évaluateur et de se former une opinion éclairée sur l'avis ou la conclusion formulé dans l'évaluation. Le résumé comprend l'information suivante :

a) la méthode de calcul, l'étendue de l'examen, les facteurs pertinents et leur valeur ainsi que les hypothèses clés sur lesquelles est fondée l'évaluation;

b) l'endroit où l'évaluation peut être consultée et la mention que les porteurs des titres visés peuvent en obtenir une copie en payant les frais de reproduction et de poste.

## **Rubrique 19 Titres offerts en contrepartie**

1) Lorsque des titres de l'initiateur ou d'un autre émetteur sont offerts en contrepartie, en totalité ou en partie, fournir l'information, notamment financière, dont l'information pro forma, devant être présentée dans le prospectus de l'émetteur dont les titres sont offerts en contrepartie.

2) Malgré le paragraphe 1, les états financiers de l'émetteur visé ne sont pas à fournir.

## **Rubrique 20 Droits de retrait et droits d'acquisition**

Décrire tout droit de retrait que peuvent avoir les porteurs de l'émetteur visé en vertu de la loi ou du document constitutif régissant cet émetteur ou des contrats qu'il a conclus. Indiquer si l'initiateur a l'intention d'exercer les droits d'acquisition qu'il peut avoir.

## **Rubrique 21 Achats de titres sur le marché**

Indiquer si l'initiateur a l'intention d'acheter sur le marché des titres faisant l'objet de l'offre.

## **Rubrique 22 Approbation de la note d'information**

Lorsque l'offre est faite par un initiateur qui a des administrateurs ou en son nom, mentionner que la note d'information a été approuvée et son envoi autorisé par les administrateurs.

## **Rubrique 23 Autre information importante**

Fournir toute autre information connue de l'initiateur, mais non encore publiée, qui est susceptible d'avoir une incidence sur la décision des porteurs d'accepter ou de refuser l'offre.

## **Rubrique 24 Sollicitation**

Nommer toute personne engagée par l'initiateur ou en son nom en vue de solliciter le dépôt de titres en réponse à l'offre et donner le détail de son mode de rémunération.

## **Rubrique 25 Mention des droits**

Inclure la mention suivante sur les droits relatifs à la note d'information prévus par la législation en valeurs mobilières du territoire :

« Les lois sur les valeurs mobilières établies par les autorités législatives au Canada confèrent aux porteurs de titres de l'émetteur visé, en plus des autres droits qu'ils peuvent avoir, le droit de demander la nullité, la révision du prix ou des dommages-intérêts lorsqu'une note d'information, une circulaire ou un avis qui doit leur être transmis contient des informations fausses ou trompeuses. Toutefois, ces diverses actions doivent être exercées dans les délais déterminés. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un conseiller juridique. ».

## **Rubrique 26 Attestation**

Inclure une attestation en la forme prévue, signée par les personnes physiques suivantes :

a) lorsque l'offre est faite par une personne qui n'est pas une personne physique ou en son nom, par le chef de la direction et par le chef des finances ou, s'ils n'ont pas été nommés, par des personnes exerçant des fonctions analogues, ainsi que par deux administrateurs, outre les dirigeants susmentionnés, au nom des administrateurs, tous dûment autorisés à signer;

b) lorsque l'offre est faite par une personne physique ou en son nom, par celle-ci :

« Le présent document ne contient pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omet de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite. ».

## **INSTRUCTIONS**

*Lorsque la personne compte moins de quatre dirigeants et administrateurs, tous signent l'attestation.*

## **Rubrique 27 Date de la note d'information**

Indiquer la date de la note d'information.

**ANNEXE 62-104A2**  
**NOTE D'INFORMATION RELATIVE À UNE OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT**

**PARTIE 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**a) Expressions définies**

Pour les expressions utilisées mais non définies dans la présente annexe, consulter la partie 1 du présent règlement et la Norme canadienne 14-101, *Définitions*.

**b) Information intégrée par renvoi**

En cas d'admissibilité au régime du prospectus simplifié en vertu du Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié, il est possible d'intégrer l'information indiquée à la rubrique 21 dans la note d'information en faisant un renvoi à un autre document. Indiquer clairement le document ou les extraits de document intégrés de la sorte dans la note d'information et les déposer avec celle-ci, s'ils ne l'ont pas encore été. Indiquer également que le document est disponible sur SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)) et qu'une copie du document en question sera fournie rapidement et sans frais aux porteurs de l'émetteur visé qui en feront la demande

**c) Langage simple**

Rédiger la note d'information de sorte que les lecteurs puissent la comprendre. Appliquer les principes de rédaction en langage simple exposés à l'article 2.6 de l'Instruction générale relative au règlement. Expliquer de façon claire et concise les termes techniques utilisés.

**d) Numérotation et titres de rubriques**

La numérotation, les titres et l'ordre des rubriques de la présente annexe sont facultatifs et il n'y a pas d'obligation de les respecter. Il n'est pas nécessaire de répondre aux rubriques qui ne s'appliquent pas ni de donner de réponses négatives. Il n'est pas non plus nécessaire de répéter l'information fournie sous une rubrique.

**PARTIE 2 CONTENU DE LA NOTE D'INFORMATION**

**Rubrique 1 Nom de l'émetteur**

Indiquer le nom de l'émetteur ou, s'il n'est pas constitué en personne morale, le nom complet sous lequel il existe et exerce ses activités.

**Rubrique 2 Titres visés**

Indiquer la catégorie et le nombre de titres visés par l'offre ainsi que les droits des porteurs de titres d'autres catégories ayant le droit de répondre à l'offre.

Le cas échéant, déclarer que l'émetteur pourrait racheter un nombre supplémentaire de titres visés dans le cadre de l'offre afin de ne pas laisser de lots irréguliers de titres aux porteurs. Toutefois, il n'y a pas obligation d'indiquer le nombre de titres qui seraient acquis à cette fin.

**Rubrique 3 Durée de l'offre**

Donner la date du début et de la fin de l'offre.

#### **Rubrique 4 Contrepartie offerte**

Décrire la contrepartie offerte. Si la contrepartie comprend des titres, énoncer toutes les conditions rattachées à ces titres.

#### **Rubrique 5 Règlement des titres déposés**

Donner le détail de la méthode et du délai fixés pour le règlement, en espèces ou autrement, des titres déposés.

#### **Rubrique 6 Droit de révocation**

Décrire le droit de révocation des porteurs qui ont déposé leurs titres en réponse à l'offre. Préciser que la révocation se fait en envoyant un avis écrit au dépositaire désigné pour les fins de l'offre et prend effet lors de la réception de l'avis par celui-ci.

#### **Rubrique 7 Disponibilité des fonds**

Indiquer la provenance des fonds nécessaires au règlement des titres déposés. Dans le cas de fonds empruntés, indiquer :

- a) le nom du prêteur;
- b) l'échéance du prêt et les conditions de financement;
- c) si l'émetteur est fondé à croire que, lorsque les conditions ont été satisfaites ou levées, le risque de ne pas pouvoir régler les titres déposés par suite d'un manquement à l'une des conditions de financement est minime;
- d) les conditions d'exigibilité;
- e) le mode de remboursement prévu.

#### **Rubrique 8 Réduction proportionnelle**

Lorsque l'offre est faite pour une partie des titres en circulation de la catégorie visée, indiquer que, si le nombre de titres déposés en réponse à l'offre excède la quantité demandée ou acceptée, l'émetteur procédera à une réduction proportionnelle, fractions arrondies, du nombre de titres déposés par chaque porteur avant la prise de livraison et le règlement. Dans le cas contraire, conformément à la législation en valeurs mobilières, modifier en conséquence l'information prévue à la présente rubrique.

Si l'émetteur entend ne pas procéder à la réduction proportionnelle en vertu du paragraphe 2 ou 3 de l'article 2.23 du règlement dans le cas de lots irréguliers ou d'« adjudications à la hollandaise », décrire le mode de dépôt et de prise de livraison sans réduction proportionnelle.

#### **Rubrique 9 Objet de l'offre**

Déclarer l'objet de l'offre et, s'il est prévu à la suite de l'offre de rachat de procéder à une opération de fermeture ou à une autre opération, par exemple un regroupement, décrire cette opération.

#### **Rubrique 10 Négociation des titres visés**

Fournir, lorsqu'il peut être établi, un résumé des renseignements suivants :

- a) le nom de tout marché principal sur lequel les titres faisant l'objet de l'offre sont négociés;

b) sur chacun de ces marchés principaux, le volume de titres négociés et le cours le plus haut et le cours le plus bas ou, dans le cas de titres de créance, les prix publiés pour la période de six mois précédant la date de l'offre;

c) la date de l'annonce publique de l'offre et le cours des titres avant l'annonce.

Indiquer toute intention de changer de marché principal ou de marchés principaux à la suite de l'offre.

### **Rubrique 11 Propriété des titres de l'émetteur**

Indiquer le nombre, le pourcentage et la désignation des titres en circulation de toutes les catégories de titres de l'émetteur qui sont la propriété véritable des personnes suivantes, ou sur lesquels ces personnes exercent une emprise :

a) chacun des dirigeants et administrateurs de l'émetteur ou des autres initiés à son égard;

b) lorsque cette information est connue après enquête diligente :

i) les personnes du même groupe que les initiés de l'émetteur ou avec qui ils ont des liens;

ii) les personnes du même groupe que l'émetteur ou avec qui il a des liens;

iii) les personnes qui agissent de concert avec l'émetteur.

Si aucun titre n'est détenu ou ne fait l'objet d'une emprise dans un cas donné, le déclarer.

### **Rubrique 12 Conventions concernant l'acquisition de titres de l'émetteur**

Déclarer toute convention conclue par l'émetteur et, lorsqu'elles sont connues après enquête diligente, par les personnes visées à la rubrique 11 concernant l'acquisition de titres de l'émetteur. Préciser les conditions de la convention.

### **Rubrique 13 Acceptation de l'offre**

Lorsque cette information est connue après enquête diligente, donner le nom de toute personne visée à la rubrique 11 qui a accepté ou a l'intention d'accepter l'offre et le nombre de titres que cette personne a déposés ou a l'intention de déposer.

### **Rubrique 14 Avantages résultant de l'offre**

Indiquer les avantages directs ou indirects que peut retirer une personne visée à la rubrique 11 si elle accepte ou refuse l'offre.

### **Rubrique 15 Changement important dans les activités de l'émetteur**

Faire état de tout projet entraînant un changement important dans les activités de l'émetteur, sa direction, son personnel ou la structure de son capital, notamment un contrat en voie de négociation, un projet de liquidation, de vente, de location ou d'échange de la totalité ou d'une partie substantielle de l'actif ou un projet de fusion.

### **Rubrique 16 Autres avantages résultant de l'offre**

Lorsqu'une opération ou un changement important visés à la rubrique 9 ou 15 sont projetés, indiquer, s'ils sont connus, les avantages directs ou indirects liés expressément à cette opération ou à ce changement que peut retirer une personne visée à la rubrique 11.

### **Rubrique 17 Conventions entre l'émetteur et les porteurs**

Donner le détail de toute convention relative à l'offre entre l'émetteur et les personnes suivantes, notamment un résumé de son objet, la valeur attribuée, la nature et la valeur de la contrepartie offerte ainsi que les motifs sur lesquels l'émetteur juge qu'elle n'est pas visée par l'article 2.22 du règlement :

- a) un porteur de titres de l'émetteur;
- b) une personne relativement à des titres de l'émetteur concernant l'offre.

### **Rubrique 18 Opérations antérieures sur les titres de l'émetteur**

Donner l'information concernant les titres de l'émetteur qui ont été acquis ou vendus par celui-ci au cours des douze mois précédant la date de l'offre, à l'exception des titres acquis ou vendus par suite de l'exercice de droits de conversion, de bons de souscription ou d'options sur actions consenties aux salariés :

- a) la désignation des titres;
- b) le nombre de titres acquis ou vendus;
- c) le prix d'acquisition ou de vente;
- d) la date et l'objet de l'opération.

Si aucun titre n'a été acquis ou vendu, le déclarer.

### **Rubrique 19 États financiers**

Si les derniers états financiers intermédiaires ne sont pas inclus, indiquer qu'ils seront envoyés aux porteurs sur demande, sans frais.

### **Rubrique 20 Évaluations**

Présenter l'information relative aux évaluations prévues par la législation en valeurs mobilières.

Si une autre évaluation est présentée, la résumer de façon assez détaillée pour permettre de comprendre les principaux jugements et le fondement de l'évaluateur et de se former une opinion éclairée sur l'avis ou la conclusion formulée dans l'évaluation. Le résumé comprend l'information suivante :

- a) la méthode de calcul, l'étendue de l'examen, les facteurs pertinents et leur valeur ainsi que les hypothèses clés sur lesquelles est fondée l'évaluation;
- b) l'endroit où l'évaluation peut être consultée et la mention que les porteurs des titres visés peuvent en obtenir une copie en payant les frais de reproduction et de poste.

### **Rubrique 21 Échange de titres de l'émetteur**

Lorsque des titres différents de l'émetteur sont offerts en contrepartie, en totalité ou en partie, fournir l'information, notamment financière, devant être présentée dans le prospectus de l'émetteur.

## **Rubrique 22 Approbation de la note d'information**

Déclarer que le contenu de la note d'information a été approuvé et son envoi autorisé par les administrateurs de l'émetteur et donner le nom de tout administrateur qui a avisé par écrit les administrateurs de son opposition à l'offre.

Si l'offre fait partie d'une opération ou sera suivie d'une opération exigeant l'approbation des porteurs minoritaires, décrire la nature de l'approbation.

## **Rubrique 23 Émissions antérieures**

Lorsque des titres de la catégorie sur laquelle porte l'offre ont fait l'objet d'un placement au cours des cinq années qui précèdent la date de l'offre, indiquer le prix d'émission unitaire et le produit total de l'émission perçu par l'émetteur ou par le porteur vendeur.

## **Rubrique 24 Politique de dividendes**

Indiquer la fréquence et le montant des dividendes versés sur les actions de l'émetteur au cours des deux années qui précèdent la date de l'offre, les restrictions sur la capacité de l'émetteur de verser des dividendes ainsi que tout projet de déclaration de dividende ou de modification de la politique de dividendes de l'émetteur.

## **Rubrique 25 Incidences fiscales**

Donner une description générale des incidences fiscales de l'offre pour l'émetteur et les porteurs intéressés en vertu des lois applicables au Canada en matière d'impôt sur le revenu.

## **Rubrique 26 Charges relatives à l'offre**

Faire état du montant des charges engagées ou à engager relativement à l'offre.

## **Rubrique 27 Droits de retrait et droits d'acquisition**

Décrire tout droit de retrait que peuvent avoir les porteurs en vertu de la loi ou du document constitutif régissant l'émetteur ou des contrats qu'il a conclus. Indiquer si l'émetteur a l'intention d'exercer les droits d'acquisition qu'il peut avoir.

## **Rubrique 28 Mention des droits**

Inclure la mention suivante sur les droits relatifs à la présente note d'information prévus par la législation en valeurs mobilières du territoire :

« Les lois sur les valeurs mobilières établies par les autorités législatives au Canada confèrent aux porteurs de titres de l'émetteur, en plus des autres droits qu'ils peuvent avoir, le droit de demander la nullité, la révision du prix ou des dommages-intérêts lorsqu'une note d'information, une circulaire ou un avis qui doit leur être transmis contient des informations fausses ou trompeuses. Toutefois, ces diverses actions doivent être exercées dans les délais déterminés. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un conseiller juridique. ».

## **Rubrique 29 Autre information importante**

Fournir toute autre information connue de l'émetteur, mais non encore publiée, qui est susceptible d'avoir une incidence sur la décision des porteurs d'accepter ou de refuser l'offre.

### **Rubrique 30 Sollicitation**

Nommer toute personne engagée par l'émetteur ou en son nom en vue de solliciter le dépôt de titres en réponse à l'offre et donner le détail de son mode de rémunération.

### **Rubrique 31 Attestation**

Inclure une attestation en la forme prévue, signée par le chef de la direction et le chef des finances de l'émetteur ou, s'ils n'ont pas été nommés, par des personnes exerçant des fonctions analogues, ainsi que par deux administrateurs de l'émetteur, outre les dirigeants susmentionnés, au nom des administrateurs, tous dûment autorisés à signer.

« Le présent document ne contient pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omet de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite. ».

#### *INSTRUCTIONS*

*Lorsque la personne compte moins de quatre dirigeants et administrateurs, tous signent l'attestation.*

### **Rubrique 32 Date de la note d'information**

Indiquer la date de la note d'information.

**ANNEXE 62-104A3  
CIRCULAIRE DES ADMINISTRATEURS**

**PARTIE 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**a) Expressions définies**

Pour les expressions utilisées mais non définies dans la présente annexe, consulter la partie 1 du présent règlement et la Norme canadienne 14-101, *Définitions*.

**b) Langage simple**

Rédiger la circulaire de sorte que les lecteurs puissent la comprendre. Appliquer les principes de rédaction en langage simple exposés à l'article 2.6 de l'Instruction générale relative au règlement. Expliquer de façon claire et concise les termes techniques utilisés.

**c) Numérotation et titres de rubriques**

La numérotation, les titres et l'ordre des rubriques de la présente annexe sont facultatifs et il n'y a pas d'obligation de les respecter. Il n'est pas nécessaire de répondre aux rubriques qui ne s'appliquent pas ni de donner de réponses négatives. Il n'est pas non plus nécessaire de répéter l'information fournie sous une rubrique.

**PARTIE 2 CONTENU DE LA CIRCULAIRE**

**Rubrique 1 Nom de l'initiateur**

Indiquer le nom de l'initiateur ou, s'il n'est pas constitué en personne morale, le nom complet sous lequel il existe et exerce ses activités.

**Rubrique 2 Nom de l'émetteur visé**

Indiquer le nom de l'émetteur visé ou, s'il n'est pas constitué en personne morale, le nom complet sous lequel il existe et exerce ses activités.

**Rubrique 3 Nom des administrateurs de l'émetteur visé**

Indiquer le nom des administrateurs de l'émetteur visé.

**Rubrique 4 Propriété des titres de l'émetteur visé**

Indiquer le nombre, le pourcentage et la désignation des titres en circulation de toutes les catégories de titres de l'émetteur visé qui sont la propriété véritable des personnes suivantes, ou sur lesquels ces personnes exercent une emprise :

a) chacun des dirigeants et administrateurs de l'émetteur visé ou des autres initiés à son égard;

b) lorsque cette information est connue après enquête diligente :

i) les personnes du même groupe que les initiés de l'émetteur visé ou avec qui ils ont des liens;

ii) les personnes du même groupe que l'émetteur visé ou avec qui il a des liens;

iii) les personnes qui agissent de concert avec l'émetteur visé.

Si aucun titre n'est détenu ou ne fait l'objet d'une emprise dans un cas donné, le déclarer.

#### **Rubrique 5 Acceptation de l'offre**

Lorsque cette information est connue après enquête diligente, donner le nom de toute personne visée à la rubrique 4 qui a accepté ou a l'intention d'accepter l'offre et le nombre de titres que cette personne a déposés ou a l'intention de déposer.

#### **Rubrique 6 Propriété des titres de l'initiateur**

Si une offre est faite par un initiateur qui est émetteur ou pour son compte, indiquer le nombre, le pourcentage et la désignation des titres en circulation de toutes les catégories de titres de l'initiateur qui sont la propriété véritable des personnes suivantes, ou sur lesquels ces personnes exercent une emprise :

- a) l'émetteur visé;
- b) chacun des dirigeants et administrateurs de l'émetteur visé ou des autres initiés à son égard;
- c) lorsque cette information est connue après enquête diligente :
  - i) les personnes du même groupe que les initiés de l'émetteur visé ou avec qui ils ont des liens;
  - ii) les personnes du même groupe que l'émetteur visé ou avec qui il a des liens;
  - iii) les personnes qui agissent de concert avec l'émetteur visé.

Si aucun titre n'est détenu ou ne fait l'objet d'une emprise dans un cas donné, le déclarer.

#### **Rubrique 7 Relations entre l'initiateur et les dirigeants ou les administrateurs de l'émetteur visé**

Donner le détail de toute convention conclue ou projetée entre l'initiateur et les dirigeants ou les administrateurs de l'émetteur visé, notamment à propos de tout paiement ou autre avantage consenti à titre d'indemnité pour la perte de leur poste ou à propos de leur maintien en fonction ou de la cessation de leurs fonctions si l'offre reçoit une suite favorable. Préciser si des dirigeants ou des administrateurs de l'émetteur visé sont aussi dirigeants ou administrateurs de l'initiateur ou d'une filiale de l'initiateur et indiquer leur nom.

#### **Rubrique 8 Conventions entre l'émetteur visé et ses dirigeants et administrateurs**

Donner le détail de toute convention conclue ou projetée entre l'émetteur visé et ses dirigeants et administrateurs, notamment à propos de tout paiement ou autre avantage consenti à titre d'indemnité pour la perte de leur poste ou à propos de leur maintien en fonction ou de la cessation de leurs fonctions si l'offre reçoit une suite favorable.

#### **Rubrique 9 Intérêts des dirigeants et administrateurs de l'émetteur visé dans des opérations importantes de l'initiateur**

Indiquer si un dirigeant ou un administrateur de l'émetteur visé a des intérêts dans une opération importante conclue par l'initiateur. Dans l'affirmative, préciser la nature et la portée de ces intérêts. Fournir la même information dans le cas d'une personne avec qui le dirigeant ou l'administrateur a des liens ou, lorsqu'elle est connue après enquête diligente,

une personne qui détient plus de 10 % des titres en circulation d'une catégorie de titres de participation de l'émetteur visé.

#### **Rubrique 10 Opérations sur les titres de l'émetteur visé**

1) Indiquer le nombre de titres de l'émetteur visé négociés par celui-ci, ses dirigeants et administrateurs ou autres initiés à son égard et, lorsqu'elles sont connues après enquête diligente, par les personnes suivantes au cours des six mois précédant la date de la circulaire ainsi que leur prix d'acquisition ou de vente et la date de chaque opération :

- a) les personnes du même groupe que les initiés ou avec qui ils ont des liens;
- b) les personnes du même groupe que l'émetteur visé ou avec qui il a des liens;
- c) les personnes qui agissent de concert avec l'émetteur visé.

2) Indiquer le nombre et le prix des titres de la catégorie visée par l'offre, ou de ceux convertibles en de tels titres, qui ont été placés auprès des dirigeants et administrateurs de l'émetteur visé ou des autres initiés à son égard au cours des deux années précédant la date de la circulaire.

#### **Rubrique 11 Information supplémentaire**

Lorsqu'une information contenue dans la note d'information établie par l'initiateur a été présentée de façon inexacte ou trompeuse, rétablir les faits.

#### **Rubrique 12 Changement important dans les activités de l'émetteur visé**

Donner le détail de toute information connue des dirigeants et administrateurs de l'émetteur visé relativement à un changement important dans les activités de cet émetteur depuis la date de ses derniers états financiers annuels ou intermédiaires publiés.

#### **Rubrique 13 Autre information importante**

Fournir toute autre information connue des administrateurs de l'émetteur visé, mais non encore publiée, qui est susceptible d'avoir une incidence sur la décision des porteurs d'accepter ou de refuser l'offre, notamment l'information sur ce qui suit :

- a) toute convention de porteurs ou convention de vote à laquelle l'émetteur visé a accès et qui pourrait être considérée comme importante pour un porteur déposant ses titres en réponse à l'offre;
- b) tout plan de droits en faveur des porteurs et autres plans similaires;
- c) toute évaluation ou toute attestation d'équité obtenue par les administrateurs de l'émetteur visé;
- d) tout projet visant un changement important dans les activités de l'émetteur visé ou toute opération, notamment une opération de fermeture;
- e) tout autre contrat de l'émetteur visé ou de l'une de ses filiales qui crée des droits ou des obligations pour les porteurs ou qui est susceptible d'avoir une incidence importante sur les droits ou obligations de ses porteurs en général.

#### **Rubrique 14 Recommandations**

Indiquer que les administrateurs de l'émetteur visé recommandent l'acceptation ou le rejet de l'offre ou qu'ils ne font pas ou ne peuvent pas faire de recommandation. Motiver la recommandation ou la décision de ne pas en faire. Lorsque les administrateurs de

l'émetteur visé comptent faire une recommandation d'acceptation ou de rejet de l'offre après l'envoi de la circulaire, en faire état.

#### **Rubrique 15 Mesures prises par l'émetteur visé**

- 1) Décrire les opérations, les résolutions des administrateurs, les accords de principe ou les contrats conclus par l'émetteur visé en réponse à l'offre.
- 2) Indiquer si, en réponse à l'offre, l'émetteur visé a entrepris des négociations qui pourraient conduire à l'un des résultats suivants :
  - a) une opération exceptionnelle touchant l'émetteur visé ou une filiale, par exemple une fusion ou une réorganisation;
  - b) l'achat, la vente ou la cession d'une partie importante de l'actif de l'émetteur visé ou d'une filiale;
  - c) une offre publique d'achat concurrente;
  - d) une offre faite par l'émetteur visé sur ses titres ou sur ceux d'un autre émetteur;
  - e) tout changement important dans la structure du capital ou dans la politique de dividendes de l'émetteur visé.

Donner le détail des accords de principe, le cas échéant.

#### **Rubrique 16 Approbation de la circulaire**

Mentionner que la circulaire a été approuvée et son envoi autorisé par les administrateurs de l'émetteur visé.

#### **Rubrique 17 Mention des droits**

Inclure la mention suivante sur les droits relatifs à la présente circulaire prévus par la législation en valeurs mobilières du territoire :

« Les lois sur les valeurs mobilières établies par les autorités législatives au Canada confèrent aux porteurs de titres de l'émetteur visé, en plus des autres droits qu'ils peuvent avoir, le droit de demander la nullité, la révision du prix ou des dommages-intérêts lorsqu'une note d'information, une circulaire ou un avis qui doit leur être transmis contient des informations fausses ou trompeuses. Toutefois, ces diverses actions doivent être exercées dans les délais déterminés. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un conseiller juridique. ».

#### **Rubrique 18 Attestation**

Inclure une attestation en la forme suivante signée par deux administrateurs dûment autorisés à signer au nom des administrateurs :

« Le présent document ne contient pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omet de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite. ».

#### **Rubrique 19 Date de la circulaire**

Indiquer la date de la circulaire des administrateurs.

**ANNEXE 62-104A4**  
**CIRCULAIRE D'UN DIRIGEANT OU D'UN ADMINISTRATEUR**

**PARTIE 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**a) Expressions définies**

Pour les expressions utilisées mais non définies dans la présente annexe, consulter la partie 1 du présent règlement et la Norme canadienne 14-101, *Définitions*.

**b) Langage simple**

Rédiger la circulaire de sorte que les lecteurs puissent la comprendre. Appliquer les principes de rédaction en langage simple exposés à l'article 2.6 de l'Instruction générale relative au règlement. Expliquer de façon claire et concise les termes techniques utilisés.

**c) Numérotation et titres de rubriques**

La numérotation, les titres et l'ordre des rubriques de la présente annexe sont facultatifs et il n'y a pas d'obligation de les respecter. Il n'est pas nécessaire de répondre aux rubriques qui ne s'appliquent pas ni de donner de réponses négatives. Il n'est pas non plus nécessaire de répéter l'information fournie sous une rubrique.

**PARTIE 2 CONTENU DE LA CIRCULAIRE**

**Rubrique 1 Nom de l'initiateur**

Indiquer le nom de l'initiateur ou, s'il n'est pas constitué en personne morale, le nom complet sous lequel il existe et exerce ses activités.

**Rubrique 2 Nom de l'émetteur visé**

Indiquer le nom de l'émetteur visé ou, s'il n'est pas constitué en personne morale, le nom complet sous lequel il existe et exerce ses activités.

**Rubrique 3 Nom du dirigeant ou de l'administrateur de l'émetteur visé**

Donner le nom de chaque dirigeant et administrateur produisant la circulaire.

**Rubrique 4 Propriété des titres de l'émetteur visé**

Indiquer le nombre, le pourcentage et la désignation des titres en circulation de toutes les catégories de titres de l'émetteur visé qui sont la propriété véritable des personnes suivantes, ou sur lesquels ces personnes exercent une emprise :

a) le dirigeant ou l'administrateur;

b) lorsque cette information est connue après enquête diligente, les personnes avec qui le dirigeant ou l'administrateur a des liens.

Si aucun titre n'est détenu ou ne fait l'objet d'une emprise dans un cas donné, le déclarer.

**Rubrique 5 Acceptation de l'offre**

Déclarer si le dirigeant ou l'administrateur de l'émetteur visé a accepté ou a l'intention d'accepter l'offre et indiquer le nombre de titres qu'il a déposés ou a l'intention de déposer. Lorsqu'elle est connue après enquête diligente, fournir la même information pour chaque personne avec qui il a des liens.

## **Rubrique 6 Propriété des titres de l'initiateur**

Lorsque l'offre est faite par un émetteur ou en son nom, indiquer le nombre, le pourcentage et la désignation des titres en circulation de toutes les catégories de titres de l'initiateur qui sont la propriété véritable des personnes suivantes, ou sur lesquels ces personnes exercent une emprise :

- a) le dirigeant ou l'administrateur;
- b) lorsque cette information est connue après enquête diligente, les personnes avec qui le dirigeant ou l'administrateur a des liens.

Si aucun titre n'est détenu ou ne fait l'objet d'une emprise dans un cas donné, le déclarer.

## **Rubrique 7 Conventions entre l'initiateur et le dirigeant ou l'administrateur**

Donner le détail de toute convention conclue ou projetée entre le dirigeant et l'administrateur, notamment à propos de tout paiement ou autre avantage consenti à titre d'indemnité pour la perte du poste du dirigeant ou de l'administrateur ou à propos de son maintien en fonction ou de la cessation de ses fonctions si l'offre reçoit une suite favorable. Préciser si le dirigeant ou l'administrateur est aussi dirigeant ou administrateur de l'initiateur ou de l'une de ses filiales.

## **Rubrique 8 Conventions entre l'émetteur visé et le dirigeant ou l'administrateur**

Donner le détail de toute convention conclue ou projetée entre l'émetteur visé et le dirigeant ou l'administrateur, notamment à propos de tout paiement ou autre avantage consenti à titre d'indemnité pour la perte du poste du dirigeant ou de l'administrateur ou à propos de son maintien en fonction ou de la cessation de ses fonctions si l'offre reçoit une suite favorable.

## **Rubrique 9 Intérêts des dirigeants et administrateurs dans des opérations importantes de l'initiateur**

Indiquer si le dirigeant ou l'administrateur a des intérêts dans une opération importante conclue par l'initiateur. Dans l'affirmative, préciser la nature et la portée de ces intérêts. Fournir la même information pour une personne avec qui le dirigeant ou l'administrateur a des liens.

## **Rubrique 10 Information supplémentaire**

Lorsqu'une information contenue dans la note d'information établie par l'initiateur a été présentée de façon inexacte ou trompeuse, rétablir les faits.

## **Rubrique 11 Changement important dans les activités de l'émetteur visé**

Donner le détail de toute information connue du dirigeant ou de l'administrateur relativement à un changement important dans les activités de l'émetteur visé depuis la date de ses derniers états financiers annuels ou intermédiaires publiés, si elle n'est pas déjà connue du public et que le dirigeant ou l'administrateur estime qu'elle n'a pas été présentée de la façon voulue dans la note d'information ou dans la circulaire des administrateurs.

## **Rubrique 12 Autre information importante**

Fournir toute autre information connue du dirigeant ou de l'administrateur, mais non encore publiée, qui est susceptible d'avoir une incidence sur la décision des porteurs d'accepter ou de refuser l'offre.

### **Rubrique 13 Recommandation**

Énoncer la recommandation motivée du dirigeant ou de l'administrateur.

### **Rubrique 14 Mention des droits**

Inclure la mention suivante sur les droits relatifs à la présente circulaire prévus par la législation en valeurs mobilières du territoire :

« Les lois sur les valeurs mobilières établies par les autorités législatives au Canada confèrent aux porteurs de titres de l'émetteur visé, en plus des autres droits qu'ils peuvent avoir, le droit de demander la nullité, la révision du prix ou des dommages-intérêts lorsqu'une note d'information, une circulaire ou un avis qui doit leur être transmis contient des informations fausses ou trompeuses. Toutefois, ces diverses actions doivent être exercées dans les délais déterminés. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un conseiller juridique. ».

### **Rubrique 15 Attestation**

Inclure une attestation en la forme suivante signée par le dirigeant ou l'administrateur produisant la circulaire ou en son nom :

« Le présent document ne contient pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omet de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite. ».

### **Rubrique 16 Date de la circulaire**

Indiquer la date de la circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur.

**ANNEXE 62-104A5**  
**AVIS DE CHANGEMENT OU DE MODIFICATION**

**PARTIE 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**a) Expressions définies**

Pour les expressions utilisées mais non définies dans la présente annexe, consulter la partie 1 du présent règlement et la Norme canadienne 14-101, *Définitions*.

**b) Langage simple**

Rédiger l'avis de changement ou de modification de sorte que les lecteurs puissent la comprendre. Appliquer les principes de rédaction en langage simple exposés à l'article 2.6 de l'Instruction générale relative au règlement. Expliquer de façon claire et concise les termes techniques utilisés.

**c) Numérotation et titres de rubriques**

La numérotation, les titres et l'ordre des rubriques de la présente annexe sont facultatifs et il n'y a pas d'obligation de les respecter. Il n'est pas nécessaire de répondre aux rubriques qui ne s'appliquent pas ni de donner de réponses négatives. Il n'est pas non plus nécessaire de répéter l'information fournie sous une rubrique.

**PARTIE 2 CONTENU DE L'AVIS**

**Rubrique 1 Nom de l'initiateur**

**Rubrique 2 Nom de l'émetteur visé (le cas échéant)**

**Rubrique 3 Renseignements contenus dans l'avis**

1) L'avis de changement visé à l'article 2.9 du règlement présente les renseignements suivants :

a) une description du changement dans l'information contenue dans les documents suivants :

- i) la note d'information relative à une offre publique d'achat;
- ii) la note d'information relative à une offre publique de rachat;
- iii) tout avis de changement déjà envoyé conformément à cet article;

b) la date du changement;

c) la date limite de dépôt des titres;

d) la date limite de prise de livraison des titres;

e) la mention du droit de révocation des porteurs.

2) L'avis de modification visé à l'article 2.10 du règlement présente les renseignements suivants :

a) une description de la modification des conditions de l'offre;

b) la date de la modification;

- c)* la date limite de dépôt des titres;
- d)* la date limite de prise de livraison des titres;
- e)* si la date visée au sous-paragraphe *d* est inconnue, une description des obligations juridiques relatives au délai prévu pour la prise de livraison des titres;
- f)* les délais de paiement des titres déposés dont l'initiateur prend livraison;
- g)* la mention du droit de révocation des porteurs.

3) L'avis de changement visé à l'article 2.16 ou au paragraphe 2 de l'article 2.18 du règlement présente une description du changement dans l'information contenue, selon le cas, dans les documents suivants :

- a)* la circulaire des administrateurs;
- b)* tout avis de changement déjà envoyé conformément à l'article 2.16;
- c)* la circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur;
- d)* tout avis de changement déjà envoyé conformément au paragraphe 2 de l'article 2.18.

#### **Rubrique 4 Mention des droits**

Inclure la mention suivante sur les droits relatifs au présent avis prévus par la législation en valeurs mobilières du territoire :

« Les lois sur les valeurs mobilières établies par les autorités législatives au Canada confèrent aux porteurs de titres de l'émetteur visé, en plus des autres droits qu'ils peuvent avoir, le droit de demander la nullité, la révision du prix ou des dommages-intérêts lorsqu'une note d'information, une circulaire ou un avis qui doit leur être transmis contient des informations fausses ou trompeuses. Toutefois, ces diverses actions doivent être exercées dans les délais déterminés. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un conseiller juridique. ».

#### **Rubrique 5 Attestation**

Inclure l'attestation prévue dans la note d'information relative à une offre publique d'achat ou de rachat, la circulaire des administrateurs ou la circulaire d'un dirigeant ou d'un administrateur et modifiée de manière à ce qu'elle vise la note d'information ou la circulaire d'origine ainsi que tout avis de changement ou de modification ultérieur.

#### **Rubrique 6 Date de l'avis**

Indiquer la date de l'avis de changement ou de modification.

# INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 62-104 SUR LES OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT ET DE RACHAT

## PARTIE 1 INTRODUCTION ET OBJET

### 1.1 Application

Le *Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat* (le « règlement ») consolide et harmonise les obligations en matière d'offres publiques d'achat et de rachat au Canada. Il est en vigueur dans tous les territoires.

### 1.2 Objet

La présente instruction générale vise à aider le lecteur à comprendre de quelle façon les autorités provinciales et territoriales en valeurs mobilières interprètent ou appliquent certaines dispositions du règlement et à fournir des directives en ce qui concerne la conduite des parties aux offres publiques d'achat ou de rachat.

## PARTIE 2 RÉGIME APPLICABLE AUX OFFRES

### 2.1 Remarques générales

Le règlement est conçu pour encadrer de façon claire et prévisible les offres publiques d'achat ou de rachat, qui doivent être menées de manière à atteindre trois objectifs principaux :

- l'égalité de traitement des porteurs de titres de l'émetteur visé;
- la fourniture d'information adéquate aux porteurs de titres de l'émetteur visé;
- la transparence et l'impartialité du processus d'offre de façon à ne pas exercer de discrimination injuste entre les porteurs de titres de l'émetteur visé ni de pression sur eux.

Les parties aux offres d'achat ou de rachat sont encouragées à se conduire de façon à atteindre ces objectifs.

### 2.2 Identification de l'initiateur

L'initiateur d'une offre publique d'achat peut regrouper plusieurs personnes, notamment dans le cas d'une offre indirecte, parce que les termes « offre d'acquisition » et « offre publique d'achat » visent des offres directes et indirectes d'acquisition de titres.

Par exemple, une partie (la « partie principale ») qui utilise une entité d'acquisition, une filiale ou un membre du même groupe (l'« initiateur nommé ») pour faire une offre publique d'achat peut elle-même faire une offre indirecte. Dans ce cas, l'initiateur nommé et la partie principale peuvent être initiateurs conjoints, assujettis tous deux aux dispositions du règlement, y compris à celles qui concernent l'attestation et la transmission de la note d'information.

Dans le cas d'une offre publique d'achat faite par une filiale en propriété exclusive, nous estimons que la société mère est initiateur conjoint. Si l'initiateur nommé n'est pas une filiale en propriété exclusive, nous déterminerons si la partie principale est initiateur conjoint en fonction de son rôle, compte tenu notamment des réponses aux questions suivantes :

- La partie principale a-t-elle joué un rôle significatif dans le lancement, le montage et la négociation de l'offre publique d'achat?
- La partie principale contrôle-t-elle certaines conditions de l'offre?
- La partie principale finance-t-elle l'offre, cautionne-t-elle le financement ou concourt-elle à l'obtenir?
- La partie principale contrôle-t-elle directement ou indirectement l'initiateur nommé?
- La partie principale a-t-elle créé ou fait créer l'initiateur nommé?
- Les titres de la partie principale sont-ils offerts en contrepartie?
- La partie principale deviendra-t-elle propriétaire véritable de l'actif ou des titres de l'émetteur visé?

Une réponse affirmative à une de ces questions pourrait signifier, selon nous, que la partie principale fait une offre indirecte et est initiateur conjoint de l'offre.

### **2.3 Conventions accessoires**

En vertu du paragraphe 2 de l'article 2.22 du règlement, il est interdit à l'initiateur de conclure une convention ayant pour effet de fournir à un porteur de titres de l'émetteur visé une contrepartie plus importante que celle qui est offerte aux autres porteurs de titres de la même catégorie. Cette interdiction vise également tout avantage direct ou indirect aux porteurs offert par l'initiateur.

Si une partie est en mesure de prouver qu'une convention donnée a un objet commercial valable et prévoit l'échange de contreparties de même valeur, l'autorité en valeurs mobilières peut la dispenser de cette interdiction en vertu de l'article 7.1 du règlement.

En vertu du paragraphe 3 de l'article 2.22 du règlement, certaines conventions en matière d'emploi ne sont pas visées par l'interdiction prévue au paragraphe 2 de cet article si un comité indépendant établit de bonne foi que la valeur de la contrepartie, déduction faite de tous les coûts correspondants pour le porteur, représente moins de 5 % de la valeur que le porteur croit être en droit de recevoir aux termes de l'offre en échange des titres de participation dont il a la propriété véritable. Nous estimons qu'un comité indépendant se compose uniquement d'administrateurs qui n'ont aucun intérêt dans l'offre ni dans aucune opération ayant à voir avec elle.

### **2.4 Conventions de blocage et accords de soutien**

Il ne faut pas déposer de nouveau les documents visés à l'article 3.2 du règlement qui ont été déjà déposés (par exemple en vertu du Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié ou du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue). L'initiateur doit plutôt adresser à l'autorité en valeurs mobilières une lettre dans laquelle il décrit les conventions déjà déposées au moyen de SEDAR, en indiquant la date de dépôt et le numéro de projet.

### **2.5 Évaluations**

Dans certains territoires, les offres publiques de rachat et les offres publiques d'achat faites par des initiés peuvent devoir faire l'objet d'une évaluation en vertu de la législation en valeurs mobilières. Les initiateurs dont les titres sont inscrits à la cote de la Bourse de croissance TSX peuvent également être visés par des obligations de cet ordre. Dans ces situations, l'initiateur et l'émetteur visé doivent déterminer si les dispositions sur l'évaluation contenues dans la réglementation locale, la *Rule 61-501 Insider Bids, Issuer*

*Bids, Business Combinations and Related Party Transactions* de la CVMO, le *Règlement Q-27 sur les mesures de protection des porteurs minoritaires à l'occasion de certaines opérations* ou la Politique 5.9 de la Bourse de croissance TSX, *Offres par un initié, offres publiques de rachat, regroupements d'entreprises et opérations avec une personne reliée* s'appliquent.

## **2.6 Langage simple**

Une rédaction en langage simple aidera les investisseurs à comprendre l'information et à prendre des décisions éclairées en matière d'investissement :

- faire des phrases courtes;
- employer la voix active;
- s'adresser directement au lecteur en employant les pronoms personnels appropriés;
- éviter les mots superflus;
- organiser le document en sections, paragraphes et phrases clairs et concis;
- éviter le jargon;
- ne pas avoir recours aux glossaires ni aux définitions, à moins qu'ils ne facilitent la compréhension de l'information;
- éviter les formules toutes faites;
- éviter la double négation;
- n'utiliser de termes techniques que dans la mesure nécessaire et les expliquer;
- utiliser des diagrammes, des tableaux et des exemples lorsqu'ils rendent l'information plus facile à comprendre.

## **2.7 Détermination des titres détenus**

Pour l'application des articles 5.5, 5.6, 5.12 et 5.13 du règlement, l'initiateur doit, lorsqu'il détermine le pourcentage de titres avec droit de vote en circulation dont des résidents canadiens ont la propriété directe ou indirecte :

- a) faire des efforts raisonnables pour déterminer les titres qui sont détenus par des personnes inscrites, des institutions financières ou des prête-noms pour le compte de clients qui sont résidents canadiens;
- b) compter les titres qui sont la propriété véritable de résidents canadiens tels qu'ils sont indiqués dans les déclarations d'initiés et les déclarations selon le système d'alerte;
- c) supposer que le client réside dans le territoire ou le territoire étranger où le prête-nom a son établissement principal si, après une enquête diligente, il n'arrive pas à obtenir les renseignements concernant le territoire ou le territoire étranger où réside le client.

Les listes de propriétaires véritables tenues par des intermédiaires conformément à la règle 14a-13 de la SEC prise en vertu de la Loi de 1934 ou à d'autres règlements sur les valeurs mobilières analogues au *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti* peuvent aussi être utiles.

## **2.8 Égalité de traitement**

L'initiateur qui ne fait pas l'offre aux porteurs de titres de l'émetteur visé de tous les territoires contrevient à la règle d'égalité de traitement prévue à l'article 2.6 du règlement en raison du préjudice causé aux porteurs des territoires exclus. Les initiateurs se rappelleront que les autorités en valeurs mobilières des territoires où l'offre est présentée peuvent prononcer une interdiction d'opérations sur les titres visés par l'offre.

## **2.9 Lot irrégulier**

Pour les besoins du paragraphe 2 de l'article 2.23 du règlement, l'initiateur devrait se reporter à la définition de « lot régulier » donnée à l'article 1-101 des Règles de la Bourse de Toronto ou à la Politique 1.1 de la Bourse de croissance TSX pour déterminer ce qui constitue un lot irrégulier. Un lot irrégulier représente un nombre de titres inférieur à un lot régulier.

## **2.10 Système d'alerte**

L'acquisition de la propriété de titres d'un émetteur assujetti au moyen d'achats effectués sur le marché ou de l'émission de titres sur le capital autorisé en vertu d'une offre avec dispense peut donner naissance à l'obligation de publier et de déposer un communiqué et de déposer une déclaration en vertu des articles 6.2 et 6.3 du règlement.

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 62-103 SUR LE SYSTÈME D'ALERTE ET QUESTIONS CONNEXES TOUCHANT LES OFFRES PUBLIQUES ET LES DÉCLARATIONS D'INITIÉS

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V- 1.1, a. 331.1, par. 1° et 34°, et a. 331.2)

1. L'article 1.1 du Règlement 62-103 sur le système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés est modifié :

1° dans le paragraphe 1 :

a) par le remplacement de la définition de « agir de concert » par la suivante :

« « agir de concert » : agir de concert au sens du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat approuvé par l'arrêté ministériel (*indiquer ici le numéro et la date de l'arrêté ministériel approuvant ce règlement*) et, dans le cas où le terme est employé par rapport à une entité, il s'entend dans ce même sens comme si le terme « entité » était employé au lieu de « personne ou société » ou d'un terme similaire; »;

b) par le remplacement, dans la définition de « définitions applicables », des mots « « participation » dans les dispositions sur les offres publiques » par « « titres de l'initiateur » dans le Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat »;

c) par le remplacement de la définition de « dispositions d'interdiction provisoire d'opérations » par la suivante :

« « dispositions d'interdiction provisoire d'opérations » : les dispositions visées au paragraphe 4) de l'article 6.2 du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat; »;

d) par le remplacement, dans la définition de « dispositions sur l'annonce d'acquisitions », de « l'obligation imposée à l'initiateur par la législation en valeurs mobilières » par « l'obligation imposée à l'initiateur par l'article 6.3 du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat » et de « prévu par la législation en valeurs mobilières » par « prévu par le Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat »;

e) par le remplacement de la définition de « dispositions sur les offres publiques » par la suivante :

« « dispositions sur les offres publiques » : les dispositions prévues par le Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat; »;

f) par le remplacement de la définition de « initiateur » par la suivante :

« « initiateur » : l'initiateur au sens du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat; »;

g) par l'insertion, après la définition de « investisseur institutionnel admissible », de la suivante :

« « liens » : les liens au sens du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat; »;

h) par le remplacement de la définition de « offre formelle » par la suivante :

« « offre formelle » : une offre publique d'achat ou une offre publique de rachat faite conformément à la partie 2 du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat; »;

*i)* par le remplacement de la définition de « organisme de placement collectif fermé » par la suivante :

« « organisme de placement collectif fermé » :

*a)* un club d'investissement visé à l'article 2.20 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-20 du 12 août 2005;

*b)* un fonds d'investissement privé visé à l'article 2.21 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription; »;

*j)* par la suppression de la définition de « participation »;

*k)* par le remplacement de la définition de « règles du système d'alerte » par la suivante :

« « règles du système d'alerte » : les règles du système d'alerte prévues à la partie 6 du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat; »;

*l)* par le remplacement de la définition de « titre de participation » par la suivante :

« « titre de participation » : un titre de participation au sens du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat; »;

*m)* par l'insertion, après la définition de « titre de participation », de la suivante :

« « titres de l'initiateur » : les titres de l'initiateur au sens du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat; ».

**2.** L'article 2.1 de ce règlement est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant :

« 1) Sous réserve du paragraphe 2), pour calculer son pourcentage de participation dans une catégorie de titres par rapport aux règles du système d'alerte ou à la partie 4, une entité peut utiliser l'information la plus récente fournie par l'émetteur des titres dans une déclaration de changement important en application de l'article 5.4 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-03 du 19 mai 2005. ».

**3.** L'article 3.1 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *a* du paragraphe 2, des mots « la législation en valeurs mobilières » par « l'article 6.2 ou 6.3 du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat ».

**4.** L'article 3.2 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le paragraphe *b*, des mots « la législation en valeurs mobilières » par « l'article 6.2 ou 6.3 du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat ».

**5.** L'article 5.1 de ce règlement est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b)* l'unité d'exploitation n'est un allié d'aucune autre unité d'exploitation relativement aux titres, sans égard à la disposition sur les personnes réputées agir de concert prévue au paragraphe 2) de l'article 1.7 du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat

et de rachat en vertu de laquelle la société qui fait partie du même groupe que l'initiateur ou la personne avec laquelle il a des liens est réputée agir de concert avec l'initiateur; ».

6. L'article 10.1 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le texte anglais, partout où ils se trouvent, des mots « moratorium provisions » par « moratorium provision ».
7. L'annexe B de ce règlement est abrogée.
8. L'annexe C de ce règlement est abrogée.
9. L'annexe D de ce règlement est remplacée par la suivante :

**« ANNEXE D**

**PROPRIÉTÉ VÉRITABLE**

<b>TERRITOIRE</b>	<b>DISPOSITIONS DE LA LÉGISLATION EN VALEURS MOBILIÈRES</b>
TOUS LES TERRITOIRES	Articles 1.6 et 1.7 du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat
ALBERTA	Articles 5 et 6 du <i>Securities Act</i> (Alberta)
COLOMBIE-BRITANNIQUE	Paragraphe 4 de l'article 1 du <i>Securities Act</i> (Colombie-Britannique)
MANITOBA	Paragraphe 6 et 7 de l'article 1 de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> (Manitoba)
NOUVEAU-BRUNSWICK	Paragraphe 5 et 6 de l'article 1 de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> (Nouveau-Brunswick)
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR	Paragraphe 5 et 6 de l'article 2 du <i>Securities Act</i> (Terre-Neuve-et-Labrador)
NOUVELLE-ÉCOSSE	Paragraphe 5 et 6 de l'article 2 du <i>Securities Act</i> (Nouvelle-Écosse)
ONTARIO	Paragraphe 5 et 6 de l'article 1 de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> (Ontario)
SASKATCHEWAN	Paragraphe 5 et 6 de l'article 2 du <i>The Securities Act, 1988</i> (Saskatchewan) ».

10. L'annexe E de ce règlement est modifiée :

1° par l'insertion, après le paragraphe *e*, du paragraphe suivant :

« (e.1) la valeur, en dollars canadiens, de la contrepartie offerte par titre si l'initiateur a acquis la propriété de titres dans le cadre de l'opération ou de l'événement donnant lieu à l'obligation de déposer le communiqué de presse; »;

2° par l'insertion, dans le paragraphe *i*, de « , en dollars canadiens, » après « la valeur ».

3° par l'addition, après le paragraphe *j*, du paragraphe suivant :

« k) s'il y a lieu, une description de la dispense prévue à la partie 5 du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat dont se prévaut l'initiateur et les faits sur lesquels elle est fondée. ».

**11.** Le présent règlement entre en vigueur le [\*].

## NOTICE AND REQUEST FOR COMMENT

### **Draft Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids and Related Forms and Policy Statement to Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids**

and

### **Draft Regulation to amend Regulation 62-103 respecting The Early Warning System and Related Take-Over Bid and Insider Reporting Issues**

and

### **Draft Repeal of CSA Notice 62-201 relating to Bids Made Only in Certain Jurisdictions**

#### **Introduction**

We, the Canadian Securities Administrators (the CSA), seek comment on draft *Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids* (the Regulation), which introduces a harmonized take-over bid and issuer bid regime across all Canadian jurisdictions. The Regulation

- consolidates and harmonizes most of the requirements and restrictions governing take-over bids and issuer bids and related early-warning requirements in a single regulation,
- updates selected take-over bid and issuer bid provisions, and
- provides exemptions from the bid requirements currently contained in various provincial statutes, regulations and rules.

The Regulation requires the use of specified forms of circulars and notices by persons involved in take-over bids and issuer bids:

- Form 62-104F1 *Take-Over Bid Circular*,
- Form 62-104F2 *Issuer Bid Circular*,
- Form 62-104F3 *Directors' Circular*,
- Form 62-104F4 *Director's or Officer's Circular*, and
- Form 62-104F5 *Notice of Change or Notice of Variation*

(collectively, the Forms).

Draft Policy Statement to *Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids* (the Policy Statement) provides guidance on how the CSA will interpret and apply the Regulation and the Forms.

We are also proposing to make consequential amendments (the Consequential Amendments) to update *Regulation 62-103 respecting The Early Warning System and Related Take-Over Bid and Insider Reporting Issues* (Regulation 62-103). We are publishing the Regulation, Forms and Policy Statement together with the Consequential Amendments for a 90-day comment period.

The Regulation and Consequential Amendments will be implemented as

- rules in British Columbia, Alberta, Manitoba, Ontario, Prince Edward Island, Nova Scotia, New Brunswick and Newfoundland and Labrador,
- regulations in Quebec, the Northwest Territories, Nunavut and Yukon, and

- commission regulations in Saskatchewan,

The text of the Regulation and the Consequential Amendments will be available on websites of CSA members, including the following:

[www.albertasecurities.com](http://www.albertasecurities.com)

[www.bcsc.bc.ca](http://www.bcsc.bc.ca)

[www.msc.gov.on.ca](http://www.msc.gov.on.ca)

[www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca)

[www.gov.ns.ca/nssc](http://www.gov.ns.ca/nssc)

[www.nbsc-cvmnb.ca](http://www.nbsc-cvmnb.ca)

[www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)

[www.sfsc.gov.sk.ca](http://www.sfsc.gov.sk.ca)

## **Background**

The Regulation is designed to harmonize most of the requirements and restrictions governing take-over bids and issuer bids and related early warning requirements across all Canadian jurisdictions, including the four jurisdictions that do not currently regulate bids.

To achieve harmonization, amendments will be needed to securities legislation in those jurisdictions that currently regulate bids. The CSA have recommended to their respective governments legislative amendments and rule-making authority that would remove detailed bid provisions from statutes and substitute general "platform" provisions to enable regulators to harmonize, streamline and update bid requirements in a national rule. Provincial and territorial governments have agreed, in principle, with CSA efforts to further harmonize and streamline securities laws and are considering the proposed Act amendments with a target implementation date by the end of 2006.

Local regulations and rules governing take-over bids and issuer bids in certain jurisdictions will also be repealed. Notice of those proposed repeals may be published separately in each jurisdiction.

## **Purpose and Benefits**

The Regulation will eliminate duplication and inconsistencies in existing take-over bid and issuer bid regimes and codify discretionary exemptions that we have routinely granted.

At present, nine jurisdictions have similar but not identical take-over bid and issuer bid requirements. Offerors that wish to conduct a multi-jurisdictional take-over bid or issuer bid must familiarize themselves with the regimes of the jurisdictions in which offeree security holders are located. This typically necessitates consulting the various acts, regulations and rules of the different jurisdictions. On implementation of the Regulation, offerors and other market participants will generally have to look no further than the Regulation for a single set of requirements and restrictions governing a bid made in Canada.

Where possible, we have organized existing requirements, restrictions and exemptions in chronological order to make them more straightforward. We have modified the scope of various current exemptions and introduced several new exemptions in response to a number of relatively routine exemptive relief applications. These changes should yield additional benefits to market participants.

## **Summary of Key Features of the Regulation**

### ***Part 1 Definitions and Interpretation***

Part 1 of the Regulation identifies defined terms used in the Regulation. We have added a definition of "person" that includes an individual, corporation, partnership, trust or fund for purposes of the Regulation. We have also modified the definition of issuer bid to exclude gifts and bids that are a step in a business combination or reorganization. We have also defined several terms such as "offer to acquire" and "offeror" for the purposes of the various *Securities Acts* and this Regulation.

For purposes of determining when a person is acting jointly or in concert, we have introduced a deeming provision in section 1.7 of the Regulation in respect of certain specified persons. Associates of the offeror will only be presumed to be acting jointly or in concert with the offeror, which for most jurisdictions represents no change. Under the existing securities legislation of most jurisdictions the following are presumed to be acting jointly or in concert with an offeror in determining whether the take-over bid and early warning thresholds have been triggered and integration requirements apply:

- (a) every person or company that, as a result of any agreement, commitment or understanding with the offeror or with any person or company acting jointly or in concert with the offeror, acquires or offers to acquire securities of the same class as those subject to the offer to acquire;
- (b) every person or company, that as a result of any agreement, commitment or understanding with the offeror or with any person or company acting jointly or in concert with the offeror, intends to exercise jointly or in concert with the offeror or with any person acting jointly or in concert with the offeror any voting rights attaching to any securities of the offeree issuer;
- (c) every affiliate of the offeror; and
- (d) every associate of the offeror.

However, under the existing securities legislation of at least one jurisdiction, both affiliates and associates of the offeror are currently deemed to be acting jointly or in concert with the offeror. The Regulation would establish a deeming provision for the persons or companies in paragraphs (a), (b) and (c). In most jurisdictions this change means that a deeming provision would replace a presumption for determining the status of persons or companies in paragraphs (a), (b) and (c) above, but in at least one jurisdiction, associates of an offeror would now only be presumed to be acting jointly or in concert instead of being deemed to be acting jointly or in concert with the offeror. In our view, these relationships are of such significance that any purchases made by persons in these circumstances should come within the ambit of the Regulation. The persons and companies identified in paragraph (d) would be subject to a rebuttable presumption due to the range of entities that might be caught by a deeming provision including persons who have no relevant connection to the acquisition activities of the offeror. Although a deeming provision may be the subject of exemptive relief, it is intended that a deeming provision cannot be rebutted by evidence to the contrary unlike a presumption.

### ***Part 2 Bids***

Part 2 of the Regulation consists of five divisions dealing with the formal bid process:

*Division 1* - focuses on restrictions on acquisitions or sales prior to, during and after the bid. These restrictions are similar to the current restrictions on acquisitions found in existing take-over bid and issuer bid regimes.

*Division 2* - outlines the procedures to be followed when making a bid, including making the bid to all security holders in Canada, methods for delivery of bid circulars and notices of change or variation, and obtaining the consent of experts. These procedures do not differ significantly from current procedures in place under existing bid regimes.

*Division 3* - deals with the obligations of an offeree issuer relating to the preparation and delivery of a directors' circular and related notices of change or variation to its security holders. These obligations remain essentially unchanged from current obligations of offeree issuers under existing securities legislation.

*Division 4* - sets out the obligations of the offeror, including requirements for identical consideration and adequate financial arrangements for cash bids, which are very similar to their current counterparts

in existing legislation. We have, however, introduced some modifications to the current variation, collateral benefit and proportionate take-up and payment provisions.

A key change contained in Division 4 is the addition of the restriction in subsection 2.21(3) of the Regulation which restricts the type of variations to the terms of an offer that an offeror is permitted to make after a bid has commenced. An offeror would not be able to

- lower the consideration offered under the bid,
- change the form of consideration offered under the bid, other than to add to the consideration already offered under the bid,
- lower the proportion of outstanding securities for which the bid is made, or
- add new conditions.

The variations listed make the terms of the bid less favourable to offeree security holders. We are concerned that a notice of variation would not provide security holders of the offeree issuer with sufficient time or disclosure to consider these types of changes. We are seeking comment on whether changes of this nature to a bid are so fundamental to the bid that they should trigger a new bid.

The purpose of the bid requirements is to ensure that offeree security holders are provided with sufficient time and information to make an informed decision about tendering to the offer. Offerors have a responsibility to launch their bid on appropriate terms. These restrictions do not limit the type of conditions that an offeror can attach to a bid.

Current take-over bid requirements generally prohibit offeree security holders from being offered different consideration for their targeted securities. We frequently deal with the issue of whether employment contracts, often designed to encourage key personnel of the offeree issuer to remain in place in the event that a bid is successful, constitute a prohibited collateral benefit, and discretionary relief is often sought and routinely granted.

To address this issue, the collateral agreement prohibition in section 2.22 of the Regulation incorporates a provision that makes it clear that the collateral benefit prohibition under certain conditions excludes consideration offered and paid under employment compensation, severance or other employee benefit arrangements entered into with employees or directors of the offeree issuer. This should reduce or eliminate the necessity for discretionary relief. Coincidentally, the issue is also being considered in the US and we will monitor the US developments during our comment period.

The proportionate take-up and payment provision in section 2.23 of the Regulation has also been drafted to exclude the popular modified “dutch auction” process and odd lot purchases from the strict application of the proportionate take-up requirements to issuer bids. This change is intended to eliminate the need for exemptive relief under the existing requirement.

*Division 5* - deals with bid mechanics such as the minimum deposit period, prohibition on take-up, withdrawal rights, take-up and payment for deposited securities, and return of deposited securities. Sections 2.30 and 2.31 are new provisions requiring the prompt issuance and filing of a news release on the expiry of a bid and when an offeror knows that it will not take-up securities deposited under a bid. The offeror must also promptly return the securities to the security holder.

### ***Part 3 General***

Part 3 contains provisions related to the language of bid documents, the filing of documents such as lock-up and support agreements by the offeror, and certification of circulars and notices by authorized officers and directors of the offeror or offeree issuer.

Section 3.2 imposes a new filing requirement under which an offeror would be obligated to file copies of documents related to the take-over bid, including agreements between an offeror and a security holder of the offeree issuer, directors or officers of the offeree issuer, the offeree issuer itself, or any other material agreement that the offeror has access to that affects control of the offeree issuer if those documents have not already been filed. The purpose of this requirement is to provide greater transparency regarding agreements that affect control as well as to address the ambiguity and mixed practice as to whether current early warning requirements require the filing of some of these agreements. Lastly, this requirement would create a more level playing field with merger and acquisition transactions subject to a vote of all shareholders as issuers are already obligated to file many of these documents under Part 12 of *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*, if they have access to them.

Section 3.4 of the Regulation obligates any non-corporate entity such as an income trust that is the target of a take-over bid to provide a list of its security holders at the request of the offeror. This will ensure that an offeror has the right to obtain a list of offeree security holders regardless of the structure of the offeree issuer.

#### ***Part 4 Required Forms***

Part 4 of the Regulation identifies the five forms of circulars and notices required to be used by offerors and offeree issuers under the Regulation. These include a form of notice of change or variation. The existing notice of intention to make an issuer bid would be replaced by an obligation to promptly issue and file a news release.

#### ***Part 5 Exemptions***

Part 5 sets out exemptions from the bid requirements in Part 2 of the Regulation, many of which are based on current exemptions in existing securities legislation. Notable changes have been made to the “private agreement” exemption and we have also added two new take-over bid and issuer bid exemptions.

Key features of various exemptions are summarized below:

- The “private agreement” exemption in section 5.3 of the Regulation, like its current counterpart, provides that an offer to purchase made to not more than 5 persons is exempt from the requirements of Part 2. We have addressed a current area of uncertainty by clarifying that the exemption cannot be relied on for additional purchases by the same offeror.

The Regulation provides that offerors relying on the “private agreement” exemption in section 5.3 must complete their purchases within 6 months of the initial purchase and are restricted to using the exemption only once in relation to that offeree issuer. There is a carve-out for intra-group transactions. The most significant proposed change is the restriction on the number of times an offeror may make use of the exemption. In our view, this restriction is necessary to ensure that the exemption is used for its original purpose of allowing limited transfers by groups of controlling security holders rather than for the purpose of avoiding the formal bid requirements by characterizing the bid as a series of exempt “private agreements”. Permitting an offeror to make continuous exempt purchases of a small number of securities effectively drains the control premium from minority security holders and is inconsistent with the equal treatment principles of the bid requirements.

- Sections 5.5 and 5.12 of the Regulation provide new exemptions for take-over bids and issuer bids where the bulk of the targeted securities (more than 90%) are held outside Canada and the offeror is a foreign issuer. These provisions allow a bid to be made to Canadian residents in accordance with the offeror’s home-jurisdiction rules, provided the consideration offered to Canadian residents is substantially similar to that offered to security holders in the offeror’s home jurisdiction.

- Sections 5.6 and 5.13 of the Regulation provide harmonized *de minimis* exemptions for take-over bids and issuer bids where there are fewer than 50 beneficial owners of securities of the targeted subject in the jurisdiction and their targeted securities held in the jurisdiction constitute less than 2% of the total outstanding.
- Section 5.8 of the Regulation provides an exemption for issuer bids where the acquisition is being made from current or former employees, executive officers, directors or consultants. This exemption has been expanded in scope to include executive officers, directors and consultants and tracks the wording of the exemption from the prospectus and registration requirements in section 2.24 of *Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions*.

### **Part 6 Early Warning**

The early warning provisions in existing securities legislation of those jurisdictions that currently regulate bids have been harmonized and moved into Part 6 of the Regulation.

### **Part 7 Exemption**

Part 7 allows the regulator or securities regulatory authority to grant an exemption from the requirements of the Regulation

### **Part 8 Transition**

Part 8 provides for a transitional provision that will allow offerors that have commenced a bid under the existing bid requirements prior to the Regulation being implemented to complete their bid in accordance with the existing bid requirements.

### **Valuation**

The Regulation does not address valuation and other requirements for insider bids and related party transactions (which may arise in a take-over bid) currently found in Ontario Securities Commission Rule 61-501 *Insider Bids, Issuer Bids, Business Combinations and Related Party Transactions*, Quebec Regulation Q-27 *Respecting Protection of Minority Securityholders in the Course of Certain Transactions* and in TSX Venture Exchange Policy 5.9 *Insider Bids, Issuer Bids, Business Combinations and Related Party Transactions*. These rules and policy do not form part of the Regulation 62-104 harmonization project.

### **Forms**

The Forms would modify and modernize the requirements of existing local forms in those jurisdictions that currently regulate bids.

Modifications to the Forms include the addition of general instructions at the beginning of each form, dealing with such things as defined terms, plain language, numbering and headings and incorporation of information by reference where appropriate. The prescribed statement of rights in each of the Forms has also been modified to include the right of price revision provided for under Quebec securities legislation.

*Form 62-104F1* sets out the disclosure required to be provided by an offeror in its take-over bid circular. A number of disclosure items in this form have been reordered and modified. The form explicitly permits offerors that are eligible to use the short form prospectus system under *Regulation 44-101 respecting Short Form Prospectus Distributions* to incorporate by reference previously filed information (such as financial statements) required where securities are provided as consideration.

*Form 62-104F2* sets out the disclosure required to be provided by an issuer making an issuer bid. A number of disclosure items in this form have been reordered and modified. The form explicitly permits issuers that are eligible to use the short form prospectus system under *Regulation 44-101 respecting*

*Short Form Prospectus Distributions* to incorporate by reference previously filed information (such as financial statements) required where securities are provided as consideration.

*Form 62-104F3* sets out the disclosure required to be included in a circular prepared and circulated by the board of directors of an offeree issuer.

*Form 62-104F4* sets out the disclosure required to be included in a individual director's or officer's circular.

*Form 62-104F5* sets out the disclosure required to be included in a notice of change or variation.

### ***Policy Statement***

The Policy Statement provides guidance on how we will interpret and apply the Regulation and Forms. The contents of several CSA policies and notices have been modernized and incorporated into the Policy Statement. As a result, the following CSA policies and notices will be repealed or withdrawn:

- *Notice 62-201 relating to Bids Made Only in Certain Jurisdictions* (Notice 62-201),
- *CSA Notice 62-301 Implementation of Zimmerman Amendments Governing the Conduct of Take-Over Bids and Issuer Bids*,
- *CSA Staff Notice 62-303 Identifying the Offeror in a Take-Over Bid*, and
- *CSA Staff Notice 62-304 Conditions in Financing Arrangements for Take-Over Bids and Issuer Bids*.

### **Related Amendments**

#### **Amendments to Regulation 62-103**

The Consequential Amendments would amend Regulation 62-103 to update definitions, early warning procedures and the various appendices. In Québec, the text of the Consequential Amendments is set out in a separate document, and in the rest of Canada, in **Schedule 1** to this Notice.

#### **Local Repeals**

The list of proposed repeals of local take-over bid and issuer bid rules or regulations in a particular jurisdiction is set out in **Schedule 2** to this Notice published in that particular jurisdiction or may be published separately in each jurisdiction. Some jurisdictions may need to implement the Regulation using a local implementing rule. Jurisdictions that must do so will separately publish the implementing rule.

#### **Alternatives Considered**

No other alternatives were considered.

#### **Anticipated Costs and Benefits**

The Regulation and Forms will harmonize and modify most of the requirements and restrictions governing take-over bids, issuer bids and related early warning requirements across Canadian jurisdictions. We believe that harmonizing these requirements will ease the regulatory burden of issuers by reducing the sheer number of requirements that would otherwise require consideration. Modifications to the existing requirements and restrictions include changing the scope of certain current exemptions and the introduction of several new exemptions in response to routine exemptive relief applications. In our view, the Regulation and Forms will impose little, if any, additional costs on market participants.

#### **Unpublished Materials**

No unpublished study, report, or other written materials were relied on in proposing the Regulation, Forms, Policy Statement, Consequential Amendments or the repeal of Notice 62-201.

### **Request for Comment**

We request your comments on the Regulation and related amendments to Regulation 62-103. In addition to any general comments you may have, we also invite comments on the following specific questions.

1. *Acting jointly or in concert* – When determining whether or not certain persons are acting jointly or in concert with an offeror, is the proposed distinction between the use of a rebuttable presumption and a deeming provision appropriate with respect to the various persons listed? If so, why? If not, why not?

2. *Restriction on variation of bids* – Are the proposed restrictions on certain variations of bids appropriate? If so, why? If not, why not?

3. *Collateral benefit prohibition* - Does the new collateral agreement provision in section 2.22 of the Regulation provide appropriate relief? If so, why? If not, why not?

4. *Filing agreements* - Does the new requirement in section 3.2 of the Regulation to file agreements related to a take-over bid meet the stated policy objectives? If so, why? If not, why not?

5. *Private agreement exemption* - Does the proposed amendment to the private agreement exemption meet the policy objectives of the exemption? Given the relative reduction in levels of commissions and brokerage fees and the general increase in liquidity since the private agreement exemption was first established, is the maximum 15% premium (including brokerage fees or commissions) to the market price of the securities acquired currently allowed by the exemption excessive? Would a 10% maximum premium be preferable? Should the exemption be eliminated entirely? If so, why? If not, why not?

6. *Early warning system* - Should the early warning requirements be located in Regulation 62-103 with other related early warning matters rather than in Part 6 of the Regulation. If so, why?

### **How to Provide Your Comments**

Please provide your comments by July 28, 2006.

Please e-mail your submission as indicated below, but address your submission to all of the CSA member commissions, as follows:

Autorité des marchés financiers  
Alberta Securities Commission  
British Columbia Securities Commission  
Manitoba Securities Commission  
New Brunswick Securities Commission  
Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
Registrar of Securities, Department of Justice, Government of the Northwest Territories  
Nova Scotia Securities Commission  
Registrar of Securities, Legal Registries Division, Department of Justice, Government of Nunavut  
Ontario Securities Commission  
Prince Edward Island Securities Office  
Saskatchewan Financial Services Commission  
Registrar of Securities, Government of Yukon

You do not need to deliver your comments to all of the CSA member commissions. Please deliver your comments to the two addresses that follow, and they will be distributed to all other jurisdictions by CSA staff.

Anne-Marie Beaudoin  
Directrice du secrétariat  
Autorité des marchés financiers  
Tour de la Bourse  
800, square Victoria  
C.P. 246, 22e étage  
Montréal, Québec  
H4Z 1G3  
Fax:(514) 864-6381  
e-mail: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

Marsha Manolescu  
Alberta Securities Commission  
400 - 300 - 5<sup>th</sup> Avenue S.W.  
Calgary, Alberta  
T2P 3C4  
Fax: (403) 297-2091  
e-mail: [marsha.manolescu@seccom.ab.ca](mailto:marsha.manolescu@seccom.ab.ca)

If you are not able to send your comments by e-mail, please send a diskette containing your comments in Word.

We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires that a summary of the written comments received during the comment period be published.

### **Questions**

Questions relating to this notice may be referred to:

Rosetta Gagliardi  
Conseillère en réglementation  
Autorité des marchés financiers  
(514) 395-0558, poste 4462  
[rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca](mailto:rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca)

Rosann Youck  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
British Columbia Securities Commission  
(604) 899- 6656 or (800) 373-6393 (if calling from BC or Alberta)  
[ryouck@bcsc.bc.ca](mailto:ryouck@bcsc.bc.ca)

Marsha Manolescu  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
Alberta Securities Commission  
(403) 297-2091  
[marsha.manolescu@seccom.ab.ca](mailto:marsha.manolescu@seccom.ab.ca)

Dean Murrison  
Deputy Director, Legal/Registration  
Securities Division  
Saskatchewan Financial Services Commission  
(306) 787-5879  
[dmurrison@sfsc.gov.sk.ca](mailto:dmurrison@sfsc.gov.sk.ca)

Chris Besko  
Legal Counsel -Deputy Director  
The Manitoba Securities Commission  
(204) 945-2561  
[cbesko@gov.mb.ca](mailto:cbesko@gov.mb.ca)

Naizam Kanji  
Manager, Mergers & Acquisitions  
Ontario Securities Commission  
(416) 593-8060  
[nkanji@osc.gov.on.ca](mailto:nkanji@osc.gov.on.ca)

Shirley Lee  
Staff Solicitor  
Nova Scotia Securities Commission  
(902) 424-5441  
[leesp@gov.ns.ca](mailto:leesp@gov.ns.ca)

Susan Powell  
New Brunswick Securities Commission  
(506) 658-3117  
[susan.powell@nbsc-cvmnb.ca](mailto:susan.powell@nbsc-cvmnb.ca)

**April 28, 2006**

## REGULATION 62-104 RESPECTING TAKE-OVER BIDS AND ISSUER BIDS

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (1), (8), (11), (21) and (34), and s. 331.2)

### PART 1 DEFINITIONS AND INTERPRETATION

#### 1.1 Definitions

For the purposes of this Regulation:

“*associate*”, when used to indicate a relationship with a person, means

(a) an issuer of which the person beneficially owns or controls, directly or indirectly, voting securities entitling the person to more than 10% of the voting rights attached to outstanding securities of the issuer,

(b) any partner of the person,

(c) any trust or estate in which the person has a substantial beneficial interest or in respect of which a person serves as trustee or in a similar capacity,

(d) a relative of that person, including

(i) the spouse or, in Alberta, adult interdependent partner of that person,

or

(ii) a relative of the person’s spouse or, in Alberta, adult interdependent partner if the relative has the same home as that person;

“*bid*” means a take-over bid or an issuer bid;

“*business day*” means a day other than a Saturday, Sunday or a statutory holiday in the local jurisdiction;

“*class of securities*” includes a series of a class of securities;

“*equity security*” means a security of an issuer that carries a residual right to participate in the earnings of the issuer and, on liquidation or winding up of the issuer, in its assets;

“*issuer bid*” means an offer to acquire or redeem securities of an issuer made by the issuer to one or more persons, any of whom are in the local jurisdiction and also includes an acquisition or redemption of securities of the issuer by the issuer from those persons, but does not include an offer to acquire, acquisition or redemption

(a) of debt securities that are not convertible into securities other than debt securities,

(b) in which no valuable consideration is offered or paid by the issuer, or

(c) that is a step in an amalgamation, merger, reorganization or arrangement that requires the approval in a vote of the security holders;

“*marketplace*” has the same meaning as in National Instrument 21-101 *Marketplace Operation*;

*“offer to acquire”* means

- (a) an offer to purchase, or a solicitation of an offer to sell, securities,
- (b) an acceptance of an offer to sell securities, whether or not the offer has been solicited, or
- (c) any combination of the above;

*“offeree issuer”* means the issuer whose securities are the subject of a take-over bid or an issuer bid;

*“offeror”* means a person that makes a take-over bid, an issuer bid or other offer to acquire;

*“offeror’s securities”* means securities of an offeree issuer beneficially owned, or over which control or direction is exercised, on the date of an offer to acquire, by an offeror or any person acting jointly or in concert with the offeror;

*“person”* includes

- (a) an individual,
- (b) a corporation,
- (c) a partnership, trust, fund and an association, syndicate, organization or other organized group of persons, whether incorporated or not, and
- (d) an individual or other person in that person’s capacity as a trustee, executor, administrator or personal or other legal representative;

*“published market”* means, with respect to any class of securities, a marketplace on which the securities are traded, if the prices at which they have been traded on that marketplace are regularly

- (a) disseminated electronically, or
- (b) published in a newspaper or business or financial publication of general and regular paid circulation;

*“recognized exchange”* means either the Toronto Stock Exchange or the TSX Venture Exchange;

*“subsidiary”* means an issuer that is controlled directly or indirectly by another issuer and includes a subsidiary of that subsidiary;

*“take-over bid”* means an offer to acquire outstanding voting securities or equity securities of a class made to one or more persons, any of whom are in the local jurisdiction, where the securities subject to the offer to acquire, together with the offeror’s securities, constitute in the aggregate 20 per cent or more of the outstanding securities of that class of securities at the date of the offer to acquire.

## **1.2 Definitions for purposes of the Act**

- (1) For the purposes of the Act,
  - (a) *“offer to acquire”* has the same meaning as in this Regulation, and
  - (b) *“offeror”* has the same meaning as in this Regulation.

(2) For the purposes of the definition of “*issuer bid*” in the Act, the prescribed class of bids is that set out in the definition of “*issuer bid*” in this Regulation.

(3) For the purposes of the definition of “*take-over bid*” in the Act, the prescribed class of bids is that set out in the definition of “*take-over bid*” in this Regulation.

### **1.3 Controlled Entities**

An issuer is controlled by a person if

(a) voting securities of the issuer are held, other than by way of security only, by or for the benefit of that person, and

(b) the voting rights attached to those voting securities are entitled, if exercised, to elect a majority of the directors of the issuer.

### **1.4 Computation of time and expiry of bid**

In this Regulation,

(a) a period of days is to be computed as

(i) beginning on the day following the event that began the period, and

(ii) ending at 5:00 p.m. on the last day of the period if that day is a business day or ending at 5:00 p.m. on the next business day if the last day of the period does not fall on a business day; and

(b) a bid expires at the later of

(i) the end of the period, including any extension, during which securities may be deposited pursuant to the bid, and

(ii) the time at which the offeror becomes obligated by the terms of the bid to take up or reject securities deposited under the bid.

### **1.5 Convertible securities**

In this Regulation,

(a) a security is deemed to be convertible into a security of another class if, whether or not on conditions, it is or may be convertible into or exchangeable for, or if it carries the right or obligation to acquire, a security of the other class, whether of the same or another issuer, and

(b) a security that is convertible into a security of another class is deemed to be convertible into a security or securities of each class into which the second mentioned security may be converted, either directly or through securities of one or more other classes of securities that are themselves convertible.

### **1.6 Deemed beneficial ownership**

(1) In determining the beneficial ownership of securities of an offeror or of any person acting jointly or in concert with the offeror, at any given date, any security or right or obligation permitting or requiring the offeror or the person acting jointly or in concert with the offeror, whether or not on conditions, to acquire a security, including an unissued security, of a particular class within 60 days by a single transaction or a series of linked transactions is deemed to be a security of a particular class.

(2) A security or right or obligation described in subsection (1) is deemed to be outstanding for the purpose of calculating the number of outstanding securities of that class in respect of the offeror's offer to acquire or acquisition.

(3) If two or more offerors acting jointly or in concert make one or more offers to acquire securities of a class, the securities subject to any such offer or offers to acquire are deemed to be securities subject to the offer to acquire of each such offeror for the purpose of determining whether any such offeror is making a take-over bid.

### **1.7 Acting jointly or in concert**

(1) For the purposes of this Regulation, it is a question of fact as to whether a person is acting jointly or in concert with an offeror.

(2) The following are deemed to be acting jointly or in concert with an offeror:

(a) every person that, as a result of any agreement, commitment or understanding with the offeror or with any person acting jointly or in concert with the offeror, acquires or offers to acquire securities of the same class as those subject to the offer to acquire;

(b) every person that, as a result of any agreement, commitment or understanding with the offeror or with any person acting jointly or in concert with the offeror, intends to exercise jointly or in concert with the offeror or with any person acting jointly or in concert with the offeror any voting rights attaching to any securities of the offeree issuer; and

(c) every affiliate of the offeror.

(2) Every associate of the offeror is presumed to be acting jointly and in concert with the offeror.

(3) Despite subsection (2) or (3), a registered dealer acting solely in an agency capacity for the offeror in connection with a bid and not executing principal transactions in the class of securities subject to the offer to acquire or performing services beyond customary dealer's functions is not to be deemed or presumed, as the case may be, solely by reason of the agency relationship to be acting jointly or in concert with the offeror in connection with the bid.

### **1.8 Application to direct or indirect offers**

In this Regulation, a reference to an offer to acquire or to the acquisition or ownership of securities or to control or direction over securities shall be construed to include a direct or indirect offer to acquire or the direct or indirect acquisition or ownership of securities, or the direct or indirect control or direction over securities, as the case may be.

## **PART 2 BIDS**

### **Division 1: Restrictions on Acquisitions or Sales**

#### **2.1 Definition of offeror**

In this Division, "*offeror*" means

(a) an offeror making a bid that is not exempt under Part 5,

(b) a person acting jointly or in concert with an offeror referred to in paragraph (a),

(c) a control person, or an affiliate of a control person, of an offeror referred to in paragraph (a), or

(d) a person that has a relationship described in paragraphs 1.7(2)(a) or (b) with a control person of an offeror referred to in paragraph (a).

## **2.2 Restrictions on acquisitions during take-over bid**

(1) An offeror must not offer to acquire, or make or enter into an agreement, commitment or understanding to acquire beneficial ownership of any securities of the class that are subject to a take-over bid otherwise than under the bid on and from the day of the announcement of the offeror's intention to make the bid until the bid's expiry.

(2) Subsection (1) does not apply to an agreement between a security holder and the offeror to the effect that the security holder will, in accordance with the terms and conditions of a take-over bid that is not exempt under Part 5, deposit the security holder's securities under the bid.

(3) Despite subsection (1), an offeror may purchase securities of the class that are subject to the take-over bid and securities convertible into securities of that class beginning on the third business day following the date of the bid until the expiry of the bid if

(a) the intention to make those purchases is stated in the take-over bid circular,

(b) the aggregate number of securities beneficially acquired under this subsection does not constitute in excess of 5% of the outstanding securities of that class as at the date of the bid,

(c) the purchases are made in the normal course through the facilities of a recognized exchange,

(d) the offeror issues and files a news release immediately after the close of business of the recognized exchange on each day on which securities have been purchased under this subsection disclosing the following information:

(i) the name of the purchaser,

(ii) if the purchaser is a person referred to in paragraph 2.1(b), (c) or (d), the relationship of the purchaser and the offeror,

(iii) the number of securities purchased on the day for which the news release is required,

(iv) the highest price paid for the securities on the day for which the news release is required,

(v) the aggregate number of securities purchased through the facilities of the recognized exchange,

(vi) the average price paid for the securities that were purchased through the facilities of the exchange, and

(vii) the total number of securities owned by the purchaser after giving effect to the purchases that are the subject of the news release,

(e) any broker acting for the offeror does not, in regard to the purchases, perform services beyond the customary broker's functions and does not receive more than the usual fees or commissions charged for comparable services performed by the broker in the normal course,

(f) the offeror or any person acting for the offeror does not solicit or arrange for the solicitation of offers to sell securities of the class subject to the bid, except for the solicitation by the offeror or members of the soliciting dealer group under the take-over bid, and

(g) the seller or any person acting for the seller does not, to the knowledge of the offeror, solicit or arrange for the solicitation of offers to buy securities of the class subject to the bid.

### **2.3 Restrictions on acquisitions during issuer bid**

(1) An offeror making an issuer bid must not offer to acquire, or make or enter into an agreement, commitment or understanding to acquire, beneficial ownership of any securities of the class that are subject to an issuer bid, or securities that are convertible into securities of that class, otherwise than under the bid on and from the day of the announcement of the offeror's intention to make the bid until the bid's expiry.

(2) Subsection (1) does not prevent the offeror from purchasing, redeeming or otherwise acquiring any securities of the class subject to the bid during this period in reliance on an exemption under paragraph 5.7(a), (b) or (c).

### **2.4 Restrictions on pre-bid and post-bid acquisitions during take-over bid**

(1) If within the period of 90 days immediately preceding a take-over bid, an offeror acquired beneficial ownership of securities of the class subject to the bid in a transaction not generally available on identical terms to holders of that class of securities,

(a) the offeror must offer

(i) consideration for securities deposited under the bid at least equal to and in the same form as the highest consideration that was paid on a per security basis under the transaction, or

(ii) at least the cash equivalent of that consideration, and

(b) the offeror must offer to acquire under the bid that percentage of the securities of the class subject to the bid that is at least equal to the highest percentage that the number of securities acquired from a seller in that prior transaction was of the total number of securities of that class beneficially owned by that seller at the time of that prior transaction.

(2) Subsection (1) does not apply if the transaction that occurred within 90 days immediately preceding the bid was

(a) a trade in a security of the issuer that had not been previously issued, or

(b) a trade by or on behalf of the issuer in a previously issued security of that issuer that had been redeemed or purchased by, or donated to, that issuer.

(3) During the period beginning with the expiry of a take-over bid and ending at the end of the 20<sup>th</sup> business day after that, whether or not any securities are taken up under the bid, an offeror must not acquire beneficial ownership of securities of the class that were subject to the bid except by way of a transaction that is generally available to holders of that class of securities on terms identical to those under the bid.

(4) Despite subsections (1) and (3), an offeror may make purchases in the normal course through the facilities of a recognized exchange if

(a) any broker acting for the offeror does not, in regard to the purchases, perform services beyond the customary broker's functions and does not receive more than

the usual fees or commissions charged for comparable services performed by the broker in the normal course,

(b) the offeror or any person acting for the offeror does not solicit or arrange for the solicitation of offers to sell securities of the class subject to the bid, except for the solicitation by the offeror or members of the soliciting dealer group under the take-over bid, and

(c) the seller or any person acting for the seller does not, to the knowledge of the offeror, solicit or arrange for the solicitation of offers to buy securities of the class subject to the bid.

## **2.5 Sales during bid prohibited**

(1) Except pursuant to the bid, an offeror must not sell, or make or enter into an arrangement, agreement, commitment or understanding to sell, any securities of the class subject to the bid, or securities that are convertible into securities of that class, on and from the day of the announcement of the offeror's intention to make the bid until the bid's expiry.

(2) Despite subsection (1), an offeror may, before the expiry of a bid, make or enter into an arrangement, agreement, commitment or understanding to sell securities that may be taken up by the offeror under the bid, after the expiry of the bid, if the intention to sell is disclosed in the bid circular.

(3) Subsection (1) does not apply to an offeror under an issuer bid in respect of the issue of securities pursuant to a dividend plan, dividend reinvestment plan, employee purchase plan or another similar plan.

## **Division 2: Making a Bid**

### **2.6 Bid made to all security holders**

An offeror must make the bid to all holders of the class of securities subject to the bid who are in the local jurisdiction by sending the bid to

(a) the holders of that class of securities whose last address as shown on the books of the offeree issuer is in the local jurisdiction, and

(b) the holders of securities that, before the expiry of the deposit period referred to in section 2.25, are convertible into securities of that class, whose last address as shown on the books of the offeree issuer is in the local jurisdiction.

### **2.7 Commencement of bid**

(1) An offeror must commence a take-over bid by

(a) publishing an advertisement containing a summary of the take-over bid in at least one major daily newspaper of general and regular paid circulation in the local jurisdiction, and in Québec, a daily French language newspaper, or

(b) sending the take-over bid to security holders as required by section 2.6.

(2) An issuer bid must be commenced by sending the bid to security holders as required by section 2.6.

### **2.8 Offeror's circular**

(1) An offeror must send, with or as part of a take-over bid or issuer bid, a bid circular in the required form.

(2) If a take-over bid is commenced by way of an advertisement under paragraph 2.7(1)(a), the offeror must

(a) on or before the date of first publication of the advertisement, deliver the bid to the offeree issuer's principal office and file the bid and the advertisement,

(b) on or before the date of first publication of the advertisement, request from the offeree issuer a list of security holders referred to in section 2.6, and

(c) not later than 2 business days after receipt of the list of security holders referred to in paragraph (b), send the bid, including the bid circular, to those security holders.

(2) If a take-over bid is commenced under paragraph 2.7(1)(b), the offeror must file the bid and deliver it to the offeree issuer's principal office on the day the bid is sent, or as soon as practicable after that.

(3) An offeror making an issuer bid must file the issuer bid on the day the bid is sent or as soon as practicable after that.

## **2.9 Change in Information**

(1) If, before the expiry of a take-over bid or issuer bid or after the expiry of the bid but before the expiry of all rights to withdraw the relevant securities, a change has occurred in the information contained in the bid circular or any notice of change or notice of variation that would reasonably be expected to affect the decision of the security holders of the offeree issuer to accept or reject the bid, the offeror must promptly

(a) issue and file a news release, and

(b) deliver a notice of the change to every person to whom a bid circular was required to be sent and whose securities were not taken up before the date of the change.

(2) Subsection (1) does not apply to a change that is not within the control of the offeror or of an affiliate of the offeror unless it is a change in a material fact relating to the securities being offered in exchange for securities of the offeree issuer.

(3) For the purposes of this section, a change in information does not include a variation in the terms of the bid.

(4) A notice of change must be in the required form.

## **2.10 Variation of terms**

(1) If there is a variation in the terms of a bid, including any extension of the period during which securities may be deposited under the bid, and whether or not that variation results from the exercise of any right contained in the bid, the offeror must promptly issue and file a news release and deliver a notice of variation to every person to whom the bid circular was required to be sent under section 2.6 and whose securities were not taken up before the date of the variation.

(2) A notice of variation must be in the required form.

(3) If there is a variation in the terms of a bid, the period during which securities may be deposited pursuant to the bid must not expire before 10 days after the sending of the notice of variation.

(4) Subsection (3) does not apply to a variation in the terms of a bid consisting solely of the waiver of a condition in the bid and any extension of the bid resulting from the waiver where the consideration offered for the securities consists solely of cash.

(5) A variation in the terms of a bid, other than a variation that is the waiver by the offeror of a condition that is specifically stated in the bid as being waivable at the sole option of the offeror, must not be made after the expiry of the period, including any extension of the period, during which the securities may be deposited under the bid.

(6) If there is a variation in the terms of a bid that is the waiver by the offeror of a condition that is specifically stated in the bid as being waivable at the sole option of the offeror, subsection (1) does not apply in respect of that bid if

(a) the waiver occurs, and the offeror has promptly issued and filed a news release announcing the waiver, and

(b) the consideration offered for the securities consists solely of cash.

### **2.11 Notice of change or variation - filing and sending requirements**

A notice of change or variation in respect of a bid must be filed and, in the case of a take-over bid, delivered to the offeree issuer's principal office, on the day the notice of change or variation is sent to security holders of the offeree issuer, or as soon as practicable after that.

### **2.12 Change or variation in advertised take-over bid**

(1) If a change or variation occurs to a take-over bid that has been advertised in accordance with subsection 2.8(2), and the offeror has complied with paragraphs (a) and (b) of that subsection but has not yet delivered the bid under paragraph (c) of that subsection, the offeror must

(a) publish an advertisement that contains a brief summary of the change or variation in at least one major daily newspaper of general and regular paid circulation in the local jurisdiction and, in Québec, a daily French language newspaper,

(b) concurrently with the date of first publication of the advertisement,

(i) file the advertisement, and

(ii) file and send the notice of change or notice of variation to the offeree issuer's principal office, and

(c) subsequently send the bid and the notice of change or notice of variation to the security holders of the offeree issuer before the expiration of the period prescribed under paragraph 2.8(2)(c).

(2) If an offeror satisfies the requirements of subsection (1), the notice of change or variation is not required to be filed and sent under section 2.11.

### **2.13 Consent of expert to use of name**

(1) In this section and section 2.19, an expert includes any solicitor, and a notary in Québec, auditor, accountant, engineer, geologist or appraiser or any other person whose profession or business gives authority to a report, appraisal or statement made by that person.

(2) If a report, appraisal or statement of an expert is included in or accompanies a bid circular or any notice of change or variation to the circular, the written consent of the expert to the use of the report, appraisal or statement must be filed concurrently with the circular or notice.

## **2.14 Methods of delivery of bid documents**

(1) A bid, a bid circular and every notice of change or variation in relation to the bid or bid circular must be

(a) mailed by pre-paid mail to the intended recipient, or

(b) delivered to the intended recipient by personal delivery, courier or other manner acceptable to the regulator.

(3) Any bid, bid circular or notice sent in accordance with this section is deemed to be dated as of the date it was sent to all or substantially all of the persons entitled to receive it, except for a take-over bid commenced in accordance with paragraph 2.7(1)(a), in which case the bid, bid circular or notice is deemed to have been dated as of the date of first publication of the relevant advertisement.

## **Division 3: Offeree Issuer's Obligations**

### **2.15 Directors' circular**

(1) If a take-over bid has been made, the board of directors of the offeree issuer must send a directors' circular to every person to whom a take-over bid was required to be sent under section 2.6 not later than 15 days after the date of the bid.

(2) The board of directors must include in a directors' circular either

(a) a recommendation to accept or to reject a take-over bid and the reasons for the recommendation, or

(b) a statement that they are unable to make, or are not making, a recommendation and the reasons for not making a recommendation.

(3) If a board of directors is considering recommending acceptance or rejection of a take-over bid after the sending of the directors' circular, it

(a) must, at the time of sending the circular, advise the security holders of this fact, and

(b) may advise them not to deposit their securities until further communication is received from the directors.

(4) If subsection (3) applies, the board of directors must deliver the recommendation or the decision not to make recommendation at least 7 days before the scheduled expiry of the period during which securities may be deposited under the bid.

(5) A directors' circular must be in the required form.

### **2.16 Notice of change**

(1) If, before the expiry of a take-over bid or after the expiry of the bid but before the expiry of all rights to withdraw the securities that have been deposited under the bid, a change has occurred in the information contained in a directors' circular or in any notice of change to a directors' circular that would reasonably be expected to affect the decision of the security holders to accept or reject the bid, the board of directors of the offeree issuer must promptly issue and file a news release relating to the change and send a notice of the change to every person to whom the circular was required to be sent disclosing the nature and substance of the change.

(2) A notice of change in relation to it must be in the required form.

## **2.17 Filing directors' notice of change**

The board of directors of the offeree issuer must concurrently file the directors' circular or a notice of change in relation to it and deliver it to the principal office of the offeror no later than the date on which it is sent to the security holders of the offeree issuer, or as soon as practicable after that.

## **2.18 Director's or officer's circular**

(1) An individual director or officer may recommend acceptance or rejection of a take-over bid if the director or officer sends with the recommendation a separate director's or officer's circular to every person to whom a take-over bid was required to be sent under section 2.6.

(2) If, before the expiry of a take-over bid or after the expiry of the bid but before the expiry of all rights to withdraw the securities that have been deposited under the bid, a change has occurred in the information contained in an individual director's or officer's circular or any notice of change in relation to it that would reasonably be expected to affect the decision of the security holders to accept or reject the bid, other than a change that is not within the control of the individual director or officer, as the case may be, that individual director or officer must immediately deliver a notice of change to every person to whom a bid circular was required to be sent under section 2.6.

(3) If an individual director or officer submits a circular under subsection (1) or a notice of change under subsection (2) to the board of directors, the board, at the offeree issuer's expense, must send a copy of the circular or notice to every person to whom a take-over bid was required to be sent under section 2.6.

(4) The board of directors of the offeree issuer or the individual director or officer, as the case may be, must concurrently file the director's or officer's circular or a notice of change in relation to it and send it to the principal office of the offeror no later than the date on which it is sent to the security holders of the offeree issuer, or as soon as practicable after that.

(5) A director or officer's circular or a notice of change in relation to it must be in the required form.

## **2.19 Consent of expert to use of name**

If a report, appraisal or statement of an expert is included in or accompanies a directors' circular, an individual director's or officer's circular or any notice of change or variation to the circular, the written consent of the expert to the use of the report, appraisal or statement must be filed concurrently with the circular or notice.

## **2.20 Methods of delivery of offeree issuer's documents**

(1) A directors' circular, an individual director's or officer's circular and every notice of change must be

(a) mailed by pre-paid mail to the intended recipient, or

(b) delivered to the intended recipient by personal delivery, courier or other manner acceptable to the regulator.

(2) Any circular or notice sent in accordance with this section is deemed to be dated as of the date it was sent to all or substantially all of the persons entitled to receive it.

## **Division 4: Offeror's Obligations**

### **2.21 Bid consideration**

- (1) If a take-over bid or issuer bid is made, all security holders of the same class of securities must be offered identical consideration or an identical choice of consideration.
- (2) If a variation in the terms of the bid before the expiry of the bid increases the value of the consideration offered for the securities subject to the bid, the offeror must pay that increased consideration to each person whose securities are taken up pursuant to the bid, whether or not the securities were taken up by the offeror before the variation of the bid.
- (3) After a bid has been commenced, an offeror must not
  - (a) lower the consideration offered under the bid,
  - (b) change the form of consideration offered under the bid, other than to add to the consideration already offered under the bid,
  - (c) lower the proportion of outstanding securities for which the bid is made, or
  - (d) add new conditions.

### **2.22 Collateral Agreements**

- (1) For the purposes of this section, in determining the beneficial ownership of securities of a holder at a given date, any security or right or obligation permitting or requiring the security holder or any person acting jointly or in concert with the security holder, whether or not on conditions, to acquire a security, including an unissued security, of a particular class within 60 days by a single transaction or a series of linked transactions is deemed to be a security of a particular class.
- (2) If an offeror makes or intends to make a bid, neither the offeror nor any person acting jointly or in concert with the offeror shall enter into any collateral agreement, commitment or understanding that has the effect, directly or indirectly, of providing a security holder of the offeree issuer with consideration of greater value than that offered to the other security holders of the same class of securities.
- (3) Subsection (2) does not apply if the agreement, commitment or understanding relates to
  - (a) a payment or distribution per equity security that is identical in amount and form to the entitlement of the general body of holders in Canada of securities of the same class,
  - (b) an enhancement of employee benefits resulting from participation by the holder of securities of the offeree issuer in a group plan, other than an incentive plan, for employees of a successor to the business of the offeree issuer, if the benefits provided by the group plan are generally provided to employees of the successor to the business of the offeree issuer who hold positions of a similar nature to the position held by the security holder, or
  - (c) a benefit, not described in paragraph (b), that is received solely in connection with the security holder's services as an employee, director or consultant of the offeree issuer, of an affiliated entity of the offeree issuer, or of a successor to the business of the offeree issuer, if

(i) the benefit is not conferred for the purpose, in whole or in part, of increasing the value of the consideration paid to the security holder for securities deposited under the bid or providing an incentive to deposit to the bid,

(ii) the conferring of the benefit is not, by its terms, conditional on the security holder supporting the bid in any manner,

(iii) full particulars of the benefit are disclosed in the issuer bid circular or, in the case of a take-over bid, in the directors' circular, and

(iv) either

(A) at the time the bid is publicly announced, the security holder and its associated entities beneficially own or exercise control or direction over less than one per cent of the outstanding securities of each class of equity securities of the offeree issuer, or

(B) if the offeree issuer has an independent committee of directors,

(I) the security holder discloses to the independent committee of the offeree issuer the amount of consideration that the security holder expects it will be beneficially entitled to receive under the terms of the bid in exchange for the equity securities beneficially owned by the security holder,

(II) the independent committee, acting in good faith, determines that the value of the benefit, net of any offsetting costs to the security holder, is less than five per cent of the value referred to in clause (A), and

(III) the independent committee's determination is disclosed in the issuer bid circular or, in the case of a take-over bid, in the directors' circular.

### **2.23 Proportionate take-up and payment**

(1) If a bid is made for less than all of the class of securities subject to the bid and a greater number of securities is deposited under the bid than the offeror is bound or willing to acquire under the bid, the offeror must take-up and pay for the securities pro rata, disregarding fractions, according to the number of securities deposited by each security holder.

(2) Subsection (1) does not apply if an issuer, under the terms of an issuer bid, acquires securities that, if not acquired, would constitute an odd lot for the security holder.

(3) Subsection (1) does not apply if an issuer, under the terms of an issuer bid, acquires securities, if security holders who deposit securities under the bid are entitled to elect a minimum price per security, within a range of prices, at which they are willing to sell their securities under the bid and a security holder elects a minimum price which is higher than the price that the offeror pays for securities under the bid.

(4) For the purposes of subsection (1), any securities acquired in a pre-bid transaction to which subsection 2.4(1) applies are deemed to have been deposited under the bid by the person who was the seller in the pre-bid transaction.

### **2.24 Financing arrangements**

(1) If a bid provides that the consideration for the securities deposited under the bid is to be paid in cash or partly in cash, the offeror must make adequate arrangements before the bid to ensure that the required funds are available to make full payment for the securities that the offeror has offered to acquire.

(2) For the purposes of subsection (1), the financing arrangements required to be made by the offeror before the bid may be subject to conditions if, at the time the bid is commenced, the offeror reasonably believes the possibility to be remote that, if the conditions of the bid are satisfied or waived, the offeror will be unable to pay for the securities deposited under the bid due to a financing condition not being satisfied.

## **Division 5: Bid Mechanics**

### **2.25 Minimum deposit period**

An offeror must allow securities to be deposited pursuant to the bid for at least 35 days from the date of the bid.

### **2.26 Prohibition on take-up**

An offeror must not take-up securities deposited under the bid until the expiration of 35 days from the date of the bid.

### **2.27 Withdrawal**

(1) A security holder may withdraw securities deposited under the bid

(a) at any time before the securities have been taken up by the offeror,

(b) at any time before the expiration of 10 days from the date of a notice of change under section 2.9 or a notice of variation under section 2.10, or

(c) if the securities have not been paid for by the offeror within 3 business days after the securities have been taken up.

(2) The right of withdrawal under paragraph (1)(b) does not apply

(a) if the securities have been taken up by the offeror before the date of the change or variation,

(b) if a variation in the terms of a bid consists only of an increase in consideration offered for the securities and an extension of the time for deposit to no later than 10 days after the notice of variation has been sent, or

(c) if a variation is limited to the waiver of one of the terms of a bid where the consideration consists solely of cash.

(2) The withdrawal of any securities under subsection (1) is made by sending a written notice to the designated depository and becomes effective on its receipt by the depository.

(3) If notice is given in accordance with subsection (3), the offeror must promptly return the securities to the security holder.

### **2.28 Effect of market purchases**

If an offeror purchases securities as permitted by section 2.2(3), those purchased securities must be counted in determining whether a condition as to the minimum number of securities to be deposited under the bid has been fulfilled, but must not reduce the number of securities the offeror is bound to take up under the bid.

## **2.29 Take-up and payment for deposited securities**

- (1) The offeror must take up and pay for securities deposited under the bid, if all the terms and conditions of the bid have been complied with or waived, not later than 10 days after the expiry of the bid or the earlier time as may be required by subsection (2) or (3).
- (2) An offeror must pay for any securities taken up under the bid as soon as possible, and in any event not later than 3 business days after the taking up of the securities deposited under the bid.
- (3) Securities deposited under the bid subsequent to the date on which the offeror first takes up securities deposited under the bid must be taken up and paid for by the offeror not later than 10 days after the deposit of the securities.
- (4) An offeror may not extend its bid if all the terms and conditions of the bid have been complied with or waived, unless the offeror first takes up all securities deposited under the bid and not withdrawn.
- (5) Despite subsections (3) and (4), if a bid is made for less than all of the class of securities subject to the bid, an offeror is only required to take up, by the times specified in those subsections, the maximum number of securities that the offeror can take up without contravening section 2.21 or 2.23.
- (6) Despite subsection (4), if the offeror waives any terms or conditions of a bid and extends the bid in circumstances where the rights of withdrawal conferred by paragraph 2.27(1)(b) are applicable, the bid must be extended without the offeror first taking up the securities which are subject to the right of withdrawal.

## **2.30 Return of deposited securities**

If an offeror knows that it will not take-up securities deposited under the bid, the offeror must promptly issue and file a news release to that effect and return the securities to the security holders.

## **2.31 News release required on expiry of bid**

If all terms and conditions of the bid have been complied with or waived, the offeror must issue and file a news release to that effect promptly after the expiry of the bid, which news release must disclose

- (a) the approximate number of securities deposited, and
- (b) the approximate number that will be taken up.

## **PART 3 GENERAL**

### **3.1 Language of bid documents**

- (1) A person must file a document required under this Regulation in the French language or in the English language.
- (2) In Québec, the take-over bid circular, issuer bid circular, directors' circular, director's or officer's circular, notice of change or notice of variation required under this Regulation must be in the French language or in both French and English languages.
- (3) Subsection (1) does not apply to an exempt take-over bid made under section 5.5, or an exempt issuer bid made under section 5.12.
- (4) Despite subsection (1), if a person files a document only in the French language or in the English language but delivers to a security holder a version of the document in the

other language, the person must file that other version not later than when it is first delivered to the security holder.

### **3.2 Filing Agreements**

(1) An offeror making a take-over bid under Part 2 must file copies of the following documents and any amendments to those documents, unless previously filed:

(a) any agreement between an offeror and a security holder relating to the take-over bid, including an agreement to the effect that the security holder will deposit its securities to the take-over bid made by the offeror,

(b) any agreement between an offeror and directors or officers of an offeree issuer relating to the take-over bid,

(c) any agreement between an offeror and an offeree issuer relating to the take-over bid, or

(d) any other agreement of which the offeror is aware that could affect control of the offeree issuer, including an agreement with change of control provisions or a security holder or voting trust agreement, that the offeror has access to and can reasonably be regarded as material to a depositing security holder under the bid.

(2) The documents required to be filed under subsection (1) must be filed on the day the take-over bid circular is filed under section 2.8 or as soon as practicable after that.

### **3.3 Certification**

(1) Every person required to file and send a take-over bid circular, issuer bid circular or a notice of change or notice of variation in respect of a bid circular under this Regulation must ensure that the circular or notice contains a certificate in the required form and signed by each of the following:

(a) the chief executive officer or, in the case of a person that does not have a chief executive officer, the individual who performs similar functions to a chief executive officer,

(b) the chief financial officer or, in the case of a person that does not have a chief financial officer, the individual who performs similar functions to a chief financial officer, and

(c) two directors, other than the chief executive officer and the chief financial officer, who are duly authorized by the directors of that person to sign on their behalf.

(2) Every person required to file and send a directors' circular or a notice of change in respect of a directors' circular under this Regulation must ensure that the circular or notice contains a certificate in the required form and signed by two directors who are duly authorized by the directors of that person to sign on their behalf.

(3) Every person that files and sends an individual director's or officer's circular or a notice of change in respect of an individual director's or officer's circular under this Regulation must ensure that the circular or notice contains a certificate in the required form and signed by or on behalf of the director or officer sending the circular or notice.

(4) If the regulator is satisfied on evidence or submissions made to the regulator that a chief executive officer or chief financial officer is, for adequate cause, not available to sign a certificate required under this Regulation, the regulator may permit the certificate to be signed by another responsible officer or director.

### **3.4 Obligation to furnish security holder list**

(1) If a person makes or proposes to make a take-over bid under Part 2 for a class of securities of an issuer that is not otherwise required by law to furnish a list of its security holders to the person, the issuer must furnish a list of holders of that class of securities, and any known holder of an option or right to acquire securities of that class, to enable the person to carry out the bid in compliance with this Regulation.

(2) For the purposes of subsection (1), the provisions of section 21 of the *Canada Business Corporations Act* apply with appropriate modifications, except that the affidavit that accompanies the request for the list of security holders must state that the list will not be used except in connection with a bid made under Part 2 for securities of the issuer.

## **PART 4 REQUIRED FORMS**

### **4.1 Take-over bid circular**

The required form of take-over bid circular under section 2.8 is Form 62-104F1.

### **4.2 Issuer bid circular**

The required form of issuer bid circular under section 2.8 is Form 62-104F2.

### **4.3 Directors' circular**

The required form of directors' circular under section 2.15 is Form 62-104F3.

### **4.4 Director's or officer's circular**

The required form of director's or officer's circular under section 2.18 is Form 62-104F4.

### **4.5 Notice of change or notice of variation**

The required form of notice of change under section 2.9 and 2.16 and subsection 2.18(5) or notice of variation under section 2.10 is Form 62-104F5.

## **PART 5 EXEMPTIONS**

### **Division 1: Interpretation**

#### **5.1 Market price**

(1) The market price of a class of securities for which there is a published market, at any date, is an amount equal to the simple average of the closing price of securities of that class for each of the business days on which there was a closing price in the 20 business days preceding that date.

(2) If a published market does not provide a closing price, but provides only the highest and lowest prices of securities traded on a particular day, the market price of the securities, at any date, is an amount equal to the average of the simple averages of the highest and lowest prices for each of the business days on which there were highest and lowest prices in the 20 business days preceding that date.

(3) If there has been trading of securities in a published market for fewer than 10 of the 20 business days preceding the date as of which the market price of the securities is being determined, the market price is the average of the following prices established for each day of the 20 business days preceding that date:

(a) the average of the closing bid and ask prices for each day on which there was no trading,

(b) either

(i) the closing price of securities of the class for each day that there has been trading, if the published market provides a closing price, or

(ii) the average of the highest and lowest prices of securities of that class for each day that there has been trading, if the published market provides only the highest and lowest prices of securities traded on a particular day.

(4) If there is more than one published market for a security, the market price for the purposes of subsections (1), (2) and (3) must be determined as follows:

(a) if only one of the published markets is in Canada, the market price must be determined solely by reference to that market,

(b) if there is more than one published market in Canada, the market price must be determined solely by reference to the published market in Canada on which the greatest dollar volume of trading in the particular class of securities occurred during the 20 business days preceding the date as of which the market price is being determined, or

(c) if there is no published market in Canada, the market price must be determined solely by reference to the published market on which the greatest volume of trading in the particular class of securities occurred during the 20 business days preceding the date as of which the market price is being determined.

(5) Despite subsections (1), (2), (3) and (4), for the purpose of section 5.2, if an offeror acquires securities on a published market, the market price for those securities is the price of the last board lot of securities of that class purchased, before the acquisition by the offeror, by a person that was not acting jointly or in concert with the offeror.

(6) In the case of a class of equity securities that is not traded on a published market and is convertible into a class of equity securities traded on a published market, the market price of the convertible security must be based on the market price of that class of equity securities determined in accordance with this section.

## **Division 2: Exempt take-over bids**

### **5.2 Normal course purchase exemption**

A take-over bid is exempt from Part 2 if:

(a) the bid is for not more than 5% of the outstanding securities of a class of securities of the offeree issuer,

(b) the aggregate number of securities acquired in reliance on this exemption by the offeror and any person acting jointly or in concert with the offeror within any period of 12 months, when aggregated with acquisitions otherwise made by the offeror and any person acting jointly or in concert with the offeror within the same 12 month period other than under a bid that is subject to the requirements in Part 2, does not constitute a total number of securities in excess of 5% of the outstanding securities of that class at the beginning of the period,

(c) there is a published market for the class of securities that are the subject of the bid, and

(d) the value of the consideration paid for any of the securities acquired is not in excess of the market price at the date of acquisition as determined in accordance with section 5.1, plus reasonable brokerage fees or commissions actually paid.

### **5.3 Private agreement exemption**

(1) A take-over bid is exempt from Part 2 if:

(a) purchases are made from not more than 5 persons in the aggregate, including persons located outside the local jurisdiction,

(b) all of the purchases referred to in paragraph (a) are negotiated at approximately the same time and are completed within 6 months of the first purchase under this exemption,

(c) the bid is not made generally to security holders of the class of securities that is the subject of the bid, provided there are more than 5 security holders of the class,

(d) there is a published market for the securities acquired, the value of the consideration paid for any of the securities, including brokerage fees or commissions, is not greater than 115% of the market price of securities of that class at the date of the acceptance of the bid, determined in accordance with section 5.1, and

(e) there is no published market for the securities acquired, there is a reasonable basis for determining that the value of the consideration paid for any of the securities is not greater than 115% of the value of the securities.

(2) An offeror, and a person acting jointly or in concert with an offeror, that relies on the exemption referred to in subsection (1) is not entitled to subsequently rely on this exemption to purchase additional securities of the same issuer or a successor to that issuer, but this restriction does not apply to trades between affiliates or between a person and its associate.

(3) For the purposes of subsection (1), if an offeror makes an offer to acquire securities from a person and the offeror knows or ought to know after reasonable inquiry

(a) that the person from whom the acquisition is being made is acting as a nominee, agent, trustee, executor, administrator or other legal representative for one or more other persons having a direct beneficial interest in those securities, then each of those other persons must be included in the determination of the number of persons to which an offer to acquire has been made, or

(b) that the person acquired the securities in order that the offeror might make use of the exemption under subsection (1), then each person from whom those securities were acquired must be included in the determination of the number of persons to whom an offer to acquire has been made.

(4) Despite subsection (3)(a), a trust or estate is to be considered a single security holder in the determination of the number of persons to whom an offer to acquire has been made if

(a) an inter vivos trust has been established by a single settlor, or

(b) an estate has not vested in all persons beneficially entitled to it.

### **5.4 Non-reporting issuer exemption**

A take-over bid is exempt from Part 2 if:

(a) the offeree issuer is not a reporting issuer,

(b) there is no published market for the securities that are the subject of the bid, and

(c) the number of security holders of that class at the commencement of the bid is not more than 50, exclusive of holders who

(i) are in the employment of the offeree issuer or an affiliate of the offeree issuer, or

(ii) were formerly in the employment of the offeree issuer or in the employment of an entity that was an affiliate of the offeree issuer at the time of that employment, and who while in that employment were, and have continued after that employment to be, security holders of the offeree issuer.

## **5.5 Foreign take-over bid exemption**

A take-over bid is exempt from Part 2 if:

(a) persons whose last address as shown on the books of the offeree issuer is in Canada hold less than 10% of the outstanding securities of the class subject to the bid at the commencement of the bid,

(b) the offeror reasonably believes that Canadian security holders beneficially own less than 10% of the outstanding securities of the class subject to the bid at the commencement of the bid,

(c) the published market on which the greatest dollar volume of trading in securities of that class occurred during the 12 months immediately preceding the date of the bid was not in Canada,

(d) security holders in Canada are entitled to participate in the bid on terms at least as favourable as the terms that apply to the general body of security holders,

(e) all of the material relating to the bid that is sent by or on behalf of the offeror is concurrently sent to security holders whose last address as shown on the books of the offeree issuer is in Canada and filed, and

(f) if the materials referred to in paragraph (e) are published in its home jurisdiction, the offeror publishes the information in Canada in a manner reasonably calculated to inform Canadian security holders of the bid.

## **5.6 De minimis exemption**

A take-over bid is exempt from Part 2 in a local jurisdiction if:

(a) the number of beneficial owners of securities of the class of securities subject to the bid in the local jurisdiction is fewer than 50,

(b) the securities held by the beneficial owners referred to in paragraph (a) constitute, in aggregate, less than 2% of the outstanding securities of that class,

(c) security holders in the local jurisdiction are entitled to participate in the bid on terms at least as favourable as the terms that apply to the general body of security holders, and

(d) all the material relating to the bid that is sent by or on behalf of the offeror to holders of securities of the class of securities subject to the bid is concurrently filed and sent to security holders in the local jurisdiction.

### **Division 3: Exempt issuer bids**

#### **5.7 Issuer acquisition or redemption exemption**

An issuer bid for a class of securities is exempted from the requirements of Part 2 if:

(a) the securities are purchased, redeemed or otherwise acquired in accordance with the terms and conditions attaching to the class of securities that permit the purchase, redemption or acquisition of the securities by the issuer without the prior agreement of the owners of the securities, or the securities are acquired to meet sinking fund or purchase fund requirements,

(b) the purchase, redemption or other acquisition is required by the terms and conditions attaching to the class of securities or by the statute under which the issuer was incorporated, organized or continued, or

(c) the terms and conditions attaching to the class of securities contain a right of the owner to require the issuer of the securities to redeem, repurchase, or otherwise acquire the securities, and the securities are acquired pursuant to the exercise of the right.

#### **5.8 Employee, executive officer, director and consultant exemption**

An issuer bid is exempt from the requirements of Part 2 if the securities are acquired from a current or former employee, executive officer, director or consultant of the issuer or of an affiliate of the issuer and, if there is a published market in respect of the securities,

(a) the value of the consideration paid for any of the securities acquired is not greater than the market price of the securities at the date of the acquisition, determined in accordance with section 5.1, and

(b) the aggregate number or, in the case of convertible debt securities, the aggregate principal amount of securities acquired by the issuer within any period of 12 months in reliance on the exemption provided by this paragraph is not greater than 5% of the securities of that class issued and outstanding at the beginning of the 12-month period.

(2) For the purposes of this section, “*consultant*” has the same meaning as it has in Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions.

#### **5.9 Normal course issuer bid exemption**

(1) An issuer bid is exempt from the requirements of Part 2 if:

(a) the issuer purchases securities in the normal course on a published market,

(b) the bid is for not more than 5% of the outstanding securities of a class of securities of the issuer,

(c) the aggregate number or, in the case of convertible debt securities, the aggregate principal amount, of securities acquired in reliance on this exemption by the offeror and any person acting jointly or in concert with the offeror within any period of 12 months, when aggregated with acquisitions otherwise made by the offeror and any person acting jointly or in concert with the offeror within the same 12 month period, other than under a bid that is subject to the requirements in Part 2, does not constitute a total number of securities in excess of 5% of the outstanding securities of that class at the beginning of the 12-month period, and

(d) the value of the consideration paid for any of the securities acquired is not in excess of the market price at the date of acquisition as determined in accordance with section 5.1, plus reasonable brokerage fees or commissions actually paid.

(2) Every issuer making a bid under this section must issue and file, at least 5 days before the commencement of the bid, a news release that identifies

(a) the class and number of securities or principal amount of debt securities sought,

(b) the dates, if known, on which the issuer bid will commence and expire,

(c) the value, in Canadian dollars, of the consideration offered per security,

(d) the manner in which the securities will be acquired, and

(e) the reasons for the issuer bid.

(3) An issuer bid that is made in reliance on this section through the facilities of an exchange must be made in accordance with the bylaws, rules, regulations and policies of that exchange.

#### **5.10 Exchange issuer bid exemption**

(1) An issuer bid that is made through the facilities of a recognized exchange is exempt from the requirements of Part 2 if the bid is made in accordance with the bylaws, rules, regulations and policies of that exchange.

(2) Every issuer making a bid under this section must promptly file any news release required to be issued by the exchange referred to in subsection (1).

#### **5.11 Non-reporting issuer exemption**

An issuer bid is exempt from the requirements of Part 2 if :

(a) the issuer is not a reporting issuer,

(b) there is no published market for the class of securities that are the subject of the bid, and

(c) the number of security holders of that class at the commencement of the bid is not more than 50, exclusive of holders who

(i) are in the employment of the issuer or an affiliate of the issuer, or

(ii) were formerly in the employment of the issuer or in the employment of an entity that was an affiliate of the issuer at the time of that employment, and who while in that employment were, and have continued after the employment to be, security holders of the issuer.

#### **5.12 Foreign issuer bid exemption**

An issuer bid is exempt from the requirements of Part 2 if:

(a) persons whose last address as shown on the books of the offeree issuer is in Canada hold less than 10% of the outstanding securities of the class subject to the bid at the commencement of the bid,

(b) the offeror reasonably believes that Canadian security holders beneficially own less than 10% of the outstanding securities of the class subject to the bid at the commencement of the bid,

(c) the published market on which the greatest dollar volume of trading in securities of that class occurred during the 12 months immediately preceding the date of the bid was not in Canada,

(d) security holders in Canada are entitled to participate in the bid on terms at least as favourable as the terms that apply to the general body of security holders,

(e) all of the material relating to the bid that is sent by or on behalf of the offeror is concurrently sent to security holders whose last address as shown on the books of the offeree issuer is in Canada and filed, and

(f) the materials referred to in paragraph (e) are published in its home jurisdiction, the offeror must publish the information in Canada in a manner reasonably calculated to inform Canadian security holders of the bid.

### **5.13 De minimis exemption**

An issuer bid is exempt from the requirements of Part 2 in the local jurisdiction if:

(a) the number of beneficial owners of securities of the class of securities subject to the bid in the local jurisdiction is fewer than 50,

(b) the securities held by the beneficial owners referred to in paragraph (a) constitute, in aggregate, less than 2% of the outstanding securities of that class,

(c) security holders in the local jurisdiction are entitled to participate in the bid on terms at least as favourable as the terms that apply to the general body of security holders, and

(d) all the material relating to the bid that is sent by or on behalf of the offeror to security holders of the class of securities subject to the bid is concurrently sent to security holders in the local jurisdiction and is filed.

## **PART 6 EARLY WARNING**

### **6.1 Definition of offeror**

For the purposes of this Part, “*offeror*” means a person who acquires a security, whether or not by way of a take-over bid, issuer bid or other offer to acquire.

### **6.2 Reports of acquisitions**

(1) Every offeror, other than an offeror that has made a bid in compliance with Part 2 of this Regulation, that directly or indirectly acquires control or direction over, or beneficial ownership of

(a) voting or equity securities of any class of a reporting issuer, or

(b) securities convertible into voting or equity securities of any class of a reporting issuer,

that, together with the offeror’s securities of that class, would constitute 10% or more of the outstanding securities of that class, must

(c) promptly issue and file a news release containing the information set out in Appendix E of Regulation 62-103 respecting The Early Warning System and Related Take-Over Bid and Insider Reporting Issues, and

(d) within 2 business days from the day of the acquisition, file a report containing the same information contained in the new release issued under paragraph (c).

(2) If an offeror that is required to file a report under subsection (1) or a further report under this subsection or any person acting jointly or in concert with the offeror acquires control or direction over, or beneficial ownership of, an additional 2% or more of the outstanding securities of the class of securities that was the subject of a report required to be filed by the offeror under subsection (1), the offeror must issue a news release and file a report in accordance with the requirements of subsection (1).

(3) Any material change in the information contained in the report referred to in subsection (1) or (2) must be the subject of a news release and a report in accordance with the requirements of subsection (1).

(4) During the period beginning on the occurrence of an event in respect of which a report or further report is required to be filed under this section and ending on the expiry of one business day after the date that the report or further report is filed, the offeror required to file the report or any person acting jointly or in concert with the offeror must not acquire or offer to acquire beneficial ownership of any securities of the class in respect of which the report or further report is required to be filed or any securities convertible into securities of that class.

(5) Subsection (4) does not apply to an offeror that has control or direction over, or beneficial ownership of, securities that, together with the offeror's securities of that class, constitute 20% or more of the outstanding securities of that class.

### **6.3 Acquisitions during bid by person other than offeror**

(1) If, after a bid has been made in compliance with Part 2 for voting or equity securities of an offeree issuer that is a reporting issuer and before the expiry of the bid, an offeror, other than the offeror making the bid, that acquires control or direction over, or beneficial ownership of, securities of the class subject to the bid which, when added to the offeror's securities of that class, constitute 5% or more of the outstanding securities of that class, the offeror must, prior to the opening of trading on the next business day, issue and file a news release containing the information required by subsection (3).

(2) If an offeror that is required to file a news release under subsection (1) or a further news release under this subsection or any person acting jointly or in concert with the offeror acquires control or direction over, or beneficial ownership of, securities of the class subject to the bid which, when added to the securities of that class acquired after the filing of the news release by the offeror and any person acting jointly or in concert with the offeror, aggregates an additional 2% or more of the class of outstanding securities, the offeror must, before the opening of trading on the next business day, issue and file a further news release containing the information required by subsection (3).

(3) A news release or further news release required under subsection (1) or (2) must set out

(a) the name of the offeror acquiring the securities,

(b) the number of securities of the offeree issuer that were beneficially acquired, or over which the power to exercise control or direction was acquired, in the transaction that gave rise to the requirement under subsection (1) or (2) to issue the news release,

(c) the beneficial ownership of, and the control and direction over, any of the securities of the offeree issuer, by the offeror and all persons acting jointly or in concert with the offeror, immediately after the acquisition described in paragraph (b),

(d) the number of securities of the offeree issuer that were beneficially acquired, or over which the power to exercise control or direction was acquired, by the offeror and all persons acting jointly or in concert with the offeror, since the commencement of the bid,

(e) the name of the marketplace in which the acquisition described in paragraph (b) took place, and

(f) the purpose of the offeror and all persons acting jointly or in concert with the offeror making the acquisition described in paragraph (b), including any intention of the offeror and all persons acting jointly or in concert with the offeror to increase the beneficial ownership of, or control or direction over, any of the securities of the offeree issuer.

#### **6.4 Duplicate reports not required**

If the facts required to be reported or in respect of which a news release is required to be filed under sections 6.2 and 6.3 are identical, a report or news release is required only under the provision requiring the earlier report or news release, as the case may be.

#### **6.5 Copies of news release and report**

An offeror that files a news release and report under sections 6.2 and 6.3 must promptly send a copy of the news release or report to the reporting issuer.

### **PART 7 EXEMPTION**

#### **7.1 Exemption**

(1) The regulator or the securities regulatory authority may grant an exemption to this Regulation, in whole or in part, subject to those conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.

(2) In Ontario, only the regulator may grant an exemption to this Regulation, in whole or in part, subject to those conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.

(3) Except in Ontario, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of National Instrument 14-101 *Definitions*, opposite the name of the local jurisdiction.

### **PART 8 TRANSITION AND COMING INTO FORCE**

#### **8.1 Transition**

A take-over bid or issuer bid commenced before the coming into force of this Regulation in reliance on the take-over bid and issuer bid provisions in securities legislation at that time may be completed in accordance with those provisions, as applicable.

#### **8.2 Coming into force**

This Regulation comes into force on [\*].

**FORM 62-104F1  
TAKE-OVER BID CIRCULAR**

**PART 1 GENERAL PROVISIONS**

**(a) Defined Terms**

If a term is used but not defined in this Form, refer to Part 1 of Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids (the Regulation) and to National Instrument 14-101 *Definitions*.

**(b) Incorporating information by reference**

If you are eligible to file a short form prospectus under Regulation 44-101 respecting Short Form Prospectus Distributions, you may incorporate information required under item 19 to be included in your take-over bid circular by reference to another document. Clearly identify the referenced document or any excerpt of it that you incorporate into your take-over bid circular. Unless you have already filed the referenced document, you must file it with your take-over bid circular. You must also disclose that the document is on SEDAR at [www.sedar.com](http://www.sedar.com) and that, on request, you will promptly provide a copy of the document free of charge to a security holder of the offeree issuer.

**(c) Plain Language**

Write the take-over bid circular so that readers are able to understand it. Refer to the plain language principles listed in section 2.6 of Policy Statement to Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids. If you use technical terms, explain them in a clear and concise manner.

**(d) Numbering and Headings**

The numbering, headings and ordering of items included in this Form are guidelines only. You do not need to include the heading or numbering or follow the order of items in this Form. You do not need to refer to inapplicable items and, unless otherwise required in this Form, you may omit negative answers to items. Disclosure provided in response to any item need not be repeated elsewhere in the circular.

**PART 2 CONTENTS OF TAKE-OVER BID CIRCULAR**

**Item 1 Name and Description of Offeror**

State the corporate name of the offeror or, if the offeror is an unincorporated entity, the full name under which it exists and carries on business, and give a brief description of its activities.

**Item 2 Name of Offeree Issuer**

State the corporate name of the offeree issuer or, if the offeree issuer is an unincorporated entity, the full name under which it exists and carries on business.

**Item 3 Securities Sought**

State the class and number of securities that are the subject of the take-over bid and a description of the rights of the holders of any other class of securities that have a right to participate in the offer.

**Item 4 Time Period**

State the dates on which the take-over bid will commence and expire.

**Item 5 Consideration**

State the consideration to be offered. If the consideration includes securities, state the full particulars of the terms and conditions attaching to those securities.

**Item 6 Ownership of Securities of Offeree Issuer**

State the number, designation and percentage of outstanding securities of any class of securities of the offeree issuer beneficially owned or over which control or direction is exercised

- (a) by the offeror,
- (b) by each director, officer or other insider of the offeror, and
- (c) if known after reasonable enquiry, by
  - (i) each associate or affiliate of an insider of the offeror, and
  - (ii) any person acting jointly or in concert with the offeror.

In each case where no securities are owned, directed or controlled, so state.

**Item 7 Trading in Securities of Offeree Issuer**

State, if known after reasonable enquiry has been made, the following information about any securities of the offeree issuer purchased or sold by the persons referred to in item 6 during the six-month period preceding the date of the take-over bid

- (a) the description of the security,
- (b) the number of securities purchased or sold,
- (c) the purchase or sale price of the security, and
- (d) the date of the transaction.

If no such securities were purchased or sold, so state.

**Item 8 Commitments to Acquire Securities of Offeree Issuer**

Disclose all arrangements, agreements, commitments or understandings made by the offeror, and, if known after reasonable enquiry, by the persons referred to in item 6 to acquire securities of the offeree issuer, and the terms and conditions of those arrangements, agreements, commitments or understandings.

**Item 9 Terms and Conditions of the Bid**

State the terms of the take-over bid. If the obligation of the offeror to take up and pay for securities under the take-over bid is conditional, state the particulars of each condition.

**Item 10 Payment for Deposited Securities**

State the particulars of the method and time of payment of the cash or other consideration to be paid.

**Item 11 Right to Withdraw Deposited Securities**

Describe the withdrawal rights of the security holders of the offeree issuer under the take-over bid. State that the withdrawal is made by sending a written notice to the designated depository and becomes effective on its receipt by the depository.

**Item 12 Source of Funds**

State the source of any funds to be used for payment of deposited securities. If the funds are to be borrowed, state

- (a) the name of the lender,
- (b) the terms and financing conditions of the loan,
- (c) whether the offeror reasonably believes the possibility to be remote that, if the conditions are satisfied or waived, the offeror will be unable to pay for securities deposited under the take-over bid due to a financing condition not being satisfied,
- (d) the circumstances under which the loan must be repaid, and
- (e) the proposed method of repayment.

**Item 13 Trading in Securities to be Acquired**

State the principal market or markets for the securities sought under the take-over bid and indicate any change in a principal market that is planned by the offeror following the bid, including but not limited to listing or de-listing on an exchange. Furnish, where reasonably ascertainable, a summary showing in reasonable detail the volume of trading and price range of the securities in the six-month period preceding the date of the take-over bid. State the date that the take-over bid was announced to the public and the market price of the securities immediately before such announcement.

**Item 14 Arrangements Between the Offeror and the Directors and Officers of Offeree Issuer**

Disclose the particulars of any arrangement, agreement, commitment or understanding made or proposed to be made between the offeror and any of the directors or officers of the offeree issuer, including particulars of any payment or other benefit proposed to be made or given by way of compensation for loss of office or as to their remaining in or retiring from office, if the take-over bid is successful.

**Item 15 Arrangements Between the Offeror and Security Holders of Offeree Issuer**

Disclose the particulars of any arrangement, agreement, commitment or understanding made or proposed to be made between the offeror and a holder of the securities of the offeree issuer, including particulars of any agreement to the effect that the security holder will deposit its securities to a take-over bid made by the offeror. Disclosure with respect to each arrangement, agreement, commitment or understanding must include

- (a) a summary of its purpose,
- (b) the value attributed to it,
- (c) the nature and value of the consideration payable in respect of it, and
- (d) an explanation as to how the offeror determined that entering into it was not prohibited by section 2.22 of the Regulation.

#### **Item 16. Arrangements Between the Offeror and the Offeree Issuer**

Disclose the particulars of any arrangement, agreement, commitment or understanding made between the offeror and the offeree issuer relating to the take-over bid and any other agreement, arrangement, commitment or understanding of which the offeror is aware that could affect control of the offeree issuer, including an agreement with change of control provisions or a security holder or voting trust agreement, that the offeror has access to and can reasonably be regarded as material to a depositing security holder under the take-over bid.

#### **Item 17 Reasons for Bid**

State the purpose of the take-over bid. Disclose the particulars of any plans or proposals for

(a) subsequent transactions involving the offeree issuer such as a going private transaction, or

(b) material changes in the affairs of the offeree issuer, including, for example, any proposal to liquidate the issuer, to sell, lease or exchange all or a substantial part of its assets, to amalgamate it with any other business organization or to make any material changes in its business, corporate structure (debt or equity), management or personnel.

#### **Item 18 Valuation**

If the take-over bid is an insider bid, as defined in applicable securities legislation, include the disclosure, if any, regarding valuations as required by securities legislation.

If a valuation is otherwise provided, the offeror must provide a summary of the valuation in sufficient detail to allow the reader to understand the principal judgements and principal underlying reasoning of the valuator so as to be able to form a reasoned judgment of the valuation opinion or conclusion. The summary must

(a) disclose the basis of computation, scope of review, relevant factors and their values, and the key assumptions on which the valuation is based, and

(b) advise where copies of the valuation are available for inspection and state that a copy of the valuation will be sent to any security holder of the offeree issuer on request, for a nominal charge sufficient to cover printing and postage.

#### **Item 19 Securities of an Offeror or Other Issuer to be Exchanged for Securities of Offeree Issuer**

(1) If a take-over bid provides that the consideration for the securities of the offeree issuer is to be, in whole or in part, securities of the offeror or other issuer, include the financial, including pro forma information, and other information prescribed for a prospectus of the issuer whose securities are being offered in exchange for the securities of the offeree issuer.

(2) Despite subsection (1), the financial statements of the offeree issuer are not required to be included in this circular.

#### **Item 20 Right of Appraisal and Acquisition**

State any rights of appraisal the security holders of the offeree issuer have under the laws or constating document governing, or contracts binding, the offeree issuer and state whether or not the offeror intends to exercise any right of acquisition the offeror may have.

**Item 21      Market Purchases of Securities**

State whether or not the offeror intends to purchase in the market securities that are the subject of the take-over bid.

**Item 22      Approval of Take-Over Bid Circular**

If the take-over bid is made by or on behalf of an offeror that has directors, state that the take-over bid circular has been approved and its sending has been authorized by the directors.

**Item 23      Other Material Information**

State the particulars of any other information known to the offeror but not already disclosed that might reasonably affect the decision of the security holders of the offeree issuer to accept or reject the offer.

**Item 24      Solicitations**

Disclose any person retained by or on behalf of the offeror to make solicitations in respect of the take-over bid and the particulars of the compensation arrangements.

**Item 25      Statement of Rights**

Include the following statement of rights provided under the securities legislation of the jurisdiction relating to this circular:

*Securities legislation in the provinces and territories of Canada provides security holders of the offeree issuer with, in addition to any other rights they may have at law, one or more rights of rescission, price revision or to damages, if there is a misrepresentation in a circular or notice that is required to be delivered to such security holders. However, such rights must be exercised within prescribed time limits. Security holders should refer to the applicable provisions of the securities legislation of their province or territory for particulars of those rights or consult with a lawyer.*

**Item 26      Certificate**

Include a certificate in the following form signed,

(a) if the take-over bid is made by or on behalf of a person, other than an individual, by the chief executive officer, the chief financial officer (or, if no such officers have been appointed, persons acting in a similar capacity) and on behalf of the directors, by any two directors of the person other than the foregoing, all duly authorized to sign, and

(b) if the take-over bid is made by or on behalf of an individual, by the individual:

*The foregoing contains no untrue statement of a material fact and does not omit to state a material fact that is required to be stated or that is necessary to make a statement not misleading in the light of the circumstances in which it was made.*

**INSTRUCTION**

*Where the person has fewer than four directors and officers, the certificate must be signed by all of them.*

**Item 27      Date of Take-Over Bid Circular**

Specify the date of the take-over bid circular.

**FORM 62-104F2  
ISSUER BID CIRCULAR**

**PART 1 GENERAL PROVISIONS**

**(a) Defined Terms**

If a term is used but not defined in this Form, refer to Part 1 of Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids (the Regulation) and to National Instrument 14-101 *Definitions*.

**(b) Incorporating information by reference**

If you are eligible to file a short form prospectus under Regulation 44-101 respecting Short Form Prospectus Distributions, you may incorporate information required under item 21 to be included in your issuer bid circular by reference to another document. Clearly identify the referenced document or any excerpt of it that you incorporate into your take-over bid circular. Unless you have already filed the referenced document, you must file it with your issuer bid circular. You must also disclose that the document is on SEDAR at [www.sedar.com](http://www.sedar.com) and that, on request, you will promptly provide a copy of the document free of charge to a security holder of the issuer.

**(c) Plain Language**

Write the issuer bid circular so that readers are able to understand it. Refer to the plain language principles listed in section 2.6 of Policy Statement to Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids. If you use technical terms, explain them in a clear and concise manner.

**(d) Numbering and Headings**

The numbering, headings and ordering of items included in this Form are guidelines only. You do not need to include the heading or numbering or follow the order of items in this Form. You do not need to refer to inapplicable items and, unless otherwise required in this Form, you may omit negative answers to items. Disclosure provided in response to any item need not be repeated elsewhere in the circular.

**PART 2 CONTENTS OF ISSUER BID**

**Item 1 Name of Issuer**

State the corporate name of the issuer or, if the issuer is an unincorporated entity, the full name under which it exists and carries on business.

**Item 2 Securities Sought**

State the class and number of securities that are the subject of the issuer bid and a description of the rights of the holders of any other class of securities that have a right to participate in the offer.

If the number of securities sought is subject to additional purchases by the issuer under the issuer bid for the purpose of preventing security holders from being left with odd lot holdings, this fact must be disclosed under this item, but the number of securities that could be purchased for this purpose need not be disclosed.

**Item 3 Time Period**

State the dates on which the issuer bid will commence and expire.

**Item 4 Consideration**

State the consideration to be offered. If the consideration includes securities, state the full particulars of the terms and conditions attaching to those securities.

**Item 5 Payment for Deposited Securities**

State the particulars of the method and time of payment of the cash or other consideration.

**Item 6 Right to Withdraw Deposited Securities**

Describe the rights to withdraw securities deposited under the issuer bid. State that the withdrawal is made by sending a written notice to the designated depository and becomes effective on its receipt by the depository.

**Item 7 Source of Funds**

State the source of any funds to be used for payment of deposited securities. If the funds are to be borrowed, state

- (a) the name of the lender,
- (b) the terms and financing conditions of the loan,
- (c) whether the issuer reasonably believes the possibility to be remote that, if the conditions are satisfied or waived, the issuer will be unable to pay for securities deposited under the issuer bid due to a financing condition not being satisfied,
- (d) the circumstances under which the loan must be repaid, and
- (e) the proposed method of repayment.

**Item 8 Participation**

If the issuer bid is for less than all of the outstanding securities of that class, state that if a greater number or principal amount of the securities are deposited than the issuer is bound or willing to take up and pay for, the issuer will take up as nearly as may be pro rata, disregarding fractions, according to the number or principal amount of the securities deposited. To the extent that this is not the case, as permitted by securities legislation, the response to this Item should be modified accordingly.

If an issuer intends to rely on the exceptions from the proportionate take-up and payment requirements found in subsections (2) and (3) of section 2.23 of the Regulation relating to odd lots and “dutch auctions”, describe the mechanism under which securities would be deposited and taken up without pro ration.

**Item 9 Reasons for Bid**

State the purpose for the issuer bid, and if it is anticipated that the issuer bid will be followed by a going private transaction or other transaction such as a business combination, describe the proposed transaction.

**Item 10 Trading in Securities to be Acquired**

Furnish, where reasonably ascertainable, a summary showing

- (a) the name of each principal marketplace on which the securities sought are traded,

(b) in reasonable detail for the six months preceding the date of the issuer bid, the volume of trading and price range of the class of the securities sought, or in the case of debt securities the prices quoted, on each principal market, and

(c) the date that the issuer bid to which the circular relates was announced to the public and the market price of the securities of the issuer immediately before such announcement.

Indicate any change in a principal marketplace or marketplaces that is planned following the issuer bid.

#### **Item 11 Ownership of Securities of Issuer**

State the number, designation and the percentage of outstanding securities of any class of securities of the issuer beneficially owned or over which control or direction is exercised

- (a) by each director and officer or other insider of the issuer and
- (b) if known after reasonable enquiry, by
  - (i) each associate or affiliate of an insider of the issuer,
  - (ii) every associate or affiliate of the issuer, and
  - (iii) any person acting jointly or in concert with the issuer.

In each case where no securities are owned, directed or controlled, so state.

#### **Item 12 Commitments to Acquire Securities of Issuer**

Disclose all arrangements, agreements, commitments or understandings made by the issuer and, where known after reasonable enquiry, by the persons referred to in item 11, to acquire securities of the issuer, and the terms and conditions of those arrangements, agreements, commitments or understandings.

#### **Item 13 Acceptance of Issuer Bid**

If known after reasonable enquiry, state the name of every person named in item 11 who has accepted or intends to accept the issuer bid and the number of securities in respect of which the person has accepted or intends to accept the issuer bid.

#### **Item 14 Benefits from Bid**

State the direct or indirect benefits to any of the persons named in item 11 of accepting or refusing the issuer bid.

#### **Item 15 Material Changes in the Affairs of Issuer**

Disclose the particulars of any plans or proposals for material changes in the affairs of the issuer, including, for example, any contract or agreement under negotiation, any proposal to liquidate the issuer, to sell, lease or exchange all or a substantial part of its assets, to amalgamate it or to make any material changes in its business, corporate structure (debt or equity), management or personnel.

**Item 16 Other Benefits**

If any material changes or subsequent transactions are contemplated, as described in item 9 or 15, state if known, any specific benefit, direct or indirect, as a result of such changes or transactions to any of the persons named in item 11.

**Item 17 Arrangements Between Issuer and Security Holder**

Provide the details of any arrangement, agreement, commitment or understanding between the issuer and

(a) any security holder of the issuer, including a summary of its purpose, the value attributed to it, the nature and value of the consideration payable in respect of it and an explanation as to how the issuer determined that entering into it was not prohibited by section 2.22 of the Regulation, and

(b) any person with respect to any securities of the issuer in relation to the issuer bid.

**Item 18 Previous Purchases and Sales**

State the following information about any securities of the issuer purchased or sold by the issuer, excluding securities purchased or sold pursuant to the exercise of employee stock options, warrants and conversion rights during the twelve months preceding the date of the issuer bid:

- (a) the description of the security,
- (b) the number of securities purchased or sold,
- (c) the purchase or sale price of the security, and
- (d) the date and purpose of each transaction.

If no securities were purchased or sold, so state.

**Item 19 Financial Statements**

If the most recently available interim financial statements are not included, include a statement that the most recent interim financial statements will be sent without charge to any security holder requesting them.

**Item 20 Valuation**

Include the disclosure required by applicable securities legislation regarding valuations, if any.

If a valuation is otherwise provided, the issuer must provide a summary of the valuation in sufficient detail to allow the reader to understand the principal judgements and principal underlying reasoning of the valuator so as to be able to form a reasoned judgment of the valuation opinion or conclusion. The summary must

(a) disclose the basis of computation, scope of review, relevant factors and their values, and the key assumptions on which the valuation is based, and

(b) advise where copies of the valuation are available for inspection and state that a copy of the valuation will be sent to any security holder of the issuer on request, for a nominal charge sufficient to cover printing and postage.

**Item 21        Securities of Issuer to be Exchanged for Others**

If an issuer bid provides that the consideration for the securities of the issuer is to be, in whole or in part, different securities of the issuer, include the financial and other information prescribed for a prospectus of the issuer.

**Item 22        Approval of Issuer Bid Circular**

State that the issuer bid circular has been approved by the issuer's directors, disclosing the name of any individual director of the issuer who has informed the directors in writing of his or her opposition to the issuer bid and that the delivery of the issuer bid circular to the security holders of the issuer has been authorized by the issuer's directors.

If the issuer bid is part of a transaction or to be followed by a transaction required to be approved by minority security holders, state the nature of the approval required.

**Item 23        Previous Distribution**

If the securities of the class subject to the issuer bid were distributed during the five years preceding the issuer bid, state the distribution price per share and the aggregate proceeds received by the issuer or selling security holder.

**Item 24        Dividend Policy**

State the frequency and amount of dividends with respect to shares of the issuer during the two years preceding the date of the issuer bid, any restrictions on the issuer's ability to pay dividends and any plan or intention to declare a dividend or to alter the dividend policy of the issuer.

**Item 25        Tax Consequences**

Provide a general description of the Canadian income tax consequences of the issuer bid to the issuer and to the security holders of any class affected.

**Item 26        Expenses of Bid**

Provide a statement of the expenses incurred or to be incurred in connection with the issuer bid.

**Item 27        Right of Appraisal and Acquisition**

State any rights of appraisal the security holders of the issuer have under the laws or constating documents governing, or contracts binding, the issuer and state whether or not the issuer intends to exercise any right of acquisition the issuer may have.

**Item 28        Statement of Rights**

Include the following statement of rights provided under the securities legislation of the jurisdiction relating to this circular:

*Securities legislation of the provinces and territories of Canada provides security holders of the issuer with, in addition to any other rights they may have at law, one or more rights of rescission, price revision or to damages if there is a misrepresentation in a circular or notice that is required to be delivered to such security holders. However, such rights must be exercised within prescribed time limits. Security holders should refer to the applicable provisions of the securities legislation of their province or territory for particulars of those rights or consult with a lawyer.*

**Item 29 Other Material Information**

State the particulars of any other information known to the issuer but not already disclosed that would reasonably be expected to affect the decision of the security holders of the issuer to accept or reject the offer.

**Item 30 Solicitations**

Disclose any person retained by or on behalf of the issuer to make solicitations in respect of the issuer bid and the particulars of the compensation arrangements.

**Item 31 Certificate**

Include a certificate in the following form signed by the chief executive officer and the chief financial officer (or, if no such officers have been appointed, persons acting in a similar capacity) of the issuer, and on behalf of the directors, by any two directors of the issuer other than the foregoing, all duly authorized to sign.

*The foregoing contains no untrue statement of a material fact and does not omit to state a material fact that is required to be stated or that is necessary to make a statement not misleading in the light of the circumstances in which it was made.*

*INSTRUCTION*

*If the issuer has fewer than four directors and officers, the certificate must be signed by all of them.*

**Item 32 Date of Issuer Bid Circular**

Specify the date of the issuer bid circular.

**FORM 62-104F3  
DIRECTORS' CIRCULAR**

**PART 1 GENERAL PROVISIONS**

**(a) Defined Terms**

If a term is used but not defined in this Form, refer to Part 1 of Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids (the Regulation) and to National Instrument 14-101 *Definitions*.

**(b) Plain Language**

Write the directors' circular so that readers are able to understand it. Refer to the plain language principles listed in section 2.6 of Policy Statement to Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids. If you use technical terms, explain them in a clear and concise manner.

**(c) Numbering and Headings**

The numbering, headings and ordering of items included in this Form are guidelines only. You do not need to include the heading or numbering or follow the order of items in this Form. You do not need to refer to inapplicable items and, unless otherwise required in this Form, you may omit negative answers to items. Disclosure provided in response to any item need not be repeated elsewhere in the circular.

**PART 2 CONTENTS OF DIRECTORS' CIRCULAR**

**Item 1 Name of Offeror**

State the corporate name of the offeror or, if the offeror is an unincorporated entity, the full name under which it exists and carries on business.

**Item 2 Name of Offeree Issuer**

State the corporate name of the offeree issuer or, if the offeree issuer is an unincorporated entity, the full name under which it exists and carries on business.

**Item 3 Names of Directors of the Offeree Issuer**

State the name of each director of the offeree issuer.

**Item 4 Ownership of Securities of Offeree Issuer**

State the number, designation and the percentage of outstanding securities of any class of securities of the offeree issuer beneficially owned or over which control or direction is exercised

- (a) by each director and officer or other insider of the offeree issuer, and
- (b) where known after reasonable enquiry, by
  - (i) each associate or affiliate of an insider of the offeree issuer,
  - (ii) every associate or affiliate of the offeree issuer, and
  - (iii) any person acting jointly or in concert with the offeree issuer.

In each case where none are owned, directed or controlled, so state.

**Item 5 Acceptance of Take-Over Bid**

If known after reasonable enquiry, state the name of every person named in item 4 who has accepted or intends to accept the offer and the number of securities in respect of which such person has accepted or intends to accept the offer.

**Item 6 Ownership of Securities of Offeror**

If a take-over bid is made by or on behalf of an offeror that is an issuer, state the number, designation and percentage of outstanding securities of any class of securities of the offeror beneficially owned or over which control or direction is exercised

- (a) by the offeree issuer,
- (b) by each director, officer or other insider of the offeree issuer, and
- (c) if known after reasonable enquiry, by
  - (i) each associate or affiliate of an insider of the offeree issuer,
  - (ii) every affiliate or associate of the offeree issuer, and
  - (iii) any person acting jointly or in concert with the offeree issuer.

In each case where no securities are so owned, directed or controlled, so state.

**Item 7 Relationship Between the Offeror and the Directors and Officers of the Offeree Issuer**

Disclose the particulars of any arrangement, agreement, commitment or understanding made or proposed to be made between the offeror and any of the directors or officers of the offeree issuer, including particulars of any payment or other benefit proposed to be made or given by way of compensation for loss of office or as to their remaining in or retiring from office if the take-over bid is successful. State also whether any directors or officers of the offeree issuer are also directors or officers of the offeror or any subsidiary of the offeror and identify those persons.

**Item 8 Arrangements Between Offeree Issuer and Officers and Directors**

Disclose the particulars of any arrangement, agreement, commitment or understanding made or proposed to be made between the offeree issuer and any of the directors or officers of the offeree issuer, including particulars of any payment or other benefit proposed to be made or given by way of compensation for loss of office or as to their remaining in or retiring from office if the take-over bid is successful.

**Item 9 Interests of Directors and Officers of the Offeree Issuer in Material Transactions With Offeror**

State whether any director or officer of the offeree issuer and their associates and, where known to the directors or officers after reasonable inquiry, whether any person who owns more than 10 per cent of any class of equity securities of the offeree issuer for the time being outstanding has any interest in any material transaction to which the offeror is a party, and if so, state particulars of the nature and extent of such interest.

**Item 10 Trading by Directors, Officers and Other Insiders**

- (1) State the number of securities of the offeree issuer traded, the purchase or sale price and the date of each transaction during the six month period preceding the date of the

directors' circular by the offeree issuer and each director, officer or other insider of the offeree issuer, and, if known after reasonable enquiry, by

- (a) each associate or affiliate of an insider of the offeree issuer,
- (b) every affiliate or associate of the offeree issuer, and
- (c) any person acting jointly or in concert with the offeree issuer.

(2) Disclose the number and price of securities of the offeree issuer of the class of securities subject to the bid or convertible into securities of that class that have been issued to the directors, officers and other insiders of the offeree issuer during the two-year period preceding the date of the circular.

#### **Item 11 Additional Information**

If any information required to be disclosed by the take-over bid circular prepared by the offeror has been presented incorrectly or is misleading, supply any additional information which would make the information in the circular correct or not misleading.

#### **Item 12 Material Changes in the Affairs of Offeree Issuer**

State the particulars of any information known to any of the directors or officers of the offeree issuer that indicates any material change in the affairs of the offeree issuer since the date of the last published interim or annual financial statement of the offeree issuer.

#### **Item 13 Other Material Information**

State the particulars of any other information known to the directors of the offeree issuer but not already disclosed that would reasonably be expected to affect the decision of the security holders of the offeree issuer to accept or reject the offer. This would include

- (a) any securityholder or voting trust agreement that the offeree issuer has access to and that can reasonably be regarded as material to a depositing security holder under the bid,
- (b) any securityholders' rights plans or other similar plans,
- (c) any valuation or fairness opinion obtained by the directors of the offeree issuer,
- (d) any plans or proposals for material changes in the affairs of the offeree issuer or a going private or other transaction, or
- (e) any other contract of the offeree issuer or a subsidiary of the offeree issuer that creates or can reasonably be regarded as materially affecting the rights or obligations of its securityholders generally.

#### **Item 14 Recommending Acceptance or Rejection of Bid**

Include either a recommendation to accept or reject the take-over bid and the reasons for such recommendation or a statement that the directors are unable to make or are not making a recommendation. If no recommendation is made, state the reasons for not making a recommendation. If the directors of an offeree issuer are considering recommending acceptance or rejection of a take-over bid after the sending of the directors' circular, state that fact.

**Item 15 Response of Offeree Issuer**

- (1) Describe any transaction, directors' resolution, agreement in principle or signed contract of the offeree issuer in response to the bid.
- (2) Disclose whether there are any negotiations underway in response to the bid which relate to or would result in
  - (a) an extraordinary transaction such as a merger or reorganization involving the offeree issuer or a subsidiary,
  - (b) the purchase, sale or transfer of a material amount of assets by the offeree issuer or a subsidiary,
  - (c) a competing take-over bid,
  - (d) a bid by the offeree issuer for its own securities or for those of another issuer, or
  - (e) any material change in the present capitalization or dividend policy of the offeree issuer.

If there is an agreement in principle, give full particulars.

**Item 16 Approval of Directors' Circular**

State that the directors' circular has been approved and its sending has been authorized by the directors of the offeree issuer.

**Item 17 Statement of Rights**

Include the following statement of rights provided under the securities legislation of the jurisdiction relating to this circular:

*Securities legislation in the provinces and territories of Canada provides security holders of the offeree issuer with, in addition to any other rights they may have at law, one or more rights of rescission, price revision or to damages, if there is a misrepresentation in a circular or notice that is required to be delivered to such security holders. However, such rights must be exercised within prescribed time limits. Security holders should refer to the applicable provisions of the securities legislation of their province or territory for particulars of those rights or consult with a lawyer.*

**Item 18 Certificate**

Include a certificate in the following form signed by two directors of the issuer, duly authorized to sign on behalf of the directors.

*The foregoing contains no untrue statement of a material fact and does not omit to state a material fact that is required to be stated or that is necessary to make a statement not misleading in the light of the circumstances in which it was made.*

**Item 19 Date of Directors' Circular**

Specify the date of the directors' circular.

**FORM 62-104F4**  
**DIRECTOR'S OR OFFICER'S CIRCULAR**

**PART 1 GENERAL PROVISIONS**

**(a) Defined Terms**

If a term is used but not defined in this Form, refer to Part 1 of Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids (the Regulation) and to National Instrument 14-101 *Definitions*.

**(b) Plain Language**

Write the director's or officer's circular so that readers are able to understand it. Refer to the plain language principles listed in section 2.6 of Policy Statement to Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids. If you use technical terms, explain them in a clear and concise manner.

**(c) Numbering and Headings**

The numbering, headings and ordering of items included in this Form are guidelines only. You do not need to include the heading or numbering or follow the order of items in this Form. You do not need to refer to inapplicable items and, unless otherwise required in this Form, you may omit negative answers to items. Disclosure provided in response to any item need not be repeated elsewhere in the circular.

**PART 2 CONTENTS OF DIRECTOR'S OR OFFICER'S CIRCULAR**

**Item 1 Name of Offeror**

State the corporate name of the offeror or, if the offeror is an unincorporated entity, the full name under which it exists and carries on business.

**Item 2 Name of Offeree Issuer**

State the corporate name of the offeree issuer or, if the offeree issuer is an unincorporated entity, the full name under which it exists and carries on business.

**Item 3 Name of Director or Officer of Offeree Issuer**

State the name of each director or officer delivering the circular.

**Item 4 Ownership of Securities of Offeree Issuer**

State the number, designation and percentage of outstanding securities of any class of securities of the offeree issuer beneficially owned or over which control or direction is exercised

(a) by the director or officer, and

(b) if known after reasonable enquiry, by the associates of the director or officer.

In each case where no securities are so owned, directed or controlled, so state.

**Item 5 Acceptance of Bid**

State whether the director or officer of the offeree issuer and whether any associate of such director or officer whose acceptance is known to the director or officer, after reasonable inquiry, has accepted or intends to accept the offer and state the number of the securities in respect of which the director or officer, or where known after reasonable enquiry, any associate, has accepted or intends to accept the offer.

**Item 6 Ownership of Securities of Offeror**

If a take-over bid is made by or on behalf of an issuer, state the number, designation and percentage of outstanding securities of any class of securities of the offeror beneficially owned or over which control or direction is exercised

- (a) by the director or officer, or
- (b) if known after reasonable enquiry, by the associates of the director or officer.

In each case where no securities are so owned, directed or controlled, so state.

**Item 7 Arrangements between Offeror and Director or Officer**

Disclose the particulars of any arrangement, agreement, commitment or understanding made or proposed to be made between the offeror and the director or officer, including particulars of any payment or other benefit proposed to be made or given by way of compensation for loss of office or as to the director's or officer's remaining in or retiring from office if the take-over bid is successful. State whether the director or officer is also a director or officer of the offeror or any subsidiary of the offeror.

**Item 8 Arrangements between Offeree Issuer and Director or Officer**

Disclose the particulars of any arrangement, arrangement, commitment or understanding made or proposed to be made between the offeree issuer and the director or officer, including particulars of any payment or other benefit proposed to be made or given by way of compensation for loss of office or as to his or her remaining in or retiring from office if the take-over bid is successful.

**Item 9 Interests of Director or Officer in Material Transactions With Offeror**

State whether the director or officer or the associates of the director or officer have any interest in any material transaction to which the offeror is a party, and if so, state particulars of the nature and extent of such interest.

**Item 10 Additional Information**

If any information required to be disclosed by the take-over bid circular prepared by the offeror has been presented incorrectly or is misleading, supply any additional information within the knowledge of the director or officer which would make the information in the circular correct or not misleading.

**Item 11 Material Changes in the Affairs of Offeree Issuer**

State the particulars of any information known to the director or officer that indicates any material change in the affairs of the offeree issuer since the date of the last published interim or annual financial statement of the offeree issuer and not generally disclosed or in the opinion of the director or officer not adequately disclosed in the take-over bid circular or directors' circular.

**Item 12 Other Material Information**

State the particulars of any other information known to the director or officer but not already disclosed that would reasonably be expected to affect the decision of the security holders of the offeree issuer to accept or reject the offer.

**Item 13 Recommendation**

State the recommendation of the director or officer and the reasons for the recommendation.

**Item 14 Statement of Rights**

Include the following statement of rights provided under the securities legislation of the jurisdiction relating to this circular:

*Securities legislation of the provinces and territories of Canada provides security holders of the offeree issuer with, in addition to any other rights they may have at law, one or more rights of rescission, price revision or to damages if there is a misrepresentation in a circular or notice that is required to be delivered to such security holders. However, such rights must be exercised within prescribed time limits. Security holders should refer to the applicable provisions of the securities legislation of their province or territory for particulars of those rights or consult with a lawyer.*

**Item 15 Certificate**

Include a certificate in the following form signed by or on behalf of each director or officer delivering the circular.

*The foregoing contains no untrue statement of a material fact and does not omit to state a material fact that is required to be stated or that is necessary to make a statement not misleading in the light of the circumstances in which it was made.*

**Item 16 Date of Director's or Officer's Circular**

Specify the date of the director's or officer's circular.

**FORM 62-104F5  
NOTICE OF CHANGE OR NOTICE OF VARIATION**

**PART 1 GENERAL PROVISIONS**

**(a) Defined Terms**

If a term is used but not defined in this Form, refer to Part 1 of Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids (the Regulation) and to National Instrument 14-101 *Definitions*.

**(b) Plain Language**

Write the notice of change or notice of variation so that readers are able to understand it. Refer to the plain language principles listed in section 2.6 of Policy Statement to Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids. If you use technical terms, explain them in a clear and concise manner.

**(c) Numbering and Headings**

The numbering, headings and ordering of items included in this Form are guidelines only. You do not need to include the heading or numbering or follow the order of items in this Form. You do not need to refer to inapplicable items and, unless otherwise required in this Form, you may omit negative answers to items. Disclosure provided in response to any item need not be repeated elsewhere in the circular.

**PART 2 CONTENTS OF NOTICE OF CHANGE OR NOTICE OF VARIATION**

**Item 1 Name of Offeror**

**Item 2 Name of Offeree Issuer (if applicable)**

**Item 3 Particulars of Notice of Change or Variation**

- (1) A notice of change required under section 2.9 of the Regulation must contain
  - (a) a description of the change in the information contained in
    - (i) the take-over bid circular,
    - (ii) the issuer bid circular, and
    - (iii) any notice of change previously delivered under section 2.9,
  - (b) the date of the change,
  - (c) the date up to which securities may be deposited,
  - (d) the date by which securities deposited must be taken up by the offeror, and
  - (e) a description of the rights of withdrawal that are available to security holders.
- (2) A notice of variation required under section 2.10 of the Regulation must contain
  - (a) a description of the variation in the terms of the take-over bid or issuer bid,

- (b) the date of the variation,
  - (c) the date up to which securities may be deposited,
  - (d) the date by which securities deposited must be taken up by the offeror,
  - (e) if the date referred to in paragraph (d) is not known, a description of the legal requirements regarding the timing of take-up of securities deposited under the bid,
  - (f) a description of when payment will be made for deposited securities in relation to the time in which they are taken up by the offeror, and
  - (g) a description of the rights of withdrawal that are available to security holders.
- (3) A notice of change required under section 2.16 or subsection 2.18(2) of the Regulation must contain, as applicable, a description of the change in the information contained in
- (a) the directors' circular,
  - (b) any notice of change previously delivered under section 2.16,
  - (c) the director's or officer's circular, or
  - (d) any notice of change previously delivered under subsection 2.18(2).

**Item 4 Statement of Rights**

Include the following statement of rights provided under the securities legislation of the jurisdiction relating to this notice:

*Securities legislation of the provinces and territories of Canada provides security holders of the offeree issuer with, in addition to any other rights they may have at law, one or more rights of rescission, price revision or to damages if there is a misrepresentation in a circular or notice that is required to be delivered to such security holders. However, such rights must be exercised within prescribed time limits. Security holders should refer to the applicable provisions of the securities legislation of their province or territory for particulars of those rights or consult with a lawyer.*

**Item 5 Certificate**

Include the signed certificate required in the bid circular, directors' circular or director's or officer's circular, amended to refer to the initial circular and to all subsequent notices of change or notices of variation.

**Item 6 Date of Notice of Change or Notice of Variation**

Specify the date of the notice of change or notice of variation.

# **POLICY STATEMENT TO REGULATION 62-104 RESPECTING TAKE-OVER BIDS AND ISSUER BIDS**

## **PART 1 INTRODUCTION AND PURPOSE**

### **1.1 Application**

Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids (the Regulation) consolidates and harmonizes requirements governing the conduct of take-over bids and issuer bids in Canada. The Regulation has been implemented in all jurisdictions as a rule or regulation.

### **1.2 Purpose**

The purpose of this policy statement is to help you understand how the provincial and territorial regulatory authorities interpret or apply certain provisions of the Regulation and to provide guidance on the conduct of parties involved in a bid.

## **PART 2 BID REGIME**

### **2.1 General**

The Regulation is designed to establish a clear and predictable framework for the conduct of bids in a manner that achieves three primary objectives:

- equal treatment of offeree issuer security holders,
- provision of adequate information to offeree issuer security holders,
- an open and even-handed bid process that does not unfairly discriminate among, or exert pressure on, offeree issuer security holders.

Those involved in a take-over bid or issuer bid are encouraged to conduct themselves in a manner consistent with these objectives.

### **2.2 Identifying the Offeror**

More than one person may constitute an offeror under a take-over bid. This can arise if an offer is made indirectly, because the terms *offer to acquire* and *take-over bid* include direct and indirect offers to acquire securities.

For example, a party (the primary party) that uses an acquisition entity, subsidiary or other affiliate (the named offeror) to make a take-over bid, may itself be making an indirect bid. In that case, the named offeror and the primary party may be joint offerors. Both would be subject to the bid requirements of the Regulation, including the requirements to certify and deliver the bid circular.

If a take-over bid is made by a wholly-owned entity, we regard the entity's parent to be a joint offeror. If the named offeror is not a wholly-owned entity, assessment of whether the primary party is a joint offeror would depend on its role, taking into account, among other factors, the answers to the following questions:

- Did the primary party play a significant role in initiating, structuring and negotiating the take-over bid?
- Does the primary party control any of the terms of the offer?

- Is the primary party financing the bid, guaranteeing the financing, or integral to obtaining the financing?
- Does the primary party directly or indirectly control the named offeror?
- Did the primary party form, or cause to be formed, the named offeror?
- Are the primary party's securities being offered as consideration under the bid?
- Will the primary party beneficially own the assets or securities of the target?

A *yes* answer to any of these questions may, in our view, mean that the primary party is making an indirect offer, and is a joint offeror under the bid.

### **2.3 Collateral agreements**

Subsection 2.22(2) of the Regulation prohibits an offeror from entering into a collateral agreement, understanding or commitment that has the effect of providing a security holder of the offeree issuer with greater consideration than that offered to other security holders of the same class. This prohibition against collateral agreements extends to any direct or indirect benefit being provided by the offeror to the holder.

If a party is able to demonstrate that a particular agreement, understanding or arrangement is undertaken for a valid business purpose and that the terms of the agreement, understanding or arrangement provide for a mutual exchange of consideration of equivalent value, the securities regulatory authority or regulator will consider granting an exemption from the collateral benefit prohibition under section 7.1 of the Regulation.

Subsection 2.22(3) of the Regulation excludes certain employment-related arrangements from the scope of the collateral agreement prohibition in subsection 2.22(2) if an independent committee, acting in good faith, determines that the value of the consideration, net of any offsetting costs to the security holder, is less than five per cent of the value the security holder expects it will be beneficially entitled to receive under the terms of the bid in exchange for the equity securities beneficially owned by the security holder. For this purpose, we consider an independent committee to mean a committee composed exclusively of directors who are disinterested in the bid or any related transactions.

### **2.4 Lockup and support agreements**

Documents required to be filed under section 3.2 of the Regulation that have been previously filed (for example under Regulation 44-101 respecting Short Form Prospectus Distributions or Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations) should not be refiled. Instead, the offeror should file a letter with the regulator describing the previously filed documents and the filing date and SEDAR project number.

### **2.5 Valuations**

Issuer bids and insider bids may be subject to valuation requirements under the securities legislation of certain jurisdictions. Offerors whose securities are listed on the TSX Venture Exchange may also be subject to exchange valuation requirements. In these circumstances, offerors and offeree issuers are reminded to consider whether the valuation requirements contained in local rules or regulations such as OSC Rule 61-501 *Insider Bids, Issuer Bids, Business Combinations and Related Party Transactions* or Quebec Regulation Q-27 *respecting Protection of Minority Securityholders in the Course of Certain Transactions*, or in TSX Venture Policy 5.9 *Insider Bids, Issuer Bids, Business Combinations and Related Party Transactions* apply.

## 2.6 Plain language principles

Plain language will help investors understand your disclosure so that they can make informed investment decisions:

- use short sentences
- use the active voice
- use personal pronouns to speak directly to the reader
- avoid superfluous words
- organize the document in clear, concise sections, paragraphs and sentences
- avoid jargon
- avoid reliance on glossaries and defined terms unless it facilitates understanding of the discipline
- avoid boilerplate wording
- avoid multiple negatives
- use technical terms only when necessary and explaining them
- use charts, tables and examples to make disclosure easier to understand.

## 2.7 Determination of shareholdings

For the purposes of sections 5.5, 5.6, 5.12 and 5.13 of the Regulation, in determining the outstanding voting securities that are owned, directly or indirectly, by residents of Canada, an offeror should

- (a) use reasonable efforts to identify securities held by registrants, financial institutions or nominees for the accounts of customers resident in Canada;
- (b) count securities beneficially owned by residents of Canada as disclosed in insider reports and early warning reports; and
- (c) assume that a customer is a resident of the jurisdiction or foreign jurisdiction in which the nominee has its principal place of business if, after reasonable inquiry, information regarding the jurisdiction or foreign jurisdiction of residence of the customer is unavailable.

Lists of beneficial owners of securities maintained by intermediaries under SEC Rule 14a-13 under the 1934 Act or other securities laws analogous to Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer may also be helpful.

## 2.8 Equal Treatment

The failure to make a bid to security holders of an offeree issuer in one or more jurisdictions if the bid is made to security holders in other jurisdictions is inconsistent with the equal treatment requirement in section 2.6 of the Regulation because of the prejudice to the interests of security holders in the excluded jurisdictions. Offerors are reminded that securities regulatory authorities in the jurisdictions in which the bid is made may issue cease trade orders in respect of the bid.

## 2.9 Odd Lots

For purposes of subsection 2.23(2) of the Regulation, an offeror should refer to the definition of *board lot* as that term is defined in section 1-101 of The Rules of The Toronto Stock Exchange or TSX Venture Policy 1.1 to determine what constitutes an odd lot as an odd lot consists of security holdings of less than a board lot.

## **2.10 Early Warning**

Persons acquiring securities of a reporting issuer may trigger the obligation to issue and file a news release and file a report under sections 6.2 and 6.3 of the Regulation by acquiring ownership through market purchases or through the issuance of treasury securities under an exempt offering.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 62-103 RESPECTING THE EARLY WARNING SYSTEM AND RELATED TAKE-OVER BID AND INSIDER REPORTING ISSUES**

Securities Act  
(R.S.Q., c. V-1.1, s. 33.1, par. (1) and (34), and s. 331.2)

**PART 1 REGULATION TO AMEND REGULATION 62-103**

**1.1 Amendment** - Regulation 62-103 respecting The Early Warning System and Related Take-over Bid and Insider Reporting Issues is amended to:

(a) in section 1.1(1)

(i) in the definition of “acquisition announcement provisions” strike the first reference to “securities legislation” and substitute “section 6.3 of Regulation 62-104” and strike the second reference to “securities legislation” and substitute “Regulation 62-104”;

(ii) repeal the definition of "acting jointly or in concert" and substitute the following:

"acting jointly or in concert" has the same meaning as given the phrase in Regulation 62-104, and, when used in connection with an entity, has the same meaning as in Regulation 62-104 as if the term "entity" replaced the term "person or company" or similar term;

(iii) in the definition of "applicable definitions" strike “the take-over bid provisions” and substitute “Regulation 62-104”;

(iv) add the following after the definition of “applicable provisions”:

“associate” has the same meaning as in Regulation 62-104;

(v) repeal the definition of "early warning requirements" and substitute the following:

"early warning requirements" means the requirements set out in Part 6 of Regulation 62-104;

(vi) repeal the definition of "equity security" and substitute the following:

"equity security" has the same meaning as in Regulation 62-104;

(vii) repeal the definition of "formal bid" and substitute the following:

"formal bid" means a take-over bid or issuer bid made in accordance with Part 2 of Regulation 62-104;

(viii) repeal the definition of "moratorium provision" and substitute the following:

"moratorium provision" means the provisions set out in subsection 6.2(4) of Regulation 62-104;

- (ix) add the following after the definition of “news release”:  
“Regulation 62-104” means Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids;
- (x) repeal the definition of "offeror" and substitute the following:  
"offeror" has the same meaning as in Regulation 62-104;
- (xi) repeal the definition of "offeror's securities" and substitute the following:  
"offeror's securities" has the same meaning as in Regulation 62-104;
- (xii) repeal the definition of "private mutual fund" and substitute:  
“private mutual fund” means
  - (a) a private investment club referred to in section 2.20 of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions, or
  - (b) a private investment fund referred to in section 2.21 of Regulation 45-106 respecting Prospectus and Registration Exemptions;
- (xiii) repeal the definition of "take-over provisions" and substitute the following:  
"take-over provisions" means the provisions set out in Regulation 62-104;
  - (b) in subsection 2.1(1), strike “or under section 2.1 of Regulation 62-102 respecting Disclosure of Outstanding Share Data or” and “, whichever contains the most recent relevant information;
  - (c) in paragraph 3.1(2)(a), strike “securities legislation” and substitute “section 6.2 or 6.3 of Regulation 62-104”;
  - (d) in paragraph 3.2(b), strike “securities legislation” and substitute “section 6.2 or 6.3 of Regulation 62-104”;
  - (e) in paragraph 5.1(b), strike “the presumption in securities legislation ” and substitute “the deeming provision in subsection 1.7(2) of Regulation 62-104” and strike “presumed” and substitute “deemed”;
  - (f) in section 10.1, strike “moratorium provisions” and substitute “moratorium provision” everywhere that term appears;
- (g) repeal Appendix B;
- (h) repeal Appendix C;

- (i) repeal Appendix D and substitute:

**REGULATION 62-103**

**APPENDIX D**

**BENEFICIAL OWNERSHIP**

<b>JURISDICTION</b>	<b>SECURITIES LEGISLATION REFERENCE</b>
ALL JURISDICTIONS	Sections 1.6 and 1.7 of NI 62-104
ALBERTA	Sections 5 and 6 of the <i>Securities Act</i> (Alberta)
BRITISH COLUMBIA	Subsection 1(4) of the <i>Securities Act</i> (British Columbia)
MANITOBA	Subsections 1(6) and 1(7) of the <i>Securities Act</i> (Manitoba)
NEW BRUNSWICK	Subsections 1(5) and 1(6) of the <i>Securities Act</i> (New Brunswick)
NEWFOUNDLAND AND LABRADOR	Subsections 2(5) and 2(6) of the <i>Securities Act</i> (Newfoundland and Labrador)
NOVA SCOTIA	Subsections 2(5) and 2(6) of the <i>Securities Act</i> (Nova Scotia)
ONTARIO	Subsections 1(5) and 1(6) of the <i>Securities Act</i> (Ontario)
SASKATCHEWAN	Subsections 2(5) and 2(6) of <i>The Securities Act, 1988</i> (Saskatchewan)

- (j) in Appendix E,

- (i) add the following after paragraph (e):

(e.1) the value, in Canadian dollars, of any consideration offered per security if the offeror acquired ownership of a security in the transaction or occurrence giving rise to the obligation to file a news release;

(ii) in paragraph (i), add “, in Canadian dollars” after “value” and strike “and” at the end of the paragraph;

- (iii) add the following after paragraph (j):

(k) if applicable, a description of the exemption under Part 5 of Regulation 62-104 being relied on by the offeror and the facts supporting that reliance.

**PART 2 EFFECTIVE DATE**

**2.1 Effective Date** - These amendments are effective [\*]